



Rapport d'activité 2012

SOMMAIRE

PRÉFACE	7
INTRODUCTION	9
 POLITIQUES COMMERCIALES	19
Développements du modèle Mirage	19
Sentier de long terme (2050 et 2100)	19
MIRAGE	19
Mirage standard	20
Mirage 2	20
Maintenance des outils	20
Base IDE 2004	20
Formation des économistes CEPII à la prise en main de l'interface Mirage	21
MirageWiki	21
Accords commerciaux régionaux	21
Estimations des effets création et détournement de commerce au sein d'accords entre pays hétérogènes en dotations factorielles ..	21
Accords régionaux	22
Structure de la protection commerciale en 2007	22
Autres politiques commerciales	23
Politique climatique et taxes à l'exportation sur les produits intensifs en énergie en Chine	23
Mécanisme d'inclusion carbone	24
Estimations des effets prix des barrières non tarifaires	24
Droits de douane spécifiques et qualité	25
Impact des droits de douane sur la qualité des biens intermédiaires en Inde	26
Scénarios du commerce international à l'horizon 2035	26
Évaluation d'un accord commercial entre l'Union Européenne et les États-Unis	27
 ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL	31
Bases de données	31
CHELEM	31
CHELEM – Commerce international	31
CHELEM – PIB	32
CHELEM – Balance des paiements	32
Mise à jour de BACI	32
Mise à jour de Trade Unit Values	33

SOMMAIRE

La compétitivité de la France et des pays européens	33
La comparaison des niveaux de productivité en Europe.....	33
Le rôle de la grande distribution dans le commerce international de produits agro-alimentaires	34
L'accès des entreprises françaises aux marchés mondiaux : entraves et aides à l'exportation	34
Barrières non tarifaires et performances des firmes françaises à l'exportation	34
Les coûts d'entrée sur les marchés mondiaux dans les secteurs de services.....	35
L'évaluation des politiques de soutien à l'exportation.....	36
Les entreprises françaises face aux mutations de l'économie mondiale	37
La réponse des firmes exportatrices aux crises financières	37
L'impact des chocs de demande mondiale sur les différentes gammes de produits.....	37
Concurrence internationale et "échelle des ventes"	38
L'impact de la mondialisation sur l'emploi et les salaires.....	39
ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET MIGRATIONS INTERNATIONALES	43
Économies émergentes	43
Dynamique de croissance des pays émergents	43
Financement des économies émergentes	47
Les performances de la Chine à l'exportation	49
Migrations internationales	52
Analyse économique des migrations	52
Analyse économique des politiques migratoires	53
Migrations internationales	54
MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES	59
Dettes publiques, fiscalité et croissance	59
Déterminants des spreads de taux d'intérêt souverains	59
Ajustement budgétaire et compétitivité : la TVA sociale	59
L'économie mondiale 2013	60
Désendettement en union monétaire, un modèle structurel	60
Les dessous de la dette publique japonaise	61
Crise de la zone euro	61
Les mésalignements de change en zone euro	61
Réformes structurelles et convergence des prix en zone euro	63

La politique monétaire non conventionnelle de la BCE.....	64
Pas à pas, renforcer la zone euro	65
Système monétaire international et politique monétaire.....	66
L'influence de la monnaie d'ancrage sur la dynamique des taux de change.....	66
Volatilité des taux de change dans un régime de change multipolaire.....	67
La zone franc CFA est-elle soutenable ?	67
La politique monétaire non conventionnelle des Etats-Unis (2007-2010) au regard de l'expérience japonaise (1999-2006)	68
Développement financier, accès au crédit et performances des entreprises.....	69
L'incidence fiscale des taxes bancaires	69
Les effets microéconomiques du développement financier sur la croissance.....	69
L'évolution de l'intermédiation financière	70
Restructurations et licenciements boursiers.....	71
La fiscalité des entreprises du secteur financier.....	72
Energie, matières premières et développement durable	73
Politique monétaire et prix des produits alimentaires.....	73
L'incidence de la réglementation financière sur la dynamique des prix sur les marchés énergétiques	74
ANNEXES.....	75
Annexe 1 : Les publications du CEPII.....	77
Annexe 2 : Le site Internet du CEPII	107
Annexe 3 : Publications hors CEPII.....	115
Annexe 4 : Le CEPII dans les médias.....	123
Annexe 5 : Interventions, rapports et travaux pour des institutions publiques et des fondations.....	131
Annexe 6 : Rencontres organisées par le CEPII et le Club du CEPII	137
Annexe 7 : Participation à des groupes de travail, comités de lecture et comités d'experts	157
Annexe 8 : Relations internationales du CEPII.....	163
Annexe 9 : Prix et distinctions	169

PRÉFACE

Plusieurs questions d'économie internationale ont été au cœur de l'actualité en 2012. En particulier, la zone euro a connu une période de tension qui se sont apaisées tandis que la compétitivité de l'économie française a fait l'objet d'intenses débats, de même que les pratiques non conventionnelles de politique monétaire. Dans le même temps, nombre de questions de fond revêtent une importance particulière, même si elle est moins visible. Citons les dynamiques de croissance des pays émergents, l'accès des entreprises françaises aux marchés mondiaux, les perspectives de long terme de l'économie mondiale, ou l'évolution du système monétaire international.

Ces questions complexes et changeantes appellent des études rigoureuses et circonstanciées. Le CEPII s'y emploie, en produisant des travaux de recherche et d'expertise sur l'économie mondiale, utiles à l'information publique comme à la formulation des politiques économiques. Au demeurant, le travail du CEPII en 2012 est le reflet d'arbitrages entre la nécessité de couvrir des sujets d'une actualité brûlante, notamment ceux en rapport avec la crise de la zone euro, et la volonté de maintenir les outils du Centre ainsi que ses investissements sur des questions importantes, même lorsqu'elles ne font pas les titres.

Sur tous ces sujets, les travaux du CEPII fournissent des éclairages d'une qualité scientifique toujours renouvelée, illustrée par le développement et l'utilisation des outils d'analyse les plus pointus et par de nombreuses publications, souvent sur des supports prestigieux. Ils s'appuient sur des travaux approfondis de données et de modélisation, souvent issus d'investissements collectifs dans la durée, qui sont les garants de la pertinence des analyses. Ils sont étayés par des collaborations nombreuses, en France comme à l'étranger, dans le monde universitaire comme dans celui des *think tanks*, de l'administration ou des organisations internationales.

A ce titre, les travaux présentés dans ce rapport d'activité constituent un aliment de grande qualité pour le débat public et les analyses de politiques économiques. Par ses efforts de communication, aussi bien au travers de ses publications que de nombreuses réunions publiques et d'innombrables interventions dans les médias, le CEPII s'est également efforcé de rendre aussi accessibles et intelligibles que possible les enseignements de ces analyses. La richesse du bilan présenté témoigne du succès de cette démarche. Si elle reflète le travail de tout un collectif, elle fournit néanmoins l'occasion de rendre hommage à la grande qualité du travail d'Agnès Bénassy-Quéré en tant que directrice depuis plusieurs années, et de remercier Christophe Destais qui a assuré la direction par intérim durant tout l'automne.

Toute l'équipe du CEPII se joint à moi pour vous souhaiter une excellente lecture de ce rapport d'activité 2012.

Jean Lemierre
Président du Conseil du CEPII

INTRODUCTION

Le travail du CEPII en 2012 a été marqué par quelques axes structurants : la crise de la zone euro, la compétitivité de la France, les développements de l'économie mondiale à long terme, les évolutions de taux de change, les conditions d'accès aux marchés internationaux et les conséquences de leur évolution. L'activité du Centre est cependant loin de se limiter à ces quelques thèmes, comme en témoigne le bilan présenté ci-dessous, structuré suivant les quatre programmes scientifiques du CEPII. Un résumé succinct est présenté dans cette introduction pour chaque programme. Le détail par projet est donné ensuite.

Politiques commerciales

L'activité a été centrée sur la modélisation de l'économie mondiale à moyen et long terme et des questions environnementales. Une nouvelle version du modèle d'équilibre général, MIRAGE e, a été développée pour cibler l'analyse des questions énergétiques et d'émissions de gaz à effet de serre. Un sentier dynamique de l'économie mondiale aux horizons 2050 et 2100 a été construit en s'appuyant sur MaGE, le modèle macro-économétrique de croissance du CEPII et MIRAGE. Ce travail a été utilisé dans plusieurs exercices de prospective, notamment pour la Commission européenne et l'Organisation Mondiale du Commerce. De premiers contacts ont été pris en fin d'année avec l'OCDE, avec qui une collaboration sera finalement lancée sur ce thème en 2013. Le rôle décisif des facteurs démographiques et technologique dans le déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie a pu ainsi être qualifié très précisément.

Ces travaux ont reçu également un écho au niveau français, à l'occasion du travail réalisé pour la Direction du Trésor : il s'agissait de la mise en place d'un mécanisme d'inclusion carbone aux frontières, travail intégrant la possibilité de représailles commerciales de la part des partenaires commerciaux de l'Union européenne.

Parallèlement, une interface du modèle a été développée, permettant une plus large diffusion de MIRAGE parmi les administrations intéressées. D'autres dimensions importantes du travail de l'équipe sont plus méthodologiques et moins visibles de l'extérieur, comme le développement de code partagé au sein du consortium international des utilisateurs de MIRAGE, la mise à jour du Wiki du modèle, la mise à jour de la base de données de protection commerciale, ou encore la finalisation de la base de données sur les investissements directs étrangers destinée à la prise en compte de ces derniers dans les exercices de simulation de politique économique.

Enfin la question des mesures non tarifaires pouvant constituer des obstacles aux échanges a été abordée de façon systématique, sous différents angles. La libéralisation non tarifaire (l'harmonisation ou la

reconnaissance mutuelle en matière réglementaire) joue un rôle décisif dans les bénéfices à attendre des négociations s'engageant entre l'Union européenne et les États-Unis, telles qu'évaluées par l'équipe du CEPII à la demande du Trésor. Les mesures non tarifaires ont également été repérées comme élevant de façon sensible le coût de la vie en Afrique dans une autre étude du CEPII, avec un effet plus fort sur les ménages les plus pauvres. Dans un registre voisin, l'adaptation des portefeuilles d'exportation des firmes à la présence de droits de douane spécifiques (plutôt que *ad valorem*) a été mise en évidence : cette forme de protection frappant plus particulièrement les produits à bas prix pousse la structure des exportations vers les pays appliquant ces mesures vers le haut de gamme, tout en pénalisant plus fortement les exportations des pays du Sud.

Sur ces différents thèmes, l'équipe politique commerciale du CEPII a donc adapté en 2012 ses outils et préoccupations aux nouveaux sujets de politique économique : environnement, mesures réglementaires (protection derrière la frontière), prospective de l'économie mondiale, tout en entretenant et partageant ses bases de données et modèles.

Analyse du commerce international

Comme de coutume, une part significative de l'activité de ce programme a été consacrée au développement et à l'entretien de bases de données, outils indispensables à une analyse détaillée de la structure des échanges commerciaux, de leurs déterminants et de leurs conséquences.

Tenant compte de l'actualité, une part importante des efforts a été consacrée à l'étude de la compétitivité européenne et française, notamment au travers d'analyses de la compétitivité et des spécialisations, d'une étude de l'impact des crises économiques sur le commerce mondial, et d'une évaluation des politiques de soutien à l'exportation. Les conditions d'accès des entreprises françaises aux marchés étrangers ont aussi été analysées sous différents angles.

Un vaste chantier de recherche portant sur les conséquences de la mondialisation en termes d'emploi et d'inégalités salariales a également été ouvert. Ce thème sera développé dans les années à venir, renouant ainsi avec les travaux menés au CEPII dans les années 1990 et au début des années 2000. Les analyses s'appuieront sur des données microéconomiques pour mesurer plus précisément les conséquences de la concurrence internationale et des stratégies d'externalisation sur les marchés du travail.

Parmi les réalisations marquantes de cette année, citons :

- La refonte complète de la nomenclature géographique de la base CHELEM ;
- Une étude des écarts de prix de la production manufacturière dans plusieurs pays européens ;
- La mise en évidence d'un impact positif de l'extension internationale des entreprises de grande distribution sur les exportations des pays d'origine ;

- L'évaluation des distorsions de commerce et de prix du commerce induits par les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) ;
- La mise en évidence du fait que l'impact des crises financières sur les échanges internationaux est d'autant plus fort que le temps de trajet entre pays partenaires est grand, ce qui a des conséquences importantes sur les effets de propagation des chocs économiques et sur les politiques à mener pour limiter les effets du risque pays ;
- Une évaluation précise de l'impact de certains dispositifs d'aide à l'exportation proposés, en France, par Coface et UbiFrance.

Économies émergentes

Les travaux réalisés en 2012 sur les économies émergentes ont concerné un champ de thématiques plus large que prévu initialement. Si certains travaux ont été ralentis, de nombreux projets hors programmation ont été menés à bien.

Le volet "dynamique de croissance des pays émergents" regroupe un ensemble d'études consacrées à des zones dont l'émergence est bien attestée et à d'autres sur lesquelles des interrogations subsistent. Les BRIC, une notion inventée il y a une dizaine d'années, à l'origine pour définir une stratégie d'allocation de ressources, ne faisaient toujours pas l'objet d'un ouvrage de synthèse en français. Ce sera chose faite au printemps 2013. Un second travail propose une relecture des crises financières dans les pays émergents du début des années 1980 au début des années 2000. La condescendance avec laquelle ces crises étaient considérées n'est plus de mise. Comme les crises qui se produisent dans le monde industrialisé depuis cinq ans, les crises émergentes de la fin du XX^{ème} siècle se caractérisaient par un excès d'endettement, des dysfonctionnements dans le secteur financier et des stratégies monétaires inadaptées. Au-delà, les spécificités propres au niveau de développement et aux idiosyncrasies locales doivent toujours être prises en compte. Une monographie du cas turc, privilégiant l'analyse de longue période, met en lumière la spécificité de la trajectoire économique de ce pays, plutôt positive mais difficilement transposable, notamment dans les pays arabes. Sur ces derniers, un travail encore en cours montre que les pays d'Afrique du Nord n'auront pas su bénéficier de l'aubaine démographique que constitue le pic du ratio entre les personnes en âge de travailler, d'une part, et les jeunes et les personnes âgées d'autre part. Cette situation découle de leur incapacité à créer des emplois en nombre suffisant dans le secteur formel et s'explique probablement par l'importance des rentes et les déficiences institutionnelles.

Deux projets s'interrogeaient sur le potentiel de croissance des pays d'Afrique sub-saharienne. Un premier, portant sur les pays enclavés, confirme que ces derniers sont confrontés à des obstacles à la croissance spécifiques, que le développement d'infrastructures complémentaires avec celles existant dans les pays voisins aide à surmonter. Une étude sur le lien entre ouverture commerciale et réduction de la pauvreté confirme que la première est favorable à la seconde pour autant que l'environnement institutionnel y soit par ailleurs propice.

Le CEPII réalise depuis longtemps un grand nombre de travaux sur la Chine et, notamment, son commerce extérieur. Ce dernier a été le thème de plusieurs études en 2012 mais d'autres ont porté sur la dynamique de croissance, les structures productives et la stratégie monétaire internationale du grand émergent.

Les analyses sur le commerce extérieur différencient le commerce ordinaire du commerce sous douanes destiné à la réexportation (processing trade). Une première étude porte sur le commerce extérieur depuis 2007. Les résultats mettent en relief (i) le rôle joué par la demande intérieure dans la réduction de l'excédent commercial chinois au côté de la détérioration des termes de l'échange principalement dus à l'augmentation des prix des matières premières (ii) l'importance croissante des produits finis dans les importations en provenance des autres pays d'Asie (iii) les bonnes positions sur le marché chinois de l'UE notamment dans les biens de consommation. Une seconde étude confirme que la volatilité du taux de change réel a un impact négatif sur le comportement à l'exportation des entreprises chinoises. L'ampleur de cet effet est liée au niveau de vulnérabilité financière des entreprises. Logiquement, le développement financier atténue cet impact. Une troisième étude montre que l'entrée plus facile des biens intermédiaires a permis aux entreprises chinoises d'exporter des biens d'une qualité supérieure. Deux études se sont intéressées aux liens entre la complexité de la structure économique d'une ville et les performances du tissu économique local : les exportations des entreprises installées dans cette ville ou la croissance économique globale de ces villes. Dans le premier cas, les résultats confirment que les connexions du produit avec la structure productive locale jouent un rôle important pour les entreprises publiques et le commerce ordinaire mais il n'affecte pas le processing trade. Les estimations réalisées dans le cadre de la seconde montrent que plus une ville dispose d'une structure productive complexe, plus la croissance de son PIB par habitant est élevée dans les années qui suivent.

Un travail sur la redistribution des revenus entre les provinces chinoises, entamé en 2012, se poursuit. Il se concentre sur le rôle de l'investissement résidentiel dans ce processus, la question des transferts fiscaux ayant déjà été abordée par ailleurs. Les premiers résultats montrent que les transferts inter-province sont faibles en Chine et que l'investissement immobilier y contribue à hauteur de 25%.

Dans le champ monétaire, un travail d'analyse de la démarche d'internationalisation du Renminbi (RMB) a été poursuivi. Il souligne que cette internationalisation s'est jusqu'à présent réalisée par dérogation à une règle par ailleurs maintenue de contrôle des flux de capitaux entre la Chine et le reste du monde. Le maintien de ces contrôles en limite la portée effective. Tant que ce sera le cas, le RMB ne pourra pas devenir une devise réellement internationale, capable à terme de concurrencer le dollar.

Un autre travail, encore en cours, porte sur la dynamique de croissance de la Chine. Un volet théorique souligne l'importance du réinvestissement du surplus dont bénéficient les entreprises pendant la phase où

les salariés ne sont pas rémunérés à leur productivité marginale, ce qui est le cas tant que les flux migratoires en provenance des campagnes pèsent sur le niveau des salaires réels. La partie empirique met notamment en relief le fait que les augmentations de salaires intervenues en Chine peuvent être expliquées par le ralentissement des migrations vers les zones urbaines, la pénurie de travail dans certains secteurs et l'introduction de nouvelles règles plus protectrices des travailleurs. Elle souligne également la faiblesse de l'innovation par rapport aux autres pays en développement, sans doute en raison de l'inadéquation des institutions qui ne fournissent pas les bonnes incitations à investir.

Une analyse de la présence économique de la Chine en Afrique montre que cette dernière est une destination privilégiée des IDE chinois. Les grandes entreprises publiques sont actives dans les secteurs minier et pétrolier et dans les infrastructures, les entreprises privées chinoises sont attirées par le potentiel de marché et par une concurrence bien moins vive qu'en Chine. Elles sont prêtes à investir dans des entreprises ou des commerces de petite taille, y compris dans le secteur informel. La Chine est aussi présente, et visible, au travers de contrats de construction (35 % du total des contrats réalisés dans le monde par la Chine et la moitié des travailleurs chinois employés sur ce type de contrats, soit 200 000 personnes). Finalement, la Chine est le premier partenaire commercial de l'Afrique.

Migrations internationales

Deux projets de recherche relatifs aux migrations internationales ont été achevés en 2012. Le premier porte sur le lien entre migrations et commerce en Afrique. Fondé sur un modèle de gravité, il identifie une relation causale entre migrations et exportations, un migrant additionnel permettant la création d'environ 2800 dollars d'exportations supplémentaires par an pour son pays d'origine. Le second vise à étudier les déterminants économiques du choix de prénoms dans des familles d'origine étrangère en France. Il met en évidence le fait que ces dernières prennent en compte le coût économique attendu pour un enfant de porter un prénom d'origine musulmane.

Six autres projets ont été engagés en 2012 et devraient s'achever en 2013. Ils portent sur :

- L'estimation de l'impact du statut d'immigré sur le montant des aides sociales reçues ;
- Une comparaison entre les revenus des émigrés européens en Europe et ceux des personnes restées au pays, d'une part, et le rendement de l'investissement dans les études dans les deux configurations, d'autre part. Ralenti par le fait que l'auteur de cette étude a quitté le CEPII, ce projet se poursuit néanmoins ;
- La singularité française selon laquelle l'essentiel du flux d'immigrés qualifiés dans notre pays provient d'un changement de visa étudiant vers un visa de travail. Un premier volet, presque achevé, consiste à développer un modèle antérieur d'équilibre général calculable permettant de faire le bilan en termes de croissance et de finances publiques d'une

immigration qualifiée. Le second volet consiste à utiliser ce nouveau modèle pour évaluer l'impact de différentes variantes de politiques migratoires. Il sera réalisé en 2013 ;

- Un projet vise à étudier l'influence des médias sur la formation des préférences en matière d'immigration et d'examiner si cet effet varie avec l'évolution de la situation économique. Des bases de données ont été constituées et de premières estimations révèlent l'existence d'un effet positif. Il ressort également que les difficultés économiques (individuelles et collectives) influencent la tolérance vis-à-vis de l'immigration.
- Une autre étude vise à mieux identifier les enjeux de la coordination des politiques migratoires entre les pays ainsi que les conditions nécessaires pour la rendre efficace. Après une revue de la littérature, la construction d'un modèle théorique de coopération entre les principaux pays d'accueil, les pays de transit et les pays d'origine des migrants a été entreprise. Il reste à calibrer ce modèle.
- Les recherches empiriques qui portent sur la manière dont les travailleurs émigrés pourraient affecter le coût de la main-d'œuvre, l'emploi de natifs et la productivité des entreprises françaises ont, jusqu'à présent, utilisé des données au niveau agrégé, régional ou national. Leurs résultats sont contradictoires et les effets mesurés ont toujours été faibles. Un nouveau projet consiste à mesurer cet effet avec des données désagrégées au niveau des entreprises et à discriminer ces effets en fonction des caractéristiques des entreprises. Il devrait être achevé en 2013.

Macroéconomie et Finance Internationales

Après s'être concentré en 2010 sur les causes et les effets de la crise financière mondiale, puis s'être calé en 2011 sur les priorités de la présidence française du G20, le programme Monnaie et finance internationales a porté très largement, en 2012, sur la crise de la zone euro. Ceci s'est d'ailleurs matérialisé par la publication d'un Policy Paper.

Deux axes du programme MFI sont directement liés à ce thème : le premier sur le lien entre dette publique, fiscalité et croissance, et le deuxième spécifiquement sur la crise. Les économistes du programme MFI ont notamment examiné en détail l'évolution des différentiels de taux d'intérêt en Europe, marquée par les dégradations des agences de notations, les plans d'austérité, les aides financières (MES, FESF) et les mouvements sociaux. De manière plus structurelle, il a aussi été question des déséquilibres courants de la zone euro et de la convergence des prix. Les études menées aboutissent toutes à la conclusion selon laquelle les pays périphériques souffrent d'une surévaluation croissante de leur taux de change réel depuis le milieu des années 2000. Plusieurs travaux ont également porté sur les politiques monétaires non conventionnelles, qu'il s'agisse des opérations menées par la Banque Centrale Européenne ou par la Réserve fédérale américaine. Ces études mettent notamment en évidence à quel point l'intervention des autorités monétaires a été décisive au cours de la crise. Ces travaux, et d'autres, ont ainsi nourri le Policy Paper du Cepii sur la crise de la zone euro.

Le Policy Paper "Ending the Euro Crisis: Crossing the River by Feeling the Stones" fait le point sur les réponses qui ont été apportées aux quatre

volets de la crise : crise de la dette souveraine, crise bancaire, crise de compétitivité et crise de gouvernance. Globalement le bilan est positif avec des avancées, certes partielles, mais qui au final permettent d'ébaucher une réponse globale avec la création d'un fonds de sauvetage permanent, le pragmatisme de la Banque Centrale Européenne, et les projets d'union bancaire. En revanche, sur le plan de la compétitivité, les tentatives de désendettement et de dévaluation interne n'ont pas été concluantes et l'on peut douter de la pertinence de la consolidation de la surveillance budgétaire ainsi que de son élargissement à la surveillance macroéconomique. Finalement, plusieurs sujets-clés font encore l'objet de débats au niveau européen, qu'il s'agisse de la stratégie d'ajustement à court-terme, de la restructuration et de la mutualisation des dettes et des nouveaux transferts de souveraineté.

Outre la soutenabilité des dettes publiques et la crise de la zone euro, un dernier sujet a été l'objet d'une attention accrue dans le cadre du programme de travail MFI : celui de la fiscalité des activités bancaires. Nous avons notamment travaillé sur l'incidence de la fiscalité des sociétés financières sous un angle macroéconomique (quid d'un secteur financier plus contraint fiscalement pour la croissance de l'économie ?) puis microéconomique (les banques répercutent-elles la charge fiscale sur les clients ?).

Le programme MFI a également poursuivi ses travaux sur les marchés énergétiques et agricoles, en quantifiant le phénomène de financiarisation des marchés et en abordant, cette année, les problèmes liés à la mise en œuvre de la politique monétaire dans un contexte d'augmentation sensible du prix des biens de première nécessité.

Enfin, parallèlement à la réalisation du programme de recherche, les macro-économistes du CEPII ont été beaucoup sollicités cette année encore pour réagir à l'actualité. L'essentiel des interventions a concerné la crise de la zone euro, l'évolution des dettes publiques et de leur notation, les politiques monétaires, la fiscalité bancaire et financière.



Politiques commerciales

POLITIQUES COMMERCIALES

DÉVELOPPEMENTS DU MODÈLE MIRAGE

Sentier de long terme (2050 et 2100)

Agnès Bénassy-Quéré, Lionel Fontagné & Jean Fouré en collaboration avec Priscila Ramos (Universidad Argentina de la Empresa)

Suite aux nombreuses réactions au document de travail publié en 2010 et dans la perspective de publication dans une revue à comité de lecture (révision en cours pour *Economics of Transition*), nous avons souhaité revoir et approfondir notre méthodologie, ainsi qu'appliquer nos résultats au développement des sentiers de référence en équilibre général avec le modèle MIRAGE.

Un jeu de projection mis à jour a été finalisé et publié sur le site du CEPIL ainsi que sa documentation comme document de travail CEPIL. Ces résultats ont été étendus à l'horizon 2100 dans le cadre d'un contrat européen avec l'institut JRC de Séville pour lequel nous avons rédigé un rapport, et les possibilités de scénarios alternatifs dans le modèle MaGE ont été étendues. Le modèle MaGE a été mieux documenté et rendu disponible en "open-source" sur le site du CEPIL.

Ce projet a permis d'identifier l'importance relative de nos différentes hypothèses, notamment du taux de participation féminin au marché du travail pour une partie des pays émergents, ainsi que les conséquences macroéconomiques des contraintes énergétiques possibles à notre horizon temporel.

MIRAGE

Jean Fouré

Conjointement au sentier de long terme (PC-1.2) a été développé une version "énergie" du modèle MIRAGE permettant de mieux retranscrire la consommation et la production d'énergie, en particulier dans le cadre de l'étude sur le Mécanisme d'Inclusions Carbone (PC-4.2), ainsi que d'intégrer les scénarios de croissance à long terme de façon cohérente.

L'intégration du sentier de croissance à l'horizon 2100 a été finalisée et le code du modèle a été revu pour permettre une utilisation dans d'autres études. Le modèle est maintenant disponible en version bêta pour être testé par les autres économistes travaillant sur MIRAGE. La documentation sous forme de document de travail a commencé, pour une publication en 2013.

RÉFÉRENCE(S)

- "The Great Shift: Macroeconomic Projections for the World Economy at the 2050 Horizon",
A. Bénassy-Quéré,
L. Fontagné & J. Fouré
Document de travail CEPIL,
n° 2012-03, Février
- "A General Equilibrium Long-term Path for the World Economy",
L. Fontagné, J. Fouré,
J. & M-P. Ramos,
Report to the Institute for Prospective Technological Studies (IPTS),
Décembre 2012.
- EconMap database version 2.1 disponible sur le site du CEPIL. - MaGE version 2.1 disponible en "open-source" sur le site du CEPIL.

Mirage standard

Jean Fouré, en collaboration avec Antoine Bouët (IFPRI)

À partir de la réflexion engagée au sein du consortium MIRAGE, ce projet vise à mettre en place une version commune du modèle comportant les fonctionnalités les plus utilisées par les différentes équipes membres du consortium. Cette version sera ensuite diffusée publiquement via le wiki et sera entièrement documentée. Un cahier des charges a été élaboré et les modifications du modèle ont été engagées.

Mirage 2

Lionel Fontagné, Jean Fouré, Julien Gourdon, Sébastien Jean, Cristina Mitaritonna, en collaboration avec Antoine Bouët (IFPRI), Jean Christophe Bureau (Agro Paritech), Yvan Decreux (ITC), Christophe Gouel (INRA), Houssein Guimbard, David Laborde (IFPRI), Simon Mevel (UNECA), Luca Salvatici (Université de Rome), Hugo Valin (IIASA)

La version 2 du modèle Mirage consistera en une remise à plat et un enrichissement des hypothèses de modélisation. De plus, ce travail sera l'occasion d'harmoniser les pratiques de programmation du modèle entre les institutions concernées. Une procédure standard a été développée afin d'obtenir un fichier de protection dans les services, indépendamment de l'agrégation secteur-pays utilisé dans le modèle Mirage. Au-delà, même si quelques questions ont été abordées entre les participants (écriture du bouclage macroéconomique), de plus amples discussions avec nos partenaires seront nécessaires afin de pouvoir réellement commencer les travaux.

MAINTENANCE DES OUTILS

Base IDE 2004

Houssein Guimbard

Aucune institution ne diffuse, pour l'ensemble des pays du monde, des données d'investissements directs à l'étranger (IDE), bilatéraux et sectoriels. Afin d'étudier dans un cadre global les IDE et leurs impacts sur l'économie mondiale, le CEPIL a construit une base de données d'IDE pour près de 180 pays dans la nomenclature sectorielle d'Eurostat (environ 30 secteurs), utilisant l'ensemble de l'information diffusée par les organisations internationales. La base obtenue est particulièrement adaptée aux analyses quantitatives effectuées avec des MEGC, mais inutilisable pour des études économétriques (car elle-même construite avec ce type de méthodes). Par ailleurs, la méthodologie de construction rend cet outil très flexible et facilement améliorable, en terme de qualité (rendant possible l'intégration de nouvelles données collectées). En 2012, il s'agissait de collecter des données supplémentaires et de documenter la base.

RÉFÉRENCE(S)

"A Foreign Direct Investment Database for Global CGE Models",
C. Gouel, G. Guimbard
& D. Laborde,
Document de travail CEPIL,
n° 2012-08, avril.

La base IDE pour l'année 2004 a été complétée et est désormais largement diffusée (gratuitement, via le site du CEPII et le réseau GTAP, comme base satellite de la base GTAP). Les données pour l'année 2007 ont été collectées et mises en forme, des premières estimations ont été réalisées. Il reste à consolider ce premier travail pour obtenir une base d'IDE pour l'année 2007, cohérente avec la base GTAP 8. Enfin, une documentation complète (document de travail) a été écrite en 2012.

Formation des économistes CEPII à la prise en main de l'interface Mirage

Cristina Mitaritonna

En 2011, une interface Mirage a été développée par le LEI (Pays-Bas), en collaboration avec le CEPII grâce à un financement de la Commission européenne. Cette interface permet avant tout des simulations simples et ne correspond pas au mode de travail quotidien de l'équipe MIRAGE, laquelle s'attache plutôt à réaliser des développements spécifiques du modèle pour chaque question particulière. Toutefois, l'interface a deux utilisations possibles : les sorties standard sont améliorées (interface cartographique par exemple) et des économistes non spécialisés en équilibre général calculable peuvent utiliser le modèle. Une formation a été proposée aux économistes du CEPII intéressés, durant le mois de décembre. Une version du manuel "Interface Mirage" a été finalisée.

MirageWiki

Jean Fouré

Après la mise en place en 2011 de nouvelles fonctionnalités, des opérations de maintenance et d'amélioration ont été menées.

ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

Estimations des effets création et détournement de commerce au sein d'accords entre pays hétérogènes en dotations factorielles

Julien Courdon, en collaboration avec Céline Carrère et Marcelo Olareagga (Université de Genève)

Dans un article théorique récent, Venables (2011) montre que lorsqu'une intégration régionale est créée entre pays pauvres et riches en ressources naturelles, les gains de l'intégration sont inégalement répartis entre les deux catégories de pays. Cette théorie a été testée sur les accords régionaux de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, notamment sur la Zone Arabe de Libre Echange (ZALE), qui regroupe des pays riches et pauvres en ressources naturelles. On observe que l'intégration régionale produit une création de commerce pour les pays pauvres en ressources naturelles, sans détournement de commerce. En revanche, on observe un détournement de commerce

RÉFÉRENCE(S)

- "Les ressources naturelles : enjeu-clé dans l'intégration régionale des pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient",
Le Blog du CEPII, Billet,
 22 mai 2012.
 &
La Lettre du CEPII, n° 325,
 septembre.
 "Regional Integration and Natural Resources: Who benefits? Evidence from MENA",
Document de travail CEPII,
 n° 2012-09, mai.

RÉFÉRENCE(S) (suite)

"Natural Resources and Regional Integration of the Middle East and North Africa Region", *GREAT Insights*, n° 9, novembre.

"Regional Integration and Natural Resources: Who benefits? Evidence from MENA", *International Economics*, n° 131, décembre.

dans les pays riches en ressources, qu'ils disposent d'un facteur travail abondant ou rare.

Le commerce intra-régional a augmenté dans tous les cas et il y a eu détournement de commerce dans le seul cas de la ZALE, au sein de laquelle les pays riches en ressources ont subi une substitution des importations en provenance du reste du monde par des importations en provenance des pays partenaires pauvres en ressources. Les pays les plus riches en ressources sont ceux qui présentent une plus forte concentration des exportations et ceux qui font face aux plus forts effets de détournement, pour plus de 20% de leurs importations en moyenne

Accords régionaux

Houssein Guimbard, Sébastien Jean

Alors que les négociations multilatérales du cycle de Doha s'enlisent, les accords commerciaux préférentiels se multiplient. Utilisant l'article 24 du GATT, qui autorise la réalisation d'un accord commercial bilatéral, de nombreux pays se sont lancés dans une diversification des partenaires en termes d'accès préférentiel, craignant des effets de détournement de commerce. Contrairement aux négociations multilatérales qui appliquent des formules de coupe sur les droits de douanes consolidés, les accords bilatéraux ont un effet direct sur la protection rencontrée à la frontière car c'est le tarif appliqué qui est réduit, selon un calendrier de démantèlement plus ou moins court. Laissant de côté les aspects normatifs (négociations moins équilibrées que dans le cadre de l'OMC), ce projet s'attache à documenter avec précision le développement de ces accords préférentiels et la place qu'ils tiennent dans le commerce international et les politiques commerciales. L'utilisation conjointe de la base MAcMap-HS6 pour la mesure de la protection, de BACI pour les relations commerciales et d'une base construite spécifiquement sur les accords préférentiels permet notamment d'analyser la part du commerce concernée par ces accords et l'influence qu'ils ont sur la protection moyenne appliquée.

Les bases de données MAcMap-HS6 ont été mise en cohérence pour les années 2001, 2004, 2007. Une base complète des accords commerciaux (bilatéraux et régionaux) a également été constituée. La finalisation de ce projet a été reportée à 2013 pour pouvoir intégrer les données 2010 de protection.

Structure de la protection commerciale en 2007

Houssein Guimbard, Sébastien Jean

La documentation et l'exploitation de la base MAcMap-HS6 2007, construite par le CEPII en 2010-2011, permettent de dresser un panorama détaillé de la protection douanière dans le monde en 2007 et d'étudier ses évolutions. Les variations entre 2004 et 2007 (baisse de 0,7 point de pourcentage) sont, en partie, expliquées par les épisodes

de libéralisations unilatérales et l'entrée en vigueur de nouveaux accords commerciaux préférentiels. S'y ajoute la baisse des équivalents ad-valorem des droits de douanes spécifiques sur certains produits agricoles, consécutive à la hausse des prix mondiaux. À l'inverse, la part croissante des pays en développement – dont la protection aux frontières est plus élevée que celle des pays développés – augmente le niveau de protection mondiale.

RÉFÉRENCE(S)

"MAcMap-HS6 2007, an Exhaustive and Consistent Measure of Applied Protection in 2007",
H. Guimbard, S. Jean, M. Mimouni et X. Pichot,
Document de travail CEPII n° 2012-10, mai.

"La protection commerciale dans le monde"
H. Guimbard,
La lettre du CEPII, n° 323, juillet.

"MAcMap-HS6 2007",
H. Guimbard,
Focus, CEPII Newsletter n° 49, 2012-1.

"Droits de douane : la non-réciprocité n'est pas toujours celle qu'on croit",
H. Guimbard et L. Fontagné,
Faits & Chiffres, Le Blog du CEPII, 12 mars 2012.

"MAcMap-HS6 2007, an Exhaustive and Consistent Measure of Applied Protection in 2007",
H. Guimbard, S. Jean, M. Mimouni et X. Pichot,
International Economics, n° 130, p. 99-122.

AUTRES POLITIQUES COMMERCIALES

Politique climatique et taxes à l'exportation sur les produits intensifs en énergie en Chine

Julien Gourdon, Stéphanie Monjon, Sandra Poncet

Dans le cadre de leur politique de lutte contre le changement climatique, les autorités chinoises cherchent à limiter les exportations de biens intensifs en énergie, en pollution ou en ressources. Dans cet objectif, la Chine a baissé les taux de remboursement de TVA ou des taxes à l'exportation sur un grand nombre de produits dont la production est à l'origine de fortes émissions de gaz à effet de serre. Plus généralement, dès 2009, la Chine confirmait sa volonté de continuer à restreindre l'exportation de produits intensifs en énergie et en ressources naturelles.

Pour analyser en détail les politiques menées et leurs conséquences, la collecte des données a été réalisée sur les taxes à l'exportation ; elle s'avère plus fastidieuse concernant la modulation des taux de TVA. Le projet est prolongé jusqu'au premier trimestre 2013 pour évaluer la possibilité d'obtenir ces données chinoises indispensables.

Mécanisme d'inclusion carbone

Jean Fouré, Houssein Guimbard, Stéphanie Monjon

Le Mécanisme d'Inclusion Carbone (MIC) est un projet porté par le gouvernement français. Ce mécanisme imposerait aux importateurs une contrainte sur les émissions de gaz à effet de serre similaire à celle supportée actuellement par les entreprises dont les sites de production sont localisés dans l'UE. La mise en place d'un tel système pourrait cependant être interprétée comme un outil protectionniste. Ainsi, certains partenaires de l'Europe pourraient saisir l'Organe de Règlement des Différends (ORD) de l'OMC et conduire des représailles commerciales vis-à-vis de l'UE.

Le projet MIC vise à évaluer les conséquences de ce mécanisme en intégrant les représailles commerciales. Pour répondre à cette question et afin d'évaluer le contenu en CO₂ de la production et des flux commerciaux de chaque pays, le modèle MIRAGE-e, proposant une représentation plus élaborée du marché de l'énergie, a été utilisé, dans le cadre d'un contrat pour la Direction du Trésor. MIRAGE-e est utilisé pour évaluer l'efficacité du MIC à limiter les fuites de carbone (augmentation des émissions de gaz à effet de serre hors de l'UE dues aux politiques climatiques de l'UE). Un scénario étudié introduit des mesures de représailles commerciales de la part de certains partenaires de l'UE.

Les résultats suggèrent que les fuites de carbone ne sont pas un risque majeur dans le cas où l'ensemble des pays respectent leurs engagements du sommet de Copenhague. De plus, la majorité de ces fuites prenant son origine dans les variations de prix sur les marchés mondiaux de l'énergie, le MIC n'a qu'un impact modéré sur celles-ci puisqu'il se concentre sur la perte de compétitivité des entreprises européennes. Ce mécanisme, qui pénalise donc les pays partenaires de l'UE, parvient tout de même à réduire légèrement les émissions mondiales, mais pourrait donner lieu à des représailles.

Les résultats détaillés de l'étude ont été remis à la Direction Générale du Trésor. Un document de travail, aux hypothèses de travail légèrement différentes, est en préparation pour 2013. Enfin, cette étude a été présentée dans deux conférences académiques (Conférence annuelle de GTAP et conférence "Environmental and Natural Resources Management in Developing and Transition Economies" du CERDI).

RÉFÉRENCE(S)

"Assessing the Price-Raising Effect of Non-Tariff Measures in Africa",
O. Cadot et J. Gourdon,
Document de travail CEPII,
n° 2012-16, août.

Estimations des effets prix des barrières non tarifaires

Julien Gourdon, en collaboration avec Olivier Cadot (Université de Lausanne)

De nombreux exemples résumés dans Gillson (2011) et Charamildes et Gillson (2011) indiquent que les mesures non tarifaires (les MNT), qu'elles soient délibérément protectionnistes ou non, augmentent les coûts et contraignent le commerce régional africain. À côté des mesures usuelles de restriction quantitative et de prohibition, d'autres

MNT sont apparues, justifiées par des imperfections de marchés, telles que les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) ou les normes sur les produits. Mais ces mesures, souvent inadaptées aux besoins de protection des consommateurs comme aux capacités de mise en place par les administrations, génèrent des coûts inutiles.

Au-delà des observations de terrain, on manque de mesures de l'impact des MNT sur les coûts et les conclusions de la littérature portant sur les marchés africains restent ambiguës. Pour les évaluer, l'étude combine les données prix du International Comparison Project (ICP) de la Banque Mondiale avec la nouvelle base TRAINS sur les mesures non tarifaires.

Les résultats confirment, après avoir pris en compte l'effet des droits de douane, des différences de coût de la vie entre pays attribuables au MNT. Les mesures SPS contribuent à augmenter le prix des biens alimentaires en Afrique de 13 %. En complément, l'enquête ménage réalisée au Kenya nous permet de constater que l'impact des SPS sur les prix agit de manière régressive : il touche particulièrement les ménages à plus faibles revenus qui consomment davantage de biens couverts par différentes SPS. Ainsi ces ménages subissent un surcoût de 9 % sur leur panier de biens de consommation.

Droits de douane spécifiques et qualité

Charlotte Emlinger, Houssein Guimbard

Un certain nombre de produits sont protégés par des droits de douane dits spécifiques (montant monétaire par unité de produit importé, par exemple 100 USD/tonne). Convertis en pourcentage (ad valorem), il apparaît que le niveau de protection de ces produits peut être très élevé, ce qui explique que les droits spécifiques soient l'objet de tensions dans les négociations commerciales et soient également considérés comme discriminatoire pour les pays en développement (qui exportent des produits à bas prix pour lesquels l'effet restrictif est plus élevé).

L'étude propose une estimation de l'impact des droits de douane "spécifiques" sur les prix du commerce international et sur le commerce lui-même. Les données utilisées présentent un niveau de désagrégation très fin, au niveau mondial, et offrent une profondeur temporelle intéressante (2001-2007).

Outre leur impact restrictif sur les échanges, l'étude montre que les droits spécifiques incitent à exporter des produits à plus forte valeur unitaire. Cet effet est particulièrement important pour les pays développés, comme les pays européens ou les États-Unis, mais il est très faible, voire inexistant pour les pays en développement. Ce dernier résultat s'explique par la spécialisation de ces pays en termes de qualité : ils ne peuvent tout simplement pas ajuster leurs prix à l'exportation selon le marché de destination de leurs exportations.

RÉFÉRENCE(S)

"Per-Unit Duties: Friends or Foes for Developing Exporters?",
Document de travail CEPII,
en cours de finalisation.

RÉFÉRENCE(S)

"Opening a Pandora's Box: Scenarios for World Trade Patterns at the 2035 Horizon",
L. Fontagné & J. Fouré,
WTO Working Paper,
à paraître.

Impact des droits de douane sur la qualité des biens intermédiaires en Inde

Maria Bas, en collaboration avec Antoine Berthou (Banque de France)

L'objectif est d'étudier la relation entre la libéralisation commerciale des biens intermédiaires et le choix technologique des entreprises en analysant les effets des réductions des tarifs douaniers des biens intermédiaires sur la décision des entreprises d'adopter une technologie supérieure dans les pays en voie de développement. L'analyse, appuyée sur un modèle théorique original, est menée sur une base de données indienne, Prowess, sur la période 1999-2006. La réforme commerciale qui a eu lieu en Inde à la fin des années 1990 est mise à profit pour établir un lien causal entre la disponibilité des biens intermédiaires importés et la décision des entreprises d'importer des biens d'équipement.

Les résultats montrent que les entreprises qui produisent dans des industries qui ont subi des réductions de droits de douane sur les biens intermédiaires ont une probabilité plus élevée d'importer des biens d'équipement étrangers. Les entreprises au milieu de la distribution de productivité sont les seules à avoir vraiment bénéficié de la libéralisation commerciale des biens intermédiaires. Un document de travail est à paraître prochainement.

Scénarios du commerce international à l'horizon 2035

Lionel Fontagné, Jean Fouré

Dans le cadre du rapport annuel de l'OMC, le "World Trade Report 2013", nous réalisons un document de travail dont l'objectif est d'envisager, à l'horizon 2035, un large éventail de scénarios possible pour le commerce mondial grâce aux modèles MaGE et MIRAGE. Ces scénarios intègrent des variations dans l'accumulation des facteurs de production (population, taux de participation au marché du travail, capital, niveau d'éducation), la productivité (de l'énergie ou du capital et du travail) de même que dans les droits de douane, les barrières dans les services et les mesures non tarifaires sur les biens. L'ensemble des scénarios a été élaboré en étroite collaboration avec l'OMC, et les résultats intégrés au rapport.

Les scénarios envisagés montrent une très grande variété de situations possibles en l'espace de 20 ans, en particulier concernant le basculement vers les pays émergents de la production de services. Ces résultats mettent en valeur l'existence d'équilibres multiples entre la croissance économique, la spécialisation des pays, le régionalisme et l'environnement.

Évaluation d'un accord commercial entre l'Union Européenne et les États-Unis

Lionel Fontagné, Julien Gourdon

L'Union Européenne et les États-Unis entament les négociations sur un futur accord commercial. La Direction du Trésor a confié au CEPII l'évaluation des conséquences d'un démantèlement tarifaire et non tarifaire entre ces deux pays de niveau de développement similaire, aux modes de consommation proche et aux secteurs agricoles relativement importants. Les principaux points de négociations concernent les barrières tarifaires au commerce de biens, les barrières techniques au commerce (normes...), la protection dans les services, la propriété intellectuelle, l'investissement, ainsi que les marchés publics.

Les simulations indiquent que les États-Unis augmenteraient davantage leurs exportations que l'UE, notamment grâce au secteur agricole. Les importations américaines augmenteraient également plus fortement, ce qui détériorerait davantage la balance commerciale et entraînerait une moins forte augmentation du PIB que pour l'UE. En Europe, le secteur des services et de l'industrie chimique profiterait principalement de cet accord.

L'étude a fait l'objet d'un rapport pour la Direction du Trésor. D'autres publications sur le même thème sont prévues en 2013, qui prolongeront le travail déjà accompli.



ACI

Analyse du commerce international

ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL

BASES DE DONNÉES

CHELEM

Il est essentiel pour les personnes qui s'intéressent à l'économie mondiale d'avoir une vision complète, et sur longue période des grandes tendances de l'économie mondiale. C'est l'objet de la base CHELEM qui offre, dans une interface conviviale, une information statistique détaillée des grands agrégats et des flux internationaux pour l'ensemble du monde un très grand nombre de pays. CHELEM regroupe trois bases de données (sur le commerce, les balances des paiements et les PIB), qui peuvent être combinées, notamment pour construire des indicateurs statistiques décrivant les avantages comparatifs des pays.

CHELEM évolue sans cesse. La base est actualisée chaque année avec les données les plus récentes. Il fallait aussi rendre la nomenclature géographique plus actuelle. Un important travail de refonte de cette nomenclature a débuté en 2011 et s'est achevé cette année. Cette nouvelle nomenclature géographique est plus actuelle : elle correspond au découpage des pays tels que nous le connaissons aujourd'hui (et exclut donc l'ex-URSS et l'ex-Yougoslavie, qui restent toutefois accessibles comme agrégats pré-calculés). Cette nomenclature est valable sur toute la période couverte par CHELEM (de 1960 à nos jours) grâce à l'estimation jusqu'en 1992 des pays issus de la fragmentation des blocs d'Europe centrale.

La base actualisée est distribuée par le Bureau Van Dijk.

CHELEM – Commerce international

Alix de Saint-Vaulry

La base CHELEM – commerce international contient des flux bilatéraux de commerce, à partir de 1967. Les données sources (COMTRADE, OCDE, FMI et sources nationales) sont d'abord assemblées, puis harmonisées. Par ailleurs, un certain nombre de corrections sont appliquées, par exemple pour mettre en cohérence les différentes nomenclatures et pour tenir compte des réexportations de produits. La base propose trois nomenclatures sectorielles : la nomenclature spécifique de CHELEM, les 43 secteurs GTAP et les 147 postes de la CITI.

Cette année, la base a été mise à jour sur l'ensemble de la période 1967-2011. La nouvelle nomenclature géographique, dépliable en 4 niveaux, a été mise en place. Cela a nécessité de reprendre tous les programmes et de recalculer la plupart des séries. Notamment, les flux des pays issus de l'ex-URSS, de l'ex-Yougoslavie et de l'ex-Tchécoslovaquie ont été estimés sur la période 1967-1992. Par ailleurs, de

RÉFÉRENCE(S)

Base de données CHELEM
- commerce international,
années 1967 à 2011, sur in-
ternet et DVD.
(<https://chelem.bvdep.com>)

RÉFÉRENCE(S)

CHELEM - PIB,
années 1967 à 2012,
sur internet et DVD.
(<https://chelem.bvdep.com>)

RÉFÉRENCE(S)

CHELEM - BAL,
années 1967 à 2010,
sur internet et DVD.
(<https://chelem.bvdep.com>)

RÉFÉRENCE(S)

BACI
http://www.cepii.fr/CEPII/fr/bdd_modele/presentation.asp?id=1

nouvelles données ont été collectées, pour certains pays ne déclarant pas (ou de façon irrégulière) leurs flux de commerce à l'ONU, et l'intégration des données nationales du Luxembourg et de la Belgique sur la période 1993-1998.

CHELEM – PIB

Deniz Ünal

La base CHELEM-PIB contient les données du PIB (en dollars courants, en dollars constants et en dollars international-PPA), de la population totale et du taux de change nominal pour 204 pays ou territoires statistiques ainsi que 94 zones élémentaires de la nomenclature commune CHELEM.

En 2012, les cinq séries de la base CHELEM-PIB ont été actualisées sur la période 1960-2012 et reconstruites selon la nouvelle nomenclature géographique commune aux trois bases CHELEM.

CHELEM – Balance des paiements

Houssein Guimbard

La base CHELEM-BAL contient les flux de balances des paiements de 189 pays, 94 zones élémentaires de la nomenclature commune CHELEM et l'ensemble des organisations internationales. Les comptes sont classés selon la nomenclature internationale MBP5 à un niveau agrégé de 68 postes pour les crédits et les débits, 70 postes pour les soldes ainsi que sept postes pour les soldes spécifiques.

Comme chaque année, le CEPII a produit trois mises à jour de cette base de données. Comme pour les deux autres bases composant CHELEM, la troisième mise à jour a bénéficié d'un changement de nomenclature géographique qui a nécessité une refonte des programmes de construction et d'harmonisation des données.

Mise à jour de BACI

Charlotte Emlinger

BACI (Base pour l'Analyse du Commerce International) propose des données de commerce mondial bilatéral, harmonisées au niveau le plus fin (HS6, soit 5000 produits) pour un très grand nombre de pays (plus de 200). La procédure d'harmonisation des données est appliquée à la fois aux valeurs et aux quantités de la base de données Comtrade des Nations Unies. C'est donc une base extrêmement vaste et détaillée, permettant une analyse très fine de la structure des échanges commerciaux et des spécialisations horizontales (i.e. selon les produits), et verticales (i.e. selon les gammes de prix, au sein des mêmes catégories de produits). Comme tous les ans, la base de données a été mise à jour, dans les nomenclatures HS92 et HS96. Elle couvre maintenant la période 1994-2011. La base actualisée est disponible sur le site du CEPII.

Mise à jour de Trade Unit Values

Charlotte Emlinger

La base de données de prix du commerce Trade Unit Value fournit des données de valeur unitaire pour chaque flux bilatéral, à un niveau fin (5 000 produits). Les valeurs unitaires sont calculées à partir des données sources de Comtrade, au niveau le plus fin des nomenclatures de produits (6, 8 ou 10 chiffres), puis ré-agrégées au niveau 6 chiffres (HS6).

Cette base est en libre accès pour tous les utilisateurs. C'est un outil particulièrement utile pour l'analyse de la mondialisation. En offrant une information précise sur les prix de chaque relation commerciale bilatérale, Trade Unit Values permet d'étudier au plus près les questions liées, par exemple, à la compétitivité des pays, l'évolution de leurs termes de l'échange, la volatilité des prix sur les marchés mondiaux, ou encore la mesure l'inflation importée. En 2012, la base de données a été mise à jour, dans les nomenclatures HS96, HS02 et HS07. Elle couvre désormais la période 2000-2010. La base actualisée est disponible sur le site du CEPII.

RÉFÉRENCE(S)

TUV
http://www.cepii.fr/CEPII/fr/bdd_modele/presentation.asp?id=2

LA COMPÉTITIVITÉ DE LA FRANCE ET DES PAYS EUROPÉENS

La comparaison des niveaux de productivité en Europe

Laurence Nayman & Deniz Ünal

Ce projet a pour objectif d'apporter des éléments de clarification aux débats en cours sur la compétitivité industrielle en Europe en comparant les niveaux de prix de la production de huit pays européens (Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Pologne, Portugal et Royaume-Uni) par rapport à l'Allemagne dans le secteur manufacturier en 2007, juste avant le déclenchement de la crise financière.

Pour ce faire, nous avons calculé des paniers de produits représentatifs de la production manufacturière pour chacun des pays en utilisant la base PRODCOM d'Eurostat et comparé leur valeur unitaire à celle du panier allemand. Ces ratios de valeurs unitaires s'apparentent à des parités de prix de production, que l'on utilise pour estimer le niveau réel de la production (à l'instar des parités de pouvoir d'achat utilisées pour estimer celui de la consommation). Ces données, ainsi que les estimations de la productivité dans les secteurs manufacturiers sont disponibles en ligne sur le site du CEPII (www.cepii.fr).

Les résultats de l'étude mettent en évidence des prix relatifs plus faibles, de 60 à 85 %, dans les pays du Sud et de l'Est de l'Europe (par ordre croissant, Pologne, Portugal, Espagne, Italie et Grèce) qu'au Nord (Royaume-Uni, France et Finlande). Cette hiérarchie des prix relatifs de production ne correspond pas nécessairement à celle des niveaux de productivité apparente du travail. Au Nord, si la Finlande affiche une productivité horaire 13 % supérieure à celle de l'Allemagne, celle de la France se situe de 8 % en-deçà de la productivité allemande. En

RÉFÉRENCE(S)

"Base de données ProdComp"
 L. Nayman et D. Ünal.

"How Far From the Parity?
 Manufacturing Price and
 Unit Labour Cost Levels of
 Eight EU members Compared
 to Germany in 2007",
 L. Nayman et D. Ünal,
Document de travail CEPII,
 à paraître.

Article présenté à la conférence de l'International
 Association for Research in
 Income and Wealth,
 Boston, août 2012.

"Price and Productivity:
 A France-Germany
 Comparison",
 L. Nayman,
Document de travail CEPII,
 à paraître.

RÉFÉRENCE(S)

"Multinational Retailers and Home Country Exports",
A. Cheptea, C. Emlinger &
K. Latouche,
Document de travail CEPII,
n° 2012-34.

"L'internationalisation de la
grande distribution : un atout
pour les exportateurs de
produits agro-alimentaires ?",
C. Emlinger et K. Latouche,
La Lettre du CEPII, n° 327.

RÉFÉRENCE(S)

"Product Standards and
Margins of Trade: Firm Level
Evidence",
L. Fontagné, G. Orefice,
R. Piermartini & N. Rochas
Document de travail CEPII,
à paraître.

revanche, le classement des pays selon leurs niveaux de coûts salariaux unitaires (CSU, coûts salariaux qui prennent en compte les écarts de productivité) est très comparable à celui des niveaux de prix, au moins pour les pays du Sud et de l'Est de l'Europe : les CSU manufacturiers en Pologne représentent 45 % de ceux de l'Allemagne, contre 61 % pour le Portugal et l'Espagne. La Grèce fait toutefois exception, avec un niveau relatif de CSU bien plus élevé (82 %).

Le rôle de la grande distribution dans le commerce international de produits agro-alimentaires

Charlotte Emlinger, en collaboration avec Karine Latouche (INRA) et Angela Cheptea (INRA)

L'internationalisation des enseignes de la grande distribution a connu une forte accélération depuis le début des années 2000. Ce travail vise à évaluer dans quelle mesure l'essor international de ces entreprises de service affecte les échanges de biens et peuvent profiter aux producteurs du pays d'origine. En s'appuyant sur des données bilatérales de commerce et des données de ventes par pays des cent plus grandes enseignes mondiales de distribution pour la période 2000-2010, l'étude montre que l'implantation à l'étranger de nouvelles enseignes stimule effectivement le commerce bilatéral de produits alimentaires entre le pays hôte et le pays d'origine. Cet effet peut s'expliquer à la fois par une réduction des coûts de transaction pour les exportateurs, ou par une modification des goûts et des habitudes alimentaires des consommateurs.

L'ACCÈS DES ENTREPRISES FRANÇAISES AUX MARCHÉS MONDIAUX : ENTRAVES ET AIDES À L'EXPORTATION

Barrières non tarifaires et performances des firmes françaises à l'exportation

Lionel Fontagné et Gianluca Orefice, en collaboration avec Roberta Piermartini (OMC) et Nadia Rocha (OMC)

La moyenne mondiale des droits de douane était en 2007 de 4,4 % et seulement 3,2 % pour les produits manufacturés. Ceci suggère que l'accès aux marchés étrangers est plutôt facile, à l'opposé des niveaux de protection révélés par les mesures indirectes fournies comme les effets frontières (De Sousa et al., 2011). L'écart entre ces mesures des entraves au commerce s'explique en partie par l'existence d'importantes mesures non tarifaires.

L'objectif de ce projet est d'étudier les effets des mesures non tarifaires sur les marges du commerce, c'est-à-dire sur les montants moyens exportés par les entreprises et l'entrée sur les marchés d'exportation. A

cet effet, nous avons apparié une base de données détaillée des exportations françaises au niveau des entreprises avec une nouvelle base de données contenant la liste des mesures examinées dans les comités spécialisés de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Nous limitons notre analyse aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS).

Les résultats confirment que les mesures non tarifaires sanitaires et phytosanitaires ont un impact négatif sur les marges extensive et intensive du commerce. Une mesure SPS représente un coût supplémentaire (fixe ou variable) à l'entrée sur les marchés étrangers. Selon les estimations réalisées, l'introduction d'une mesure SPS réduit la probabilité d'exportation de 2,2 %, cet effet étant moins marqué pour les gros exportateurs. Au-delà de la productivité élevée et d'une meilleure capacité à faire face à des frais supplémentaires, notre interprétation de ce résultat est que les grandes entreprises ont des portefeuilles variés de produits leur permettant de faire face au coût supplémentaire impliqué par les SPS. Elles peuvent tirer parti d'une moindre concurrence sur les marchés affectés par ces mesures, ce qui est cohérent avec la mise en évidence d'une augmentation des prix des exportateurs en présence de mesures SPS. Enfin, on observe un effet négatif des SPS sur les volumes exportés par les entreprises, avec un effet atténué pour les gros exportateurs.

Les coûts d'entrée sur les marchés mondiaux dans les secteurs de services

Daniel Mirza, en collaboration avec Guillaume Gaulier (Banque de France) et Francesco Magris (Université de Tours)

Pourquoi, alors que les services représentent une très forte proportion du PIB dans les économies avancées, observe-t-on si peu de commerce international de services ? L'essentiel de la littérature existante suggère (sans le montrer) que cela s'explique par la présence de fortes barrières à l'entrée sur les marchés étrangers dans les services. Ce travail avance une autre explication. Il vise à montrer que le manque d'exportation de services vient en partie du fait que les activités de services reposent – plus souvent que sur le marché des biens – sur des contrats de court terme, plus difficile à renouveler.

Un modèle théorique a été développé qui permet de distinguer les conditions de l'entrée sur des marchés étrangers des conditions de la continuation de la relation commerciale. Les premiers résultats économétriques, conduit en exploitant les données individuelles d'exportation de services des entreprises françaises, montrent que les commerces de biens et de services se distinguent en particulier au regard de ces conditions de "survie". Les entreprises exportatrices de services ont sept fois moins de chance de renouveler leurs exportations sur un marché que les firmes exportant des biens. Ces résultats devraient être complétés par un ensemble de tests de robustesse avant d'être soumis à une revue à comité de lecture.

RÉFÉRENCE(S)

"Are the Benefits of Export Support Durable? Evidence from Tunisia", O. Cadot, A. Fernandes, J. Gourdon & A. Matoo, *Document de travail CEPII*, n° 2012-30.

"L'Efficacité des dispositifs de soutien à l'exportation des firmes françaises", M. Crozet, F. Mayneris, T. Mayer & D. Mirza *Rapport d'étude CEPII*, n° 2013-01.

L'évaluation des politiques de soutien à l'exportation

Matthieu Crozet, Julien Gourdon, Thierry Mayer et Daniel Mirza

Deux projets parallèles visaient à évaluer l'impact des aides à l'exportation. La première étude, menée en collaboration avec la Banque Mondiale s'est penchée sur le cas de la Tunisie. La seconde porte sur le cas français et a été conduite dans le cadre d'un contrat d'étude pour la direction du Trésor.

De nombreux travaux économiques récents, dont certains menés au CEPII, ont montré que commencer à exporter n'est pas une chose facile pour les entreprises de petite et moyenne taille. L'entrée sur les marchés d'exportation nécessite des investissements spécifiques, d'adaptation des produits, de prospection et de négociation de contrat. La littérature économique montre aussi que les contraintes de crédit pèsent assurément sur les capacités d'expansion à l'étranger des PME et ETI, ce qui suggère qu'un soutien public visant à aider les entreprises à exporter peut être souhaitable. Cependant, la mise en œuvre de tels dispositifs peut s'avérer complexe ou mal adaptée aux besoins. Les effets d'aubaine peuvent difficilement être exclus et les dispositifs peuvent ne pas répondre correctement aux difficultés rencontrées concrètement par les entreprises. Pour déterminer clairement ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, des analyses d'impact rigoureuses doivent être menées.

La première étude que nous avons menée porte sur le dispositif d'appui financier à l'exportation en Tunisie, le FAMEX financé par la Banque mondiale. Nous constatons que, comparées à un groupe témoin, les entreprises bénéficiaires du FAMEX diversifient davantage leurs marchés de destination et les produits qu'elles exportent, de manière durable. La progression des exportations est plus rapide chez les bénéficiaires du FAMEX, mais cette différence est seulement temporaire. Au-delà d'un an, l'écart de croissance n'est plus significatif. Trois ans plus tard, les niveaux d'exportation eux-mêmes ne sont plus sensiblement différents. Nous montrons aussi que le FAMEX n'a pas produit d'externalités significatives sur les entreprises non bénéficiaires.

Pour ce qui est du cas français, nous avons étudié l'impact de quatre dispositifs de soutien à l'exportation : l'Assurance Prospection émise par Coface, le Sidex, les mesures d'accompagnements individuels et les actions collectives, toutes trois proposées (ou ayant été proposées) par Ubifrance. Pour ce faire, nous apparions la liste des entreprises ayant participé à chacun des dispositifs entre 2005 et 2010 avec les données d'exportation des douanes. Plusieurs résultats ressortent de cette étude. Tout d'abord, les différents dispositifs semblent bien s'adresser à la bonne population d'entreprises et excluent celles qui peuvent assurément exporter d'elles-mêmes et celles qui sont bien trop peu compétitives pour avoir une réelle chance de succès à l'étranger. Ensuite, nous montrons que l'assurance-prospection de Coface et le Sidex d'Ubifrance semblent avantager en particulier les entreprises déjà exportatrices en quête de nouveaux marchés, alors que le dispositif des Accompagnements Collectifs d'Ubifrance (salons à l'étranger, etc...) semble être le seul à produire un effet positif à la fois sur le niveau

d'exportation des entreprises déjà exportatrices et sur la probabilité d'exporter des entreprises non exportatrices. Enfin, même si ces dispositifs ont des effets significatifs, leur impact est en réalité très limité, compte tenu du petit nombre d'entreprises concernées, et surtout des faibles capacités d'exportation de ces entreprises : ils ne permettraient d'accroître les exportations françaises que d'un peu moins de 0,5 %.

LES ENTREPRISES FRANÇAISES FACE AUX MUTATIONS DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

La réponse des firmes exportatrices aux crises financières

Thierry Mayer, en collaboration avec Nicolas Berman (HEI Genève) et Philippe Martin (Science Po)

Ce projet vise à mieux comprendre les effets des crises financières sur le commerce international. Il part d'un fait empirique a priori énigmatique : lorsqu'on mesure l'impact des crises financières sur le commerce international, on observe que l'importance de ces effets tend à augmenter avec la distance géographique. Plus précisément, les exportations d'un pays donné vers un pays touché par une crise diminuent d'autant plus que le pays touché est distant. Ce type de relation est important pour comprendre ou prévoir les implications des crises financières sur l'économie mondiale et les processus de diffusion internationale des chocs.

Nous expliquons ce phénomène par le fait que les exportateurs réagissent à une augmentation de la probabilité de défaut des importateurs en augmentant leur prix à l'exportation et en diminuant leurs volumes d'exportation vers les destinations en crise. Dans ces conditions, plus le temps de transport international est long, plus ces effets sont amplifiés car la probabilité de défaut des importateurs augmente. Nous confirmons ces analyses par un travail économétrique utilisant, d'une part, des données agrégées de 1950 à 2009, et d'autre part, des données d'exportations individuelles françaises de 1995 à 2005.

L'impact des chocs de demande mondiale sur les différentes gammes de produits

Charlotte Emlinger, en collaboration avec Antoine Berthou (Banque de France)

Les études réalisées par le CEPII en 2010 et 2011 ont montré que les variétés classées comme haut de gamme étaient plus sensibles aux variations de revenu des pays importateurs. Ce résultat signifie que l'évolution conjoncturelle des performances à l'exportation des pays dépend fortement de leur spécialisation, au sein de chaque produit, le long des gammes de prix. Ce projet constitue un approfondissement de cette première analyse, en cherchant à affiner les estimations d'élasticités revenus par gamme de produit en utilisant des séries longues et en tenant compte des possibles changements de gammes dans le temps pour chaque variété échangée.

RÉFÉRENCE(S)

"Time to Ship during Financial Crises",
N. Berman, J. De Sousa,
P. Martin & T. Mayer,
Document de travail CEPII,
n° 2012-25.

Le travail réalisé pour l'instant s'est concentré sur la mise à jour de la base de données de valeurs unitaires jusqu'en 2010 afin d'avoir des séries longues pour l'estimation d'élasticité revenu. Nous avons également calculé des mesures alternatives de la qualité des produits échangés, suivant la méthodologie proposée par Khandelwal (2010), qui repose sur une analyse conjointe des prix des exportations et des parts de marché des pays. Ce projet sera achevé en 2013.

Concurrence internationale et "échelle des ventes"

Thierry Mayer, en collaboration avec Marc Melitz (Université de Harvard) et Gianmarco Ottaviano (Université Bocconi)

En 2011, nous avons étudié comment la concurrence affecte le panier des produits fabriqués et exportés par chaque entreprise. Ce travail montre que les entreprises réagissent à la libéralisation du commerce international en concentrant leur production sur leurs produits-phares, pour lesquels elles sont les plus compétitives, et adaptent le panier de biens exportés aux caractéristiques de chaque marché de destination, et en particulier à la pression concurrentielle qui s'y exerce.

Dans le prolongement de ce travail, nous souhaitons étudier comment une concurrence accrue sur les marchés internationaux affecte non seulement "l'échelle des ventes" des produits (c'est-à-dire la ventilation des ventes par produits selon le marché de destination), mais aussi la productivité mesurée des entreprises exportatrices. Lorsqu'une entreprise concentre sa production en faveur des produits les plus performants, elle alloue également plus de travailleurs à la production de ces biens et augmente ainsi sa production (et ses ventes) par travailleur. Ainsi, pour un ensemble donné de produits et de coûts unitaires de production, une firme verra sa productivité (chiffre d'affaire par travailleur) augmenter sur les marchés plus concurrentiels. Il s'agit là d'un nouveau canal par lequel la concurrence (tant sur les marchés extérieurs que nationaux) affecte la productivité individuelle des entreprises.

Ce canal a potentiellement des conséquences importantes pour un pays avancé comme la France. En effet, face à un choc d'ouverture, la réaction des entreprises en termes de portefeuille de produits et de ventes relatives a un impact positif sur la productivité agrégée et donc sur la performance des exportateurs et de l'économie plus généralement. Nous nous concentrerons sur l'impact des évolutions soudaines de la concurrence internationale, liées notamment à la présence accrue des exportations chinoises sur les marchés mondiaux. En utilisant les données très détaillées du commerce chinois, disponibles au CEPII, en coordination avec les données de douane françaises, nous pouvons évaluer précisément les pays et les secteurs les plus touchés par cette accentuation de la concurrence. Nous serons alors en mesure d'examiner la réaction des exportateurs français à l'évolution de la concurrence chinoise sur tous les marchés tiers : concentration des ventes sur les meilleurs produits, accroissement éventuel de la productivité. Ce travail est toujours en cours et aboutira en 2013.

L'impact de la mondialisation sur l'emploi et les salaires

Lionel Fontagné, Cristina Mitaritonna, en collaboration avec Ahmed Tritah (Université du Mans)

Dans les économies avancées, la remontée du chômage et la poursuite (voire l'accélération) de la désindustrialisation, associés au développement des stratégies d'externalisation internationale des entreprises, ont renforcé les craintes de voir la mondialisation peser sur l'évolution des pouvoirs d'achat et creuser encore les inégalités sociales.

Sur cette question, les analyses économiques conduites dans les années 1990, au CEPII et ailleurs, ont mis l'accent sur une dichotomie entre travailleurs qualifiés et non qualifiés. La plupart de ces études ont conclu que le rôle du commerce international dans l'accroissement des inégalités n'a été que très marginal ; l'essentiel de l'accroissement des inégalités de salaires ou d'accès à l'emploi entre qualifiés et non-qualifiés étant imputé au progrès technologique. Mais les analyses plus récentes suggèrent que la ligne de fracture entre les gagnants et les perdants à la mondialisation ne recouvre pas nécessairement celle qui distingue les travailleurs qualifiés des non qualifiés. L'important n'est pas tant le niveau de qualification que la nature des emplois : les travailleurs engagés dans des "tâches" qui peuvent être aisément délocalisées sont dans une position plus fragile que les autres.

Notre projet vise à étudier l'impact de la globalisation sur les marchés du travail en prenant explicitement en compte à la fois l'hétérogénéité des qualifications, des tâches accomplies par les travailleurs, des secteurs d'activité et des entreprises. Pour cela, nous exploitons les données d'exportation et d'importation des douanes françaises ainsi que les données DADS décrivant la structure des emplois des entreprises par qualification et par métier.

Jusqu'ici nous nous sommes principalement concentrés sur la construction de la base de données, l'estimation des productivités des entreprises, le codage des différentes occupations des travailleurs (i.e. des "tâches") et la production d'un premier jeu de résultats statistiques. Il est prévu de présenter les premiers résultats à l'été 2013 pour arriver à un premier document à la fin de l'année 2013.



Économies émergentes et migrations internationales

ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET MIGRATIONS INTERNATIONALES

Réunis en raison de leur taille plus réduite au sein d'un programme unique, les thèmes "**Économies émergentes**" et "**Migrations internationales**" relèvent pour l'essentiel d'approches distinctes.

ÉCONOMIES ÉMERGENTES

Dynamique de croissance des pays émergents

a) Rédaction d'un ouvrage de synthèse sur les BRIC

Françoise Lemoine, en collaboration avec Andrea Goldstein (OCDE)

La montée en puissance des BRIC (Brésil Russie Inde Chine) bouleverse l'économie mondiale et nous interroge tous. Ce livre présente l'histoire des BRIC et leur émergence au début du XXI^e siècle, qui au moins pour la Chine et l'Inde est plutôt un retour sur le devant de la scène internationale après une longue éclipse. Cette évolution récente s'inscrit cependant dans le prolongement des efforts de développement que ces pays avaient entrepris depuis le milieu, voire le début du XX^e siècle. C'est à partir de ces acquis et des leçons tirées des échecs passés que les BRIC ont abordé la grande transformation de leur économie dans les années 1990. Leur nouvelle politique économique leur a permis de tirer parti de leurs atouts et des opportunités offertes par la globalisation. Le premier de ces atouts a été incontestablement leur démographie, qui a amené sur le marché du travail au Brésil, en Inde et en Chine, des générations très nombreuses. S'appuyant sur leurs avantages comparatifs dans l'industrie manufacturière, les services ou les ressources naturelles, ils se sont taillés une place de premier plan dans les échanges internationaux et exercent désormais une influence cruciale sur la plupart des marchés mondiaux dont ils représentent souvent, aussi, une part significative de la demande. Cette insertion réussie dans le commerce international n'aurait pas été possible sans leur ouverture aux investissements étrangers. Sélectionnés en 2001 par Goldman Sachs pour leur potentiel de croissance à long terme, les quatre BRIC ont jusqu'ici conforté les scénarios prospectifs qui prédisent la poursuite de leur rattrapage économique et ont vu leur rôle dans la gouvernance mondiale s'accroître mais ils restent confrontés à des obstacles qu'il est d'autant plus important de surmonter, notamment en matière de gouvernance, qu'ils se rapprochent du niveau de développement des pays les plus avancés.

RÉFÉRENCE(S)

"Les BRIC",
A. Goldstein & F. Lemoine
Collection Repères,
Editions La Découverte,
à paraître.

RÉFÉRENCE(S)

"Export Upgrading and Growth: the Prerequisite of Domestic Embeddedness", S. Poncet & F. Starosta de Waldemar,

Document de travail CEPPII, n° 2012-26, octobre.

"Complexité économique et croissance : une application au cas chinois", S. Poncet & F. Starosta de Waldemar, *Revue Economique*, à paraître en mars 2013.

b) Le lien entre la complexité productive et la croissance économique des villes chinoises

Sandra Poncet, en collaboration avec Felipe Starosta de Waldemar (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)

Les investissements directs étrangers sont souvent perçus comme permettant la montée en gamme de la production industrielle des pays émergents et, par suite, comme favorisant leur croissance économique. L'objectif de ce travail est de vérifier, à partir de données chinoises, si ces deux attentes sont vérifiées.

A cette fin, nous avons construit une mesure de la complexité de l'économie d'un panel de 221 villes chinoises entre 1997 et 2009. Cet indicateur reflète la diversité et l'ubiquité des connaissances présentes dans la localité. Nos estimations montrent que plus une ville dispose d'une structure productive complexe, plus la croissance de son PIB par habitant est élevée dans les années qui suivent. Nos résultats confirment que les localités aux structures productives axées sur des produits complexes bénéficient d'une croissance économique plus forte dès lors que les entreprises concernées sont intégrées dans l'économie locale. Ces résultats tendent à confirmer que l'appropriation domestique est essentielle pour que l'adoption de nouvelles technologies renforce la croissance.

c) La notion de "middle income trap" est-elle pertinente pour analyser la situation de l'économie chinoise ?

Christophe Destais, en collaboration avec Constance Blandin (PSE)

La notion de "trappe à revenu intermédiaire" (middle-income trap) s'appuie sur l'idée avancée par Arthur Lewis dès 1954 selon laquelle le développement économique s'appuie dans un premier temps sur une masse de main-d'œuvre en quantité illimitée issue d'une économie de subsistance. L'économie buterait sur un seuil de croissance lorsque les effets quantitatifs de cette libération de main-d'œuvre seraient épuisés en raison d'une incapacité à entretenir une croissance basée sur l'accumulation des facteurs de production, dont la productivité marginale est décroissante, et sur des sources limitées de croissance de la productivité (réaffectation des intrants, imitation de la technologie), l'économie ne parvenant pas à en générer d'autres.

Le travail réalisé consiste en premier lieu en un exercice de modélisation lui-même fondé sur les travaux relatifs à la distance à la frontière technologique (Acemoglu, Aghion et Zilibotti, 2006) qui soulignent l'importance des décisions d'investissement endogènes des entrepreneurs dans les dynamiques d'innovation. Lorsque le salaire versé par l'entrepreneur est inférieur à son niveau d'équilibre, le profit permet de financer l'innovation. Cette dynamique s'épuise lorsque le point de retournement est atteint et que les salaires atteignent le niveau de productivité marginale des travailleurs. L'investissement dans les innovations doit alors être gagé sur les revenus futurs de ces innovations, ce qui suppose un environnement institutionnel satisfaisant pour générer

ces revenus. Le travail comporte également une partie empirique. Celle-ci met notamment en relief les augmentations de salaires intervenues en Chine que peuvent expliquer le ralentissement des migrations vers les zones urbaines, la pénurie de travail dans certains secteurs et l'introduction de nouvelles règles plus protectrices des travailleurs. La Chine pourrait ainsi s'approcher du point de retournement de Lewis. Or, l'innovation y est faible par rapport aux autres pays en développement, sans doute en raison de la faiblesse des institutions qui ne fournissent pas les bonnes incitations à investir. L'étude est en version préliminaire.

d) Rôle des infrastructures (physiques, financières, sociales) et de leurs interactions dans l'intégration financière et commerciale des pays en développement enclavés

Maëlan Le Goff

A partir de données de panel portant sur 35 pays en développement enclavés sur la période 1981-2010, cette étude vise à évaluer, d'une part, si le fait d'être enclavé nuit à l'intégration économique des pays en développement et, d'autre part, quel est le rôle joué par les infrastructures présentes dans les pays enclavés et dans les pays voisins dans l'intégration économique des pays enclavés. Nos résultats confirment que l'enclavement est un obstacle significatif à l'intégration économique des pays en développement. De plus, en considérant uniquement l'échantillon de pays enclavés, nous trouvons que les infrastructures physiques, du pays considéré et de ses pays voisins, sont importantes pour l'intégration de ces pays à l'économie mondiale et que leur effet est complémentaire. Un document de travail est prévu d'ici la fin du premier semestre 2013.

e) Démographie, éducation et emploi dans trois pays méditerranéens

Les pays d'Afrique du Nord vont bientôt voir se terminer la période de transition démographique durant laquelle, la population d'âge actif augmentant plus vite que la population totale, les gains de productivité du travail se traduisent par des gains plus importants du revenu par tête. Contrairement à plusieurs pays d'Asie dont le décollage a largement bénéficié de cette "aubaine démographique", les pays d'Afrique du Nord n'en ont pas tiré parti, du fait d'un sous-emploi massif des femmes et des jeunes, particulièrement des plus diplômés, et de la part croissante des emplois informels caractérisés par une productivité et un rendement de l'investissement éducatif faibles. Le désengagement de l'Etat ne s'est en effet pas accompagné d'une dynamique de l'emploi formel privé suffisante.

L'objectif du projet est de dégager ce qui fait la spécificité des marchés de l'emploi de la région et en particulier des emplois informels pour en tirer des conclusions sur les priorités des politiques économiques dans ces domaines. Au-delà du sous-emploi actuel, le prochain défi sera en effet, à un horizon désormais proche, celui de l'absence de systèmes généralisés de protection sociale et de retraite face au vieillissement

RÉFÉRENCE(S)

"Croissance économique turque : aux sources des dix glorieuses",
D. Ünal,
La Lettre du CEPII, n° 326,
novembre.

"Aux sources du dynamisme économique turc",
D. Ünal,
Confluences Méditerranée,
n° 83, décembre.

rapide de la population. Sur ces différents aspects, une comparaison est établie avec la Turquie.

Le travail statistique et de revue de la littérature est achevé. La rédaction aura lieu en 2013.

Aux sources de la croissance économique turque

Deniz Ünal

La Turquie est souvent citée comme un modèle depuis le déclenchement du "printemps arabe". Le projet avait pour objectif d'identifier les spécificités de l'émergence économique de ce pays par une analyse historique de sa stratégie de développement et d'en tirer des conclusions sur son caractère éventuellement transposable aux autres pays du monde musulman. Il a consisté en une synthèse de la littérature sur la dynamique de croissance de long terme et la construction d'une base de données de très long-terme (de l'an 1 à 2011) prolongeant les séries d'Angus Maddison sur les PIB-PPA à prix constants et les populations. Ce travail a permis de calculer l'écart de croissance économique et démographique de l'actuel territoire turc par rapport aux principales économies de la région et du monde depuis le 16ème siècle. Des données de l'institut national de statistiques turc TÜİK ont été utilisées pour une analyse plus détaillée de la période 1923-2011.

Ces travaux mettent en lumière la manière dont les conditions économiques et sociales qui prévalaient à l'effondrement de l'Empire ont pesé sur la stratégie de développement adoptée par la République fondée en 1923. Tout en respectant la propriété privée, le nouveau régime installe une économie étatique autour d'une stratégie d'industrialisation par substitution aux importations. Pendant plus d'un demi-siècle, le pays connaît des mutations profondes sans que la croissance du revenu par habitant dépasse celle de la moyenne mondiale. La Turquie enregistrera un net rattrapage avec son engagement dans une stratégie d'ouverture commerciale par la promotion des exportations à partir de 1980. La gouvernance économique étatiste s'est progressivement adaptée au fonctionnement d'une économie capitaliste.

S'appuyant sur un marché intérieur dynamique, suffisamment protégé jusqu'alors, les produits turcs ont pu résister à la concurrence internationale. Cette phase d'ouverture a cependant connu des ratés avec des crises macro-économiques de grande ampleur, où l'instabilité politique aggravait les difficultés de la gouvernance.

En 2002, le Parti de la justice et du développement (AKP) remporte les élections au lendemain de la crise financière majeure de 2001. Islamistes, les dirigeants de l'AKP sont aussi des pragmatiques, bien convaincus que la prospérité est le meilleur gage de leur maintien au pouvoir. S'affranchissant des dérives des vieilles élites et ne reculant pas devant les nécessaires réformes, ils réussissent à concilier les exigences de la politique de stabilisation prônée par le FMI avec celles induites par la candidature d'adhésion de la Turquie à l'UE. La perspective d'adhésion, par les avancées institutionnelles qu'elle implique,

sert d'ancrage externe au pays. La stabilité des prix, objectif prioritaire de la politique économique, est assurée par une politique budgétaire très stricte et un train de mesures visant à assainir les finances publiques, à restructurer et recapitaliser le système bancaire, et à garantir l'indépendance de la banque centrale. Ces réformes du début des années 2000 permettent à la Turquie de surmonter rapidement la crise globale de 2008-2009 et d'enregistrer ensuite des taux de croissance du PIB parmi les plus élevés au monde.

L'analyse sur une longue période du "modèle turc" montre que ce dernier résulte de la lente construction d'un régime démocratique et d'une économie de marché tout à fait spécifiques, difficilement transposables aux autres pays musulmans, du moins dans l'immédiat.

Ouverture commerciale et réduction de la pauvreté en Afrique

Maëlan Le Goff

Ce travail consiste en une étude empirique de l'effet de l'ouverture commerciale sur la pauvreté en fonction de caractéristiques institutionnelles comme le niveau du développement financier, le niveau d'éducation et la bonne gouvernance. Il porte sur un panel de 30 pays africains pendant la période 1981-2010. Les résultats montrent que l'ouverture commerciale est favorable à la réduction de la pauvreté pour autant que l'environnement institutionnel y soit par ailleurs propice.

RÉFÉRENCE(S)

"Does Trade Reduce Poverty?
A View from Africa",
M. Le Goff & R.J. Singh,
*Policy Research Working
Paper Series 6327, The World
Bank, 2013 &
Document de travail CEPIL
n° 2012-38, décembre.*

Financement des économies émergentes

Transferts inter-provinces et partage des risques en Chine

Agnès Bénassy-Quéré et Maëlan Le Goff

Une littérature abondante s'est intéressée aux mécanismes et à l'importance du "partage des risques" (lissage des revenus) entre les entités subfédérales des pays fédéraux développés. Cette littérature, qui peu à peu s'est étendue aux pays en développement, s'est contentée d'examiner le rôle joué par le système fiscal ainsi que les marchés du crédit et de capitaux sur le lissage des chocs affectant les provinces. Cependant, dans des pays comme la Chine, où les marchés de capitaux sont, à certains égards, restreints, ces canaux ne devraient pas affecter significativement le partage des risques entre les provinces chinoises.

En même temps, la littérature sur l'épargne en Chine révèle que le faible développement du secteur financier limite les possibilités de diversification des investissements à disposition des ménages chinois. C'est pourquoi l'investissement immobilier est devenu un instrument d'épargne pour ces ménages.

Ce travail suppose que l'investissement résidentiel pourrait constituer un canal important du partage des risques entre les provinces

RÉFÉRENCE(S)

"Une brève histoire des crises financières dans les pays émergents 1982-2002", C. Destais in *Comprendre les crises économiques, Hors Série n° 2, Problèmes Economiques* n° 3054, novembre.

chinoises. L'objectif est d'étudier et de quantifier le rôle de l'investissement immobilier dans le partage des risques en Chine.

Une revue de la littérature a été effectuée et une base de données a été construite pour estimer un modèle à la Asdrubali *et alii* (1996) dans le cas de la Chine sur la période 2001-2009. Les résultats montrent que le partage des risques en Chine sur la période 2001-2009 a été limité (avec en moyenne seulement 20 % des chocs de revenu absorbés). Les résultats révèlent également que l'investissement immobilier contribue à hauteur de 25 % du partage des risques dans les provinces côtières alors qu'il ne semble pas participer au partage des risques dans les provinces intérieures. L'étude est en version préliminaire.

Une relecture des crises financières dans les pays émergents 1982-2002

Christophe Destais

Ce travail passe en revue brièvement les grandes crises financières des années 1980 à 2002 dans les pays émergents en distinguant la première génération (la crise de la dette en Amérique Latine dans les années 1980) de la seconde génération, celle du "consensus de Washington", dans les années 1990 (Mexique, Asie de l'Est et du Sud-Est, Russie, Brésil, Turquie et Argentine). Il souligne que, comme l'ont montré les économistes américains Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff, au-delà des spécificités, chaque crise financière n'est pas si "différente" de celle qui l'a précédée. Les crises des pays émergents s'inscrivent ainsi dans une longue lignée d'épisodes caractérisés par des excès d'endettement, le défaut d'adossage de cet endettement aux ressources des débiteurs et l'imperfection des institutions monétaires et financières. Chaque épisode étant lui-même le résultat d'une période d'aveuglement des créanciers devant l'ampleur puis la dégradation du risque, jusqu'à un point de retournement, selon un schéma conforme à l'hypothèse d'instabilité financière de l'économiste américain Hyman Minsky. Comme la crise qui a commencé en 2007 le montre, de tels épisodes peuvent aussi se produire dans le monde industrialisé contrairement à ce qu'un regard condescendant aurait pu à l'époque le laisser penser.

L'internationalisation du Renminbi, une approche analytique

Christophe Destais

Ce travail, engagé en 2011, vise à décrire et analyser la démarche d'internationalisation du Renminbi (RMB) entreprise par les autorités chinoises. Il souligne que l'internationalisation du RMB s'est jusqu'à présent réalisée par dérogation à une règle par ailleurs maintenue de contrôle des flux de capitaux entre la Chine et le reste du monde. Le maintien de ces contrôles en limite la portée effective. Tant qu'ils

ne seront pas levés, cette entreprise visera plus à réduire le risque de change des exportateurs chinois voire celui que les autorités elles-mêmes portent sur les réserves en devises qu'elles détiennent qu'à transformer le RMB en une devise réellement internationale, concurrente du dollar. L'étude est en version préliminaire.

Les performances de la Chine à l'exportation

a) Taux de change et performance commerciale de la Chine

Sandra Poncet, en collaboration avec Jérôme Héricourt (Université Lille 1)

Depuis la disparition du système de changes fixes de Bretton Woods, la volatilité du taux de change et son impact sur les échanges internationaux ont été un sujet de préoccupation majeure pour les pouvoirs publics. Ce travail porte sur l'impact de la volatilité du taux de change réel sur le comportement à l'exportation et la façon dont les contraintes financières et le niveau de développement financier façonnent cette relation au niveau de l'entreprise.

L'analyse empirique s'appuie sur des données portant sur plus de 100 000 entreprises exportatrices chinoises sur la période 2000-2006. Elle confirme un impact négatif de la volatilité du taux de change réel sur leurs exportations. Les entreprises exportent moins, en valeur comme en nombre de produits exportés, vers les destinations caractérisées par une volatilité du taux de change plus élevée. L'ampleur de cet effet est liée au niveau de vulnérabilité financière des entreprises. Logiquement, le développement financier atténue cet impact, particulièrement sur la marge intensive de commerce.

b) L'impact de la qualité des biens intermédiaires importés sur la performance à l'exportation des firmes chinoises

Maria Bas, en collaboration avec Vanessa Strauss-Kahn (Ecole Supérieure de Commerce de Paris)

Ce projet vise à analyser la manière dont la qualité des biens intermédiaires importés affecte l'aptitude des entreprises à produire des biens et services plus variés pour l'exportation et comment elle peut améliorer la qualité de ces exportations. Il s'inscrit dans le prolongement d'une recherche en cours sur la France. Les résultats montrent que la libéralisation commerciale des biens intermédiaires a des effets différenciés sur le prix à l'exportation des entreprises qui importent sur le régime "ordinaire" et celles qui importent sur le régime "processing". En effet, la réduction des droits de douane a permis aux entreprises ordinaires de bénéficier de l'accès aux biens intermédiaires importés d'une qualité supérieure (mesurée par des valeurs unitaires importés) et aussi d'exporter des biens d'une qualité supérieures. L'étude est en version préliminaire.

RÉFÉRENCE(S)

"Exchange Rate Volatility, Financial Constraints and Trade: Empirical Evidence from Chinese Firms",
J. Héricourt & S. Poncet,
Document de travail CEPPI,
n° 2012-35, décembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Product Relatedness and Firm Exports in China",
S. Poncet, F. Starosta de Waldemar,
Document de travail CEPIL,
n° 2012-27, octobre.

c) Croissance des exportations et caractéristiques des produits au niveau des firmes chinoises

Sandra Poncet, en collaboration avec Felipe Starosta de Waldemar (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)

La montée en gamme des exportations chinoises est particulièrement impressionnante car elle exige des compétences et des connaissances très variées. Dans la mesure où un pays ne peut se diversifier qu'en s'appuyant sur ce qu'il a déjà, cette montée en gamme suggère qu'une capitalisation particulièrement efficace des connaissances productives existantes a permis à la Chine d'exploiter les liens entre les produits.

L'étude consiste à tester empiriquement le lien entre la complexité de la structure économique d'une ville et la performance commerciale des entreprises y opérant en utilisant des données d'entreprises chinoises entre 2000 et 2006. En combinant des informations sur la structure de spécialisation locale et les caractéristiques des produits, nous calculons la densité des liens entre chaque produit et l'espace-produit local.

Les résultats des travaux confirment que les connexions du produit avec la structure productive locale joue un rôle important dans la performance à l'exportation des entreprises chinoises. Au sein du panier d'exportations d'une entreprise, la croissance des exportations est systématiquement plus élevée pour les produits caractérisés par une plus grande cohérence avec les capacités locales. L'effet positif de la connexion inter-produit sur la performance des entreprises exportatrices est toutefois essentiellement limité aux activités de commerce ordinaire et à celles des entreprises nationales.

d) Le commerce extérieur chinois depuis 2007

Françoise Lemoine, Deniz Ünal

Alors que les autorités chinoises cherchent à recentrer la croissance vers la demande intérieure, ce projet avait pour objectif d'établir une radiographie de la balance commerciale chinoise. Il analyse le solde commercial chinois dans une perspective de long-terme, de 1985 à 2011 en distinguant le commerce ordinaire du commerce de transformation sous douane (processing trade). Ce dernier a pour destination finale exclusive les marchés extérieurs alors que les "importations ordinaires" de la Chine peuvent renseigner sur sa demande intérieure.

Les résultats montrent que si l'excédent global de la Chine s'est considérablement réduit, en raison, d'une part, du ralentissement des exportations et du dynamisme des importations qui ont rebondi avec la relance de la demande interne et, d'autre part, de la détérioration de ses termes de l'échange. Toutefois, les soldes commerciaux bilatéraux de la Chine ont évolué de manière différenciée. Si les excédents sur l'Europe et les États-Unis n'ont guère diminué ; les déficits se sont creusés avec les pays d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique. Jusqu'à la crise, le déficit de la Chine vis-à-vis des autres pays d'Asie découlait

essentiellement du commerce de processing. Elle importe désormais de plus en plus de produits finis des pays voisins. La part des produits primaires dans les importations de la Chine augmente, creusant son déficit avec les pays producteurs. Pour nombre d'entre eux, elle est devenue un marché d'exportation crucial. Les États-Unis ont considérablement perdu du terrain sur le marché chinois mais l'Union européenne y a conservé de bonnes positions, notamment dans les biens de consommation, qui ont constitué le secteur le plus dynamique des importations manufacturières de la Chine.

e) Les investissements chinois en Afrique

Agnès Chevallier

Les deux sources publiques de données sur les investissements directs (ID) chinois à l'étranger fournissent des estimations très proches sur le total des flux, mais leur répartition géographique diffère largement. Selon le Ministère chinois du commerce, de 2005 à 2011, l'Afrique aurait accueilli 5% des ID chinois. Pour la fondation conservatrice américaine Heritage Foundation, ce pourcentage monte à 15%. Ce sont, même dans l'estimation la plus basse des chiffres relativement élevés puisque, sur cette période, l'Afrique ne reçoit que 3,1% des flux mondiaux d'IDE.

Souvent confondus avec les investissements, les contrats de construction constituent un volet important de la présence chinoise en Afrique qui accueille 35% du total des contrats réalisés dans le monde par la Chine. La moitié des travailleurs chinois employés sur ce type de contrats, soit 200 000 personnes, le sont en Afrique. A la suite des grandes entreprises publiques présentes dans les secteurs minier et pétrolier et dans les infrastructures, les entreprises privées chinoises se sont implantées en Afrique, attirées par le potentiel de marché et par une concurrence bien moins vive qu'en Chine. Les entrepreneurs originaires de Chine sont, beaucoup plus que ceux venant des économies avancées, prêts à investir dans des entreprises ou des commerces de petite taille, y compris dans le secteur informel.

La présence de ses entreprises a permis à la Chine de devenir le premier partenaire commercial de l'Afrique. Les deux régions occupent désormais une place plus importante dans les échanges des deux partenaires que dans le commerce mondial. Cependant, les autres grands émergents (Inde, Brésil, Turquie) ont des liens commerciaux avec l'Afrique sensiblement plus intenses, notamment du côté de leurs exportations.

Peut-on dresser un bilan pour l'Afrique de la présence chinoise sur le continent ? Grâce à elle, les investisseurs et consommateurs africains ont accès à des biens moins coûteux. De plus, l'engagement chinois dans les infrastructures a été décisif alors même que l'aide des pays occidentaux se détournait de ce type de projets. Cependant la question de la concurrence chinoise sur les marchés domestiques et les marchés tiers est particulièrement prégnante.

MIGRATIONS INTERNATIONALES

Analyse économique des migrations

a) Migration qualifiée en France et mobilité internationale des étudiants

Lionel Ragot

En 2007 l'OCDE estimait que 68 % du flux d'immigrés qualifiés en France provenait d'un changement de visa étudiant vers un visa de travail, ce qui place la France dans une situation très singulière par rapport à la plupart des autres pays développés où ce taux est beaucoup plus faible (entre 15 et 35 %). Ces chiffres montrent que la France a des difficultés à attirer des travailleurs qualifiés formés à l'étranger et que sa principale source d'immigration qualifiée passe par la formation d'étudiants en mobilité internationale dans son propre système d'enseignement supérieur. Ce projet vise à mieux appréhender ce phénomène et à s'interroger sur la manière dont les politiques migratoires peuvent le prendre en compte. Il comporte deux volets.

Le premier est presque achevé. Il consiste à développer un modèle appliqué d'équilibre général calculable permettant de faire le bilan en termes de croissance et de finances publiques d'une immigration qualifiée. Deux actions ont été menées à ce titre :

- une description plus fine des flux migratoires intégrant les étudiants en mobilité internationale a été intégrée au modèle et les déterminants du choix de localisation en France des étudiants en mobilité internationale ont été estimés, ce qui permet de rendre endogène les flux entrants d'étudiants ;
- la construction d'un module d'offre d'éducation qui intègre les coûts fixes et variables de l'enseignement supérieur, en distinguant les étudiants nationaux des étudiants en mobilité internationale. Les données nécessaires ont été récupérées et ce module est en cours d'intégration dans le modèle.

Le second volet consiste à utiliser ce nouveau modèle pour évaluer l'impact sur les finances publiques de différentes variantes de politiques migratoires. Il sera réalisé en 2013.

b) Immigration et recours à la protection sociale dans les pays européens

Xavier Chojnicki, en collaboration avec Cécily Defoort et Carine Drapier (Université Lille 2)

Ce projet vise à évaluer l'impact des migrations sur les systèmes de protection sociale en Europe par une estimation de l'impact du statut d'immigré sur le montant des aides reçues et non sur la probabilité de recevoir ces aides. En effet, si les immigrés peu qualifiés sont davantage au chômage que les autochtones, le montant des aides perçues peut apparaître plus faible puisque leurs anciens revenus du travail

sont eux-mêmes souvent relativement modérés. Des modèles économétriques en variables quantitatives seront mobilisés pour réaliser les estimations sur quelques pays européens. L'ensemble des données ont été récupérées pour la France et quelques pays européens. Un premier traitement des données françaises (enquêtes Budget des Famille et Enquêtes santé de l'Insee) a été réalisé.

c) Migrer ou rester au pays : comparaison des trajectoires professionnelles au sein de l'Union européenne

Mariya Aleksynska, en collaboration avec Barry Chiswick (George Washington University et IZA)

Ce projet vise, d'une part, à comparer les revenus des émigrés européens en Europe et avec ceux des personnes restées au pays, juste après le changement de pays de résidence et au bout d'une certaine durée de séjour et, d'autre part, le rendement de l'investissement dans les études dans les deux configurations. Cette analyse est basée sur l'Enquête sociale européenne, base de données couvrant plus de 30 pays européens entre 2002 et 2010.

Le projet a été ralenti par le fait que le principal auteur a quitté le CEPPI pour l'Organisation Internationale du Travail mais il se poursuit. De premiers résultats économétriques ont été obtenus. Des analyses plus poussées et l'écriture de l'article sont en cours.

d) Le coût économique de la transmission culturelle dans les familles d'origine étrangère

Thierry Mayer, en collaboration avec Yan Algan (Sciences Po) et Mathias Thoenig (Université de Lausanne)

Ce projet vise à étudier les déterminants économiques du choix de prénoms dans les familles d'origine étrangère en France habitant dans des résidences à loyer modérés sur la période 2003-2007. Un modèle identifie trois déterminants : la culture des parents, l'influence du voisinage et le coût économique de prénoms qui ont une consonance étrangère. Il met en évidence le coût économique attendu pour un enfant de porter un prénom d'origine musulmane. Sans ce coût, le nombre d'enfants portant un prénom d'origine musulmane aurait été supérieur de 50 %. L'étude est en version préliminaire.

Analyse économique des politiques migratoires

a) L'immigration irrégulière et la coordination des politiques migratoires

Mariya Aleksynska, en collaboration avec Marcos Poplawski-Ribeiro (Fonds Monétaire International)

Ce projet vise à mieux identifier les enjeux de la coordination des politiques migratoires entre les pays (en termes de gestion de frontières

et de dépenses budgétaires allouées à cette gestion) ainsi que les conditions nécessaires pour rendre efficace la coopération entre les pays en matière de migrations.

Après une revue de la littérature, la construction d'un modèle théorique de coopération entre les principaux pays d'accueil, les pays de transit et les pays d'origine des migrants a été entreprise. Il reste à calibrer ce modèle avec les données sur les politiques migratoires et sur les dépenses budgétaires affectées au contrôle migratoire et à l'immigration illégale en Europe.

b) Information économique et formation des préférences individuelles relatives à l'immigration en Europe

Mariya Aleksynska, Maëlan Le Goff, Lionel Ragot

Des travaux récents ont mis en évidence le rôle joué par les préférences individuelles dans la formulation des politiques migratoires. Ce projet, planifié sur deux ans s'inscrit dans le prolongement de ces travaux et vise à contribuer à l'identification des principaux facteurs qui déterminent la formation des opinions individuelles. Plus précisément, il s'agit d'étudier l'influence des médias sur la formation des préférences en matière d'immigration et d'examiner si cet effet varie avec l'évolution de la situation économique.

Deux bases de données ont été constituées. La première porte sur les opinions en termes d'immigration en Europe entre 2002 et 2011. Elle utilise cinq vagues de l'Enquête Social Européenne (ESS). La seconde porte sur la place du thème "asile et immigration" dans les médias en Europe. Elle utilise la base de presse internationale Factiva.

L'effet de la place du thème migratoire dans les médias sur les préférences des individus vis-à-vis de l'immigration a été estimé, en testant différentes spécifications et différentes variables dépendantes. En contrôlant pour de nombreuses caractéristiques individuelles, nous avons trouvé, que l'importance du thème "Asile et immigration" dans les médias influence significativement les préférences des individus. Plus le thème est présent dans les médias, plus les personnes interrogées sont hostiles à des politiques d'immigration plus favorables. Il ressort également que les difficultés économiques (individuelles et collectives) influencent la tolérance vis-à-vis de l'immigration. Il s'agira, dans un dernier temps, de voir si l'influence des médias varie avec la situation économique. Une réflexion est en cours en vue de l'éventuelle inclusion d'un modèle théorique dans ce travail.

RÉFÉRENCE(S)

"Does Migration Foster Exports? An African Perspective",
H. Ehrhart, M. Le Goff,
E. Rocher & R. J. Singh,
Document de travail CEPIL,
n° 2012-39.

Migrations internationales

a) Migrations et commerce international, une perspective africaine

Contrairement à la littérature classique du commerce international qui tend à considérer la migration et le commerce comme des substituts, de nouvelles théories soulignent le fait que les migrants peuvent faciliter les échanges commerciaux bilatéraux en diffusant leurs préférences

envers les biens provenant de leurs pays d'origine et/ou en réduisant les barrières informationnelles et culturelles entre pays de destination et d'origine. Ces dernières sont particulièrement fortes pour les produits africains en raison du peu d'informations disponibles sur ces produits et, plus généralement, du fait de la faiblesse des cadres institutionnels de la plupart des pays d'Afrique. Dans ces conditions, on peut s'attendre à ce que l'impact de l'émigration africaine sur les exportations africaines soit particulièrement significatif.

Cette étude estime l'effet de l'émigration africaine sur les exportations des pays d'origine. Elle est fondée sur un modèle de gravité et en utilise une base de données sur le nombre de migrants, récemment mise à jour par la Banque mondiale. Contrairement aux analyses antérieures, elle met en évidence une relation causale entre migrations et exportations, un migrant additionnel permettant la création d'environ 2800 dollars d'exportations supplémentaires par an pour son pays d'origine. Cet effet est particulièrement important pour les exportations de biens différenciés et est d'autant plus élevé que les migrants s'établissent dans des pays non frontaliers et dans des pays dont les groupes ethniques sont nettement distincts de ceux des pays d'origine. Cette relation positive peut en partie être expliquée par le fait que des réseaux de migrants permettant de compenser l'effet négatif de la faiblesse institutionnelle sur les exportations des pays africains.

b) Immigration, salaires, productivité et emploi

Cristina Mitaritonna et Gianluca Orefice, en collaboration avec Giovanni Peri (UCLA)

Les recherches empiriques qui portent sur la manière dont les travailleurs émigrés pourraient affecter le coût de la main-d'œuvre, l'emploi de natifs et la productivité des entreprises françaises ont, jusqu'à présent, utilisé des données au niveau agrégé, régional ou national. Leurs résultats sont contradictoires et les effets mesurés ont toujours été faibles.

Ce travail vise à mesurer de nouveau cet effet mais avec des données désagrégées au niveau des entreprises et à discriminer ces effets en fonction des caractéristiques de performance des entreprises, principalement la taille et la productivité.

Engagé en 2012, ce projet s'étalera sur deux ans. Les travaux réalisés jusqu'à présent consistent en la construction de la base de données, des calculs de niveau de productivité des entreprises et de premiers travaux d'analyse économétrique. Cette dernière se poursuivra et sera complétée par des tests de robustesse.



Macroéconomie et finance internationales

MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES

DETTES PUBLIQUES, FISCALITÉ ET CROISSANCE

Déterminants des spreads de taux d'intérêt souverains

Benjamin Carton et Urszula Szczerbowicz

La crise de la dette souveraine qui secoue la zone euro depuis la fin de l'année 2009 a été particulièrement violente entre l'été 2011 et l'été 2012. Une part importante des mouvements des taux d'intérêt souverains des pays touchés par la crise a une origine spéculative (incertitude sur le risque de restructuration de la dette ou la solvabilité des Etats). Cette étude évalue la dépendance des différentiels de taux d'intérêt en zone euro aux événements économiques.

Une base de données d'annonces et d'événements, classés par catégories et par pays, a été constituée. Ces données concernent les annonces des trois principales agences de notations (Moody's, S&P et Fitch Ratings) sur les pays de la zone euro ainsi que des annonces tirées de la presse financière relatives aux problèmes budgétaires, aux plans de stimulus fiscal ou d'austérité, au sauvetage des banques, à l'instabilité politique, grève ou mouvement social, à la politique monétaire de la BCE (MES, FESF...), etc.

L'effet de ces différentes annonces sur les écarts (spreads) de taux vis-à-vis de l'Allemagne a ensuite été estimé. Il ressort de cette analyse quantitative que les dégradations des agences de notations ne jouent qu'au début du processus (premières dégradations), tandis que les annonces de plans d'austérité, les aides financières extérieures (MES, FESF), les mauvaises nouvelles macroéconomiques sur les perspectives de croissance ou les mouvements sociaux ont affecté significativement les spreads en zone euro.

Ajustement budgétaire et compétitivité : la TVA sociale

Riccardo Magnani

Ce travail, qui fait partie du projet de la Commission Européenne "Study on the impacts of fiscal devaluation" (TAXUD/2011/DE/338), a pour objectif d'analyser, pour l'économie française, les conséquences macroéconomiques et sur la répartition des revenus de l'introduction de la TVA sociale.

Un modèle d'équilibre général calculable multisectoriel et dynamique a été utilisé pour simuler les effets macroéconomiques d'une augmentation des taux de TVA couplée à une baisse des cotisations sociales, pour un montant équivalent à 1 % du PIB. Les résultats montrent que cette réforme fiscale pourrait effectivement stimuler l'économie : d'une part la baisse des cotisations diminue les coûts salariaux et les prix à

RÉFÉRENCE(S)

"L'économie mondiale 2013",
sous la direction
d'A. Bénassy-Quéré &
A. Chevallier,
La Découverte, septembre

la production, ce qui stimule les exportations ; d'autre part, l'augmentation des taux de TVA déprime la consommation et les importations, tandis que les exportations ne sont pas affectées. En conséquence, la balance commerciale s'améliore, ce qui permet d'augmenter le PIB réel et réduire le chômage, comme dans le cas d'une dévaluation.

L'évaluation des effets microéconomiques de la réforme a été effectuée en utilisant le modèle de micro-simulation SYSIFF 2006. Les résultats montrent en particulier que la baisse des cotisations induit une augmentation du revenu disponible, alors que l'augmentation des taux de TVA réduit le pouvoir d'achat des familles. L'effet net est positif pour les trois déciles les plus riches et négatif pour les premiers six déciles, ce qui signifie que la réforme augmenterait les inégalités.

L'économie mondiale 2013

Agnès Chevallier (coordinatrice)

L'examen des développements de la crise de la zone euro et de l'évolution de la conjoncture mondiale est complété cette année par des approches plus structurelles de trois grandes économies : États-Unis, Chine et Brésil. Deux thèmes relatifs au commerce international sont abordés. Quelle nouvelle géographie les échanges Sud-Sud dessinent-ils et quelles sont leurs conséquences sur les spécialisations et le développement ? Une analyse statistique inédite du commerce international des déchets permet de dégager les caractéristiques et de comprendre les enjeux d'une catégorie d'échanges en pleine expansion. Pour éclairer le débat sur les liens entre finance et croissance, un dernier chapitre dégage les principaux apports de la littérature économique dans ce domaine. Les compléments statistiques situent les données récentes dans une perspective longue.

Désendettement en union monétaire, un modèle structurel

Benjamin Carton, en collaboration avec Thibault Guyon (MINEFI)

L'augmentation du déficit et la dette publics de la plupart des pays de la zone euro a conduit à de nombreux plans de stabilisation budgétaire. Ces plans de stabilisation mis en œuvre dans une période de désendettement privé ont très fortement pesé sur la croissance. Dans ce contexte, un choix judicieux des instruments de réduction du déficit (impôts directs, impôts indirects, dépenses publiques, transferts aux ménages) pourrait permettre de limiter les effets récessifs d'une stabilisation jugée par ailleurs nécessaire.

L'analyse s'appuie sur un modèle d'équilibre général représentant deux économies en union monétaire, avec une politique monétaire unique mais des politiques budgétaires individuelles. L'une, la plus petite, conduit un plan de stabilisation de sa dette publique. Cinq mesures de stabilisation de la dette publique sont simulées : hausses de la TVA, des cotisations sociales (employés puis employeurs), baisses de la générosité du système de retraite, des dépenses publiques.

Quelle que soit la stabilisation budgétaire envisagée, le multiplicateur keynésien la première année est positif ; autrement dit, la réduction du déficit public bride la croissance. À court-terme, une baisse du déficit public ex ante de 1 point de PIB se traduit par une baisse du PIB allant de 0,3 (cas d'une hausse de cotisations employeurs) à 0,9 point (cas d'une baisse des dépenses publiques). À plus long terme, la réforme des retraites, la hausse de la TVA ou la réduction de la dépense publique apparaissent comme de meilleurs instruments que la hausse des cotisations sociales employeurs ou employés.

Les dessous de la dette publique japonaise

Evelyne Dourille-Feer

Malgré une dette publique brute proche de 200 % du PIB, on n'observe pas d'attaques spéculatives au Japon et des plans de relance continuent d'être mis en place. Cela pose la question de "l'exception japonaise" et d'une réflexion approfondie sur la question de la dette publique.

Contrairement à des nombreux pays européens, l'accélération de l'endettement public du Japon ne démarre pas en 2008-2009, mais pendant les années 1990. L'Etat japonais a joué un rôle prépondérant dans l'accumulation de la dette par l'effet de ciseau de la baisse des recettes fiscales (baisse de la fiscalité directe et ralentissement économique) et de l'augmentation des dépenses budgétaires, bien que ces dernières n'aient pas été aussi explosives que prévues, les plans de relance n'étant que partiellement injectés dans l'économie. D'ailleurs, le poids des dépenses publiques dans le PIB est demeuré très inférieur à celui enregistré dans les pays européens. Malgré sa taille colossale, la dette publique japonaise conserve une relativement bonne notation. Plusieurs facteurs expliquent cette situation. Tout d'abord, l'économie japonaise, qui dispose d'un stock important d'épargne domestique, continue d'enregistrer des excédents de la balance courante. Ensuite, la détention presque exclusive de la dette publique par les résidents explique la stabilité et le faible coût de son financement. Les effets de la dette souveraine japonaise sur l'évolution des taux d'intérêt, des prix ou de l'épargne n'ont pas suivi la logique des cadres explicatifs classiques car l'économie japonaise a été plongée dans une crise spécifique de "récession de bilan". Comme le secteur privé (notamment les entreprises industrielles) se désendettait, les dépenses publiques ont joué un rôle stabilisateur sur l'économie.

CRISE DE LA ZONE EURO

Les mésalignements de change en zone euro

Depuis l'union monétaire, les parités nominales sont complètement fixes à l'intérieur de la zone euro, mais les taux de change réels continuent d'évoluer en raison des différences d'inflation entre les pays. En particulier, les pays périphériques de la zone — Espagne, Grèce, Irlande, Italie, Portugal — ont connu une appréciation de leur taux de change réel du fait de leur plus forte inflation.

RÉFÉRENCE(S)

"Les dessous de la dette publique japonaise",
E. Dourille-Feer,
Document de travail CEPPI,
n° 2012-29, octobre.

"Le Japon des années 1990, laboratoire des crises",
E. Dourille-Feer,
dans *"Comprendre les crises économiques"*,
Hors-série n° 2,
Problèmes Economiques,
La Documentation française,
novembre.

RÉFÉRENCE(S)

"On Currency Misalignments within the Euro Area",
V. Coudert, C. Couharde et V. Mignon,
Document de travail CEPII
n° 2012-07. A paraître dans
Review of International Economics.

RÉFÉRENCE(S)

"Désajustements des taux de change effectifs réels dans la zone euro",
B. Carton et K. Hervé,
La Lettre du CEPII, n° 319,
avril.

"Some Major Intra Euro Area Exchange Rate Misalignments: Is There any Way to Fix Them?",
B. Carton et K. Hervé,
Document de travail CEPII,
à paraître.

Cette appréciation réelle dans les pays périphériques importe-t-elle ? Cela dépend des phénomènes à l'origine de la hausse plus élevée des prix. Si celle-ci traduit une amélioration des fondamentaux économiques comme la productivité du travail ou la position extérieure, l'appréciation révèle un phénomène de rattrapage du niveau des prix et n'a pas en elle-même d'importance. Mais si ce n'est pas le cas, l'appréciation réelle peut avoir entraîné des pertes de compétitivité et avoir contribué aux déficits extérieurs qui se sont accumulés dans ces pays. C'est pourquoi il est important de déterminer si les taux de change réels à l'intérieur de la zone euro ont évolué en phase avec les fondamentaux économiques.

- *Le rôle de la monnaie unique dans les déséquilibres courants de la zone euro*

Valérie Mignon, en collaboration avec Virginie Coudert (Banque de France) et Cécile Couharde (Université Paris-X Nanterre)

Dans cette étude nous estimons les taux de change d'équilibre des pays membres de la zone euro sur la période 1980-2010 en suivant une approche BEER (Behavioral Equilibrium Exchange Rate). Cela revient à estimer une relation de long terme entre les taux de change réels et les fondamentaux économiques (productivité relative et position extérieure nette). Pour chaque pays, l'écart entre le taux de change réel observé et sa valeur d'équilibre donnée par le modèle fournit une mesure du mésalignement éventuel du taux de change réel.

Les résultats montrent que les pays périphériques souffrent d'une surévaluation croissante de leur taux de change réel depuis le milieu des années 2000, leur appréciation réelle n'étant pas due à une amélioration de leurs fondamentaux. Nous montrons aussi que les mésalignements se sont en moyenne accrus depuis la mise en place de l'union monétaire et sont devenus plus persistants, l'ajustement ne pouvant plus se faire par un réaligement du taux de change nominal. Plus fondamentalement, nos résultats montrent des trajectoires différentes selon les pays, les mésalignements étant plus larges et plus persistants dans les pays périphériques que dans les pays du cœur de la zone euro.

- *Désajustements des taux de change effectifs réels dans la zone euro*

Benjamin Carton, en collaboration avec Karine Hervé (Banque de France)

Dans cette étude nous avons estimé, dans le cadre d'un modèle de taux de change d'équilibre FEER, les mésalignements de change entre les pays de la zone euro et dressé des scénarios de retour à l'équilibre. Les mésalignements de change sont très substantiels en zone euro, en particulier pour la Grèce et le Portugal et l'Espagne. Ce dernier pays a toutefois significativement réduit son mésalignement grâce à une amélioration de sa compétitivité à l'export. Dans ces trois pays, le mésalignement a été le résultat d'une dérive des prix et des salaires liée à une bulle immobilière ou des politiques salariales trop expansionnistes. Deux autres pays ont connu une dérive de leur

compétitivité plus faible mais plus structurelle : la France et l'Italie. Etant donné l'ampleur des mésalignements de change, la Grèce et le Portugal ne pourront réduire significativement leur déséquilibre externe sans une augmentation de la cible d'inflation de la BCE.

Réformes structurelles et convergence des prix en zone euro

Agnès Bénassy-Quéré et Dramane Coulibaly

Les débats de politique économique pointent la divergence des prix et des salaires comme une cause majeure de la crise de la dette souveraine en Europe. Traditionnellement, les différentiels d'inflation en union monétaire peuvent être expliqués par l'effet Balassa-Samuelson (BS). L'effet BS stipule que, la croissance de la productivité dans le secteur des biens échangeables pousse à la hausse les salaires réels à la fois dans le secteur des biens échangeables et dans celui des biens non échangeables. Cela se traduit par une augmentation du prix relatif des biens non échangeables et, donc, par une appréciation du taux de change réel. Une partie des évolutions de prix relatifs observées en Europe au cours de la première décennie de l'euro peut s'expliquer par ce mécanisme. Cependant, il semble que l'évolution des prix a été plus marquée que ce que prédit l'effet BS.

Le relâchement de l'hypothèse de la concurrence parfaite dans le secteur des biens non échangeables – une hypothèse-clé de BS – peut permettre d'expliquer assez largement les divergences de prix dans la zone euro.

L'étude s'appuie sur l'extension du modèle BS proposée par De Gregorio et al. (1994), pour examiner l'influence des variations du degré de concurrence dans le secteur des biens non échangeables et des changements du degré de friction sur le marché du travail sur le taux de réel intra-européen. Dans ce modèle, les réglementations dans le secteur des biens non échangeables permettent aux firmes de ce secteur d'appliquer des marges. Pour corroborer les résultats du modèle théorique, une estimation économétrique est effectuée sur douze pays européens entre 1985 et 2006.

Les résultats du modèle théorique montrent que les réglementations anticoncurrentielles dans les secteurs de biens non échangeables, ainsi que la protection de l'emploi, poussent le taux de change réel à la hausse. Ces résultats théoriques sont confirmés par les estimations économétriques qui montrent que les deux types de réglementations expliquent en grande partie, pour plusieurs pays de la zone euro, l'appréciation observée du taux de change réel. En outre, à partir d'une analyse contrefactuelle, nous montrons que, si les deux réglementations avaient progressivement convergé vers les niveaux allemands, l'appréciation des taux de change réels de la Grèce, du Portugal et de l'Italie aurait été beaucoup moins marquée.

RÉFÉRENCE(S)

"The Impact of Market Regulations on Intra European Real Exchange Rates",
A. Bénassy-Quéré,
D. Coulibaly,
Document de travail CEPII,
n° 2012-37, décembre.

RÉFÉRENCE(S)

"The ECB Unconventional Monetary Policies: Have they Lowered Market Borrowing Costs for Banks and Governments?", U. Szczerbowicz, *Document de travail CEPII*, n° 2012-36, décembre.

La politique monétaire non conventionnelle de la BCE

Depuis août 2007, les graves perturbations des marchés financiers ont bloqué les canaux de transmission de la politique monétaire dans la zone euro. Dans ces circonstances exceptionnelles, l'outil monétaire traditionnel – le taux principal de refinancement de la BCE – n'avait plus l'impact habituel sur les autres taux d'intérêt. Pour atteindre ses objectifs, l'autorité monétaire de la zone euro a dû mettre en œuvre des politiques monétaires non conventionnelles : mise à disposition de liquidités illimitées en euros et en devises, allongement des échéances des prêts, assouplissement des règles de collatéral et achats d'obligations publiques et privées. Deux études cherchent à évaluer l'efficacité de ces mesures.

- *Efficacité des opérations de politiques monétaires non conventionnelles de la BCE*

Urszula Szczerbowicz

L'objectif de cette étude est de mesurer l'impact de ces mesures non conventionnelles sur les coûts des emprunts des banques et des États. Cette question est particulièrement importante du fait de la place des banques dans le financement de l'économie de la zone euro et du rôle crucial que le coût du refinancement de long terme des emprunts souverains joue dans la crise de la zone.

Nous apprécions l'efficacité de chaque politique monétaire non conventionnelle en mesurant la réponse du marché monétaire, du marché d'obligations sécurisées et du marché d'obligations souveraines des pays membres de la zone euro aux annonces de politique monétaire non conventionnelle.

Les résultats montrent que, parmi les mesures non-conventionnelles de la BCE, le programme d'achats d'obligations souveraines à long terme (SMP et OMT) a été le plus efficace en ce qui concerne la réduction des spreads à long terme (les spreads des obligations souveraines et des obligations sécurisées). Les effets sont les plus importants pour les spreads souverains en périphérie de la zone euro. Le fort impact dans la zone euro, dépassant l'impact des mesures similaires aux États-Unis et au Royaume-Uni, suggère que l'intervention de la banque centrale sur le marché souverain est particulièrement efficace lorsque le risque souverain est important. Les achats d'obligations souveraines ont également réduit les coûts de refinancement à plus long terme pour les banques en réduisant les spreads des obligations sécurisées. En outre, des programmes d'achat d'obligations sécurisées (CBPP 1 et 2) ont contribué à la diminution des spreads non seulement sur le marché des obligations sécurisées lui-même, mais aussi sur le marché des obligations souveraines et dans une certaine mesure le marché monétaire. Enfin, l'annonce de LTRO de trois ans a été efficace dans la réduction des coûts de refinancement bancaire, via la diminution des spreads sur le marché monétaire et des spreads des obligations sécurisées.

• *La BCE au chevet de la liquidité bancaire*

Michel Aglietta, Benjamin Carton, Urszula Szczerbowicz

Cette étude porte sur ces mesures non conventionnelles et en particulier sur les effets des opérations de refinancement à trois ans sur l'économie de la zone euro. Nous présentons les principaux bénéficiaires de la liquidité fournie par la banque centrale et l'utilisation que les banques en ont faite. Nous examinons si ces fonds ont été déposés à la BCE, accumulés de façon préventive, distribués en forme de crédits aux entreprises et aux ménages ou bien utilisés pour acheter des obligations publiques et privées.

Les deux opérations LTRO à trois ans et l'assouplissement des règles de collatéral qui les accompagnaient ont permis aux banques de couvrir leurs engagements arrivant à échéance avant la fin de l'année 2011 et 2012. En séparant le risque de crédit du risque de liquidité, les deux LTRO à trois ans ont permis de briser le cercle vicieux entre les dettes souveraines et les banques, ce qui a contribué à la stabilité financière en zone euro. En outre, une fois leurs besoins de fonds de refinancement satisfaits, les banques ont alloué une partie des liquidités restantes à l'achat d'obligations souveraines et privées. Néanmoins, l'effet positif des LTRO sur les marchés financiers ne s'est pas traduit sur l'expansion du crédit distribué par les banques. Les deux opérations de refinancement ont sans doute évité un effondrement annoncé du crédit bancaire au secteur privé, mais l'évolution de ce dernier depuis la fin 2011 est restée décevante.

Pas à pas, renforcer la zone euro

Agnès Bénassy-Quéré, Benjamin Carton, Christophe Destais, Sophie Piton, en collaboration avec Yves-Emmanuel Bara (Ecole Polytechnique)

Ce premier Policy Paper CEPII/G-MonD avait pour ambition de produire une analyse de la crise que traverse la zone euro, ses causes principales et les solutions apportées jusqu'à présent, afin d'en déduire les défis qu'il reste à affronter et de formuler des recommandations pour fournir une solution globale.

Les Européens n'ont agi jusqu'à présent que dans l'urgence pour résoudre la crise à laquelle ils sont confrontés. Ces tâtonnements ont été l'objet de nombreuses critiques et jugés insuffisants pour fournir une réponse globale. Mais l'union monétaire européenne est une expérience inédite. Pas à pas, des réponses ont été apportées aux quatre volets de la crise : la dette souveraine, les banques, la compétitivité et la gouvernance. Nous montrons que ces avancées partielles et successives ont permis d'ébaucher certains éléments d'une réponse globale à la crise de la zone euro. Concernant la dette souveraine, les européens ont peut-être fourni la réponse la plus élaborée avec la création d'un fonds de sauvetage permanent par les Etats Membres mais aussi grâce aux interventions de la Banque Centrale Européenne. Les projets d'union bancaire et de création d'un fonds commun de résolution sont des solutions, certes préliminaires, mais tout de même encourageantes

RÉFÉRENCE(S)

"La BCE au chevet de la liquidité bancaire",
M. Aglietta, B. Carton &
U. Szczerbowicz,
La Lettre du CEPII,
n° 321, mai.

RÉFÉRENCE(S)

"Ending the Euro Crisis:
Crossing the River by Feeling
the Stones",
A. Bénassy-Quéré, Y.-E. Bara,
B. Carton, C. Destais &
S. Piton,
G-MonD Policy Paper,
n° 1, novembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Pegging Emerging Currencies in the Face of Dollar Swings", V. Coudert, C. Couharde & V. Mignon, Document de travail CEPII, n° 2012-21, octobre.

concernant la crise bancaire. Le problème de la compétitivité est quant à lui plus complexe : concilier désendettement et dévaluation interne est délicat et peut mener vers un cercle dépressif. Enfin, nous doutons de la pertinence de la consolidation de la surveillance budgétaire ainsi que de son élargissement à la surveillance macroéconomique. Plusieurs sujets-clés font encore l'objet de débats au niveau européen, notamment : la stratégie d'ajustement à court-terme, la restructuration et la mutualisation des dettes et les nouveaux transferts de souveraineté, en particulier concernant la politique budgétaire et la surveillance bancaire. Afin de poursuivre les pas déjà empruntés par les Européens, nous fournissons plusieurs recommandations.

SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL ET POLITIQUE MONÉTAIRE

L'influence de la monnaie d'ancrage sur la dynamique des taux de change

Valérie Mignon, en collaboration avec Virginie Coudert (Banque de France) et Cécile Couharde (Université Paris-X Nanterre)

Une abondante littérature a été consacrée au choix du régime de change, mais la question reste ouverte, chaque régime comportant des avantages et des inconvénients. D'un côté, les régimes de taux de change fixes sont généralement considérés comme non viables à long terme, leur durée de vie moyenne étant inférieure à cinq ans. De l'autre, la plupart des pays émergents ont adopté un régime de change plus ou moins fixe depuis l'effondrement du système de Bretton Woods.

Une façon de concilier ces deux faits apparemment contradictoires est d'admettre que les pays adaptent continuellement leur régime de change en fonction de l'environnement extérieur. En particulier, un grand nombre de pays ont tendance à adopter des taux de change fixes, dévaluer sous les pressions du marché, puis revenir à une parité fixe par la suite.

Les ruptures d'ancrage peuvent provenir de divers facteurs, qu'il s'agisse de la détérioration des fondamentaux à l'intérieur du pays ou des pressions exercées par les marchés financiers internationaux. Dans cette étude, nous nous concentrons sur les ruptures d'ancrage liées aux fluctuations de la monnaie ancre contre les monnaies tierces. Dans la mesure où la plupart des ancrages ont été adoptés par des pays désireux de maintenir leur compétitivité à l'exportation en raison d'une croissance axée sur les exportations, l'ancrage à une monnaie qui s'apprécie peut être préjudiciable. En effet, cela implique une appréciation de la monnaie nationale vis-à-vis du reste du monde, et donc de son taux de change effectif réel. Par conséquent, il n'est pas surprenant qu'un certain nombre de pays abandonnent leur ancrage pendant les périodes où la monnaie d'ancrage s'apprécie par rapport aux devises tierces.

Nous testons l'hypothèse selon laquelle les monnaies liées au dollar sont plus susceptibles de desserrer leur ancrage lorsque le dollar s'ap-

précie, tout en restant ancrées à la monnaie américaine en dehors de ses périodes d'appréciation. À cette fin, nous estimons des modèles de régression non linéaires à transition lisse pour un échantillon de 28 monnaies de pays émergents sur la période 1994-2011.

Nos résultats montrent que même si les taux de change effectifs réels de la plupart de ces pays évoluent de pair avec le dollar en période de dépréciation, cette relation est souvent inversée lorsque la monnaie américaine s'apprécie au-delà d'un certain seuil. Ces effets non linéaires sont particulièrement marqués en Asie, où la croissance est tirée par les exportations.

Volatilité des taux de change dans un régime de change multipolaire

Agnès Bénassy-Quéré, en collaboration avec Yeganeh Forouhesh (Université Paris-Dauphine) et Jean Pisani-Ferry (Bruegel)

L'objectif de ce projet est de mesurer les implications qu'aurait une multipolarisation du SMI sur la volatilité des taux de change. Plus précisément, il s'agit d'étudier comment l'internationalisation du yuan pourrait modifier l'impact des chocs d'offre d'actifs et de commerce extérieur sur le taux de change euro-dollar, dans le cadre d'un modèle de portefeuille à trois pays et trois monnaies. La version statique du modèle montre que l'internationalisation du yuan (définie comme une part plus importante de cette monnaie dans les portefeuilles internationaux) serait neutre ou stabilisante pour le taux de change euro-dollar, quel que soit le régime de change chinois. La version dynamique du modèle (ajustement stock-flux) suggère que l'internationalisation du yuan rendrait les variations de change plus efficaces pour stabiliser les positions extérieures nettes après un choc commercial.

La zone franc CFA est-elle soutenable ?

Valérie Mignon, en collaboration avec Cécile Couharde (Université Paris-X Nanterre), Issiaka Coulibaly (Université Créteil), David Guerreiro (Université Paris-X Nanterre)

L'objet de cet article est d'expliquer pourquoi les pays de la zone franc CFA ont réussi à maintenir une union monétaire depuis plusieurs décennies alors qu'ils ne remplissent pas un grand nombre des critères d'une zone monétaire optimale (ZMO). Les économistes avancent souvent l'argument selon lequel l'optimalité serait définie par des critères trop restrictifs pour être adaptée aux unions monétaires formées sur la base de considérations plus politiques qu'économiques, comme c'est le cas pour la zone franc CFA.

Nous proposons une approche alternative qui met l'accent sur la soutenabilité de la zone franc CFA, plutôt que sur son optimalité. Une zone monétaire soutenable est définie comme une union monétaire qui empêche les pays membres de s'écarter définitivement de leurs sentiers d'équilibre. Nous testons cette hypothèse en évaluant le processus de convergence des taux de change réels vers l'équilibre

RÉFÉRENCE(S)

"The impact of Yuan Internationalization on the Euro-Dollar Exchange Rate",
A. Bénassy-Quéré &
Y. Forouheshfar,
Document de travail CEPII,
à paraître.

RÉFÉRENCE(S)

"Revisiting the Theory of OCAs: Is the CFA Franc Zone Sustainable?",
C. Couharde, S. Coulibaly,
D. Guerreiro & V. Mignon,
Document de travail CEPII,
n° 2012-13, juin.
En révision, *Journal of Macroeconomics*.

RÉFÉRENCE(S)

"Unconventional Monetary Policies in the United States (2007-2010) in the Light of the Japanese Experience (1999-2006)",
U. Szczerbowicz ,
Document de travail CEPIL,
à paraître.

pour les pays de la zone franc CFA et pour un ensemble d'autres pays d'Afrique subsaharienne, en recourant à l'approche comportementale du taux de change d'équilibre (BEER).

Nos résultats montrent que la zone franc CFA est soutenable, les taux de change réels revenant vers leurs sentiers d'équilibre, tandis que dans les autres pays d'Afrique subsaharienne ce processus d'ajustement est principalement guidé par les mouvements des taux de change nominaux. Cette conclusion, obtenue pour la zone franc CFA dans son ensemble, reste valable pour chaque pays membre, ce qui suggère que les ajustements de taux de change réels ont été facilités tant au niveau national que régional. Enfin, les résultats obtenus pays par pays montrent que les différences entre pays peuvent être attribuées à une certaine hétérogénéité en termes de spécialisation des exportations et de degré de persistance de l'inflation.

La politique monétaire non conventionnelle des Etats-Unis (2007-2010) au regard de l'expérience japonaise (1999-2006)

Urszula Szczerbowicz

Après la crise bancaire de 1997-1998 le Japon a connu un double processus de désendettement, de la part du secteur bancaire et des entreprises, suivi par la stagnation économique et les anticipations déflationnistes persistantes. Face à ces contraintes, la Banque du Japon a mis en place de nombreuses politiques monétaires non conventionnelles. L'expérience japonaise a été perçue comme une expérience isolée et non pertinente pour la conduite de la politique monétaire dans d'autres pays développés. Et pourtant, depuis le début de la crise des subprimes en 2007, les banques centrales du monde entier ont mis en place des politiques monétaires non conventionnelles qui ont de loin dépassé les mesures japonaises. Cet article compare les mesures non conventionnelles aux États-Unis (2007-2010) avec la première expérience de politique non-conventionnelle menée au Japon (1999-2006).

Nous décrivons tout d'abord la façon dont les mesures non orthodoxes ont été prises par la Réserve Fédérale (Fed) et la Banque du Japon (BdJ) et nous soutenons que la gestion du bilan de la Fed était axée sur les actifs, alors que la gestion du bilan de la BdJ était axée sur le passif de la banque centrale. Nous étudions ensuite l'impact des mesures non conventionnelles sur les bilans des banques privées, et en particulier sur leurs prêts aux autres banques, les entreprises et les ménages. Le crédit interbancaire a ralenti dans les deux pays, mais aux États-Unis dans une mesure beaucoup plus importante. Le crédit aux entreprises a, par ailleurs, diminué plus au Japon en raison d'un double processus de désendettement : par les entreprises et les institutions financières. Nous discutons enfin de l'efficacité des politiques monétaires non-conventionnelles de la Fed et de la BdJ. Il apparaît qu'au Japon, c'est la gestion des anticipations qui a contribué à réduire les taux à long terme, alors qu'aux États-Unis l'effet de rééquilibrage du portefeuille s'est révélé plus efficace.

DÉVELOPPEMENT FINANCIER, ACCÈS AU CRÉDIT ET PERFORMANCES DES ENTREPRISES

L'incidence fiscale des taxes bancaires

Gunther Capelle-Blancard et Olena Havrylchyk

En réaction à la crise récente et parallèlement aux initiatives réglementaires, on a vu fleurir de nombreux projets visant à une augmentation de la fiscalité sur les activités bancaires. Ces projets diffèrent par leurs modalités (quel périmètre ? quelle assiette ? quel taux ?) et par leurs objectifs. Certaines initiatives ont déjà vu le jour, notamment en Europe, d'autres sont en discussion.

Indépendamment de cela, une question cruciale se pose, celle de l'incidence fiscale. Qui supporte in fine la charge fiscale : les banques ou leurs clients ? Une augmentation de la taxation des activités financières aura pour effet, au moins indirectement, de contraindre la sphère financière et l'on peut dès lors s'inquiéter des conséquences pour l'économie. Étonnamment, le débat sur l'impact de la taxation des activités financières est peu nourri par l'expertise académique.

Cette étude examine empiriquement la capacité des banques à transmettre la charge fiscale à leurs clients. Bien qu'essentielle, cette question n'a pas reçu jusque-là beaucoup d'attention. Quelques études empiriques ont montré que les banques répercutaient sur leurs clients une partie de l'impôt sur les sociétés qui leur incombait, mais ces études souffrent de nombreux problèmes méthodologiques (endogénéité, variable omise, mauvaise spécification de la charge fiscale) et aucune ne tient compte du pouvoir de marché des banques, ni du degré de concurrence. Enfin, leur résultat est d'autant plus surprenant que la taxation des revenus – contrairement aux taxes sur les produits – n'affecte pas la stratégie de la firme et ne devrait donc pas avoir d'incidence.

Les résultats économétriques (qui portent sur 1 411 banques commerciales européennes sur la période 1992-2008) n'indiquent pas que les banques transfèrent leur charge fiscale à leurs clients : aucun lien n'est mis en évidence entre leur taux effectif d'imposition et leur marge d'intérêt. Cela contredit donc les études antérieures et ce désaccord n'est pas lié à des différences d'échantillonnage mais bien à la façon dont nous traitons plusieurs problèmes méthodologiques des estimations précédentes. En outre, l'étude montre que l'incidence fiscale n'est guère sensible au degré de concurrence ni au pouvoir de marché des banques.

Les effets microéconomiques du développement financier sur la croissance

Maria Bas, en collaboration avec Antoine Berthou (Banque de France)

La réforme bancaire qui a eu lieu en Inde au milieu des années 1990 a constitué une étape importante du développement financier du pays. Nous étudions l'impact de l'expansion du crédit sur la croissance de la production et des investissements en capital des entreprises indiennes

RÉFÉRENCE(S)

"The Ability of Banks to Shift Corporate Income Taxes to Customers",
G. Capelle-Blancard &
O. Havrylchyk,
Document de travail CEPII,
à paraître.

RÉFÉRENCE(S)

"The Unequal Effects of Financial Development on Firms' Growth in India",
M. Bas & A. Berthou,
Document de travail CEPII,
n° 2012-22, octobre.

et cherchons à voir si cet impact est différent selon les caractéristiques des entreprises.

La réforme bancaire peut favoriser la croissance économique par deux mécanismes. Tout d'abord, l'expansion du crédit relâche les contraintes de financement des entreprises et leur permet d'investir davantage. Le deuxième mécanisme consiste en un effet de sélection des entreprises. Ainsi, la réforme du secteur bancaire indien qui a permis aux banques privées, et notamment aux banques étrangères, de développer de nouvelles filiales a augmenté la concurrence sur le marché du crédit. Or la concurrence pour attirer les entreprises les plus performantes et les moins risquées, qui sont généralement des entreprises de taille importante, peut conduire les banques à favoriser davantage celles-ci que les petites entreprises moins rentables. Dans ce cas, l'analyse micro-économique devrait révéler un impact différencié du développement financier sur la croissance des entreprises selon leurs caractéristiques.

Nous analysons ces questions en utilisant une base de données des entreprises manufacturières indiennes sur les années 1997-2006 marquées par une croissance économique rapide et d'importants changements structurels. Nous étudions comment les changements dans le niveau du crédit rapporté au PIB dans les différents états indiens ont affecté la croissance des entreprises. Nos résultats montrent que le développement financier a accéléré la croissance des entreprises indiennes. Ils suggèrent également que l'effet du développement financier est hétérogène : l'expansion du crédit a un effet plus important sur les entreprises initialement plus grandes, plus productives et plus rentables. Cette différenciation est moins marquée dans les secteurs faisant davantage appel aux ressources financières externes. La distinction s'opère alors entre grandes et moyennes entreprises pour lesquelles l'impact du développement du crédit est le plus fort et les petites entreprises où il est moindre. Ces résultats suggèrent qu'en Inde, la réallocation des ressources financières est une composante importante de l'impact du développement financier sur la croissance économique agrégée.

Un autre projet, relativement similaire, était prévu sur les données indiennes. Il s'agissait précisément d'étudier les effets de la propriété et de l'origine des banques sur l'accès aux crédits et sur le coût de financement des entreprises. Ce projet, non prioritaire, a été supprimé au profit d'une étude sur l'impact des nouvelles taxes bancaires sur le coût des financements en Hongrie.

RÉFÉRENCE(S)

"Quand la finance ne sert plus la croissance", C. Boucher, G. Capelle-Blancard, J. Couppey-Soubeyran & O. Havrylchyk, *L'économie mondiale 2013*, Coll. Repères, La découverte, Paris, 2012.

L'évolution de l'intermédiation financière

Gunther Capelle-Blancard et Olena Havrylchyk, en collaboration avec Jézabel Couppey-Soubeyran (Université Paris 1)

Avec la crise qui se prolonge, l'opinion publique est de plus en plus hostile au secteur financier. Les mouvements de contestation, tels que "Les Indignés" ou "Occupy Wall-Street", traduisent bien cette exaspération générale de la population. À quoi sert la finance ? La finance est-elle (socialement) utile ? Encore récemment, ces questions auraient paru saugrenues, tant il était admis – au moins parmi

les économistes – que la finance ne pouvait avoir qu'un rôle positif sur la croissance. Les turbulences financières récurrentes et la crise sans précédent que traversent les économies développées remettent toutefois en question l'analyse des relations entre la sphère financière et l'économie "réelle".

Le secteur financier est, à n'en pas douter, indispensable au bon fonctionnement de l'économie. Il assure la gestion des moyens de paiement, facilite l'allocation du capital, la mise en commun de l'épargne, le partage des risques, le contrôle et la surveillance des entreprises, et favorise la production et la diffusion d'informations. Sans remettre en cause les apports essentiels de la finance, il s'agit de s'interroger sur les excès et les dysfonctionnements constatés ces dernières années. La finance doit servir l'économie réelle et non se servir elle-même. Cela appelle une réflexion sur les qualités d'un bon système financier, sur la juste taille et la juste place de la sphère financière et donc aussi sur la nature des régulations propres à contenir ses débordements.

Le renouveau de la littérature actuelle consacrée au lien entre finance et croissance invite à reconsidérer le niveau de développement financier qui reste profitable à la croissance économique. Les contributions récentes sur le sujet tendent à montrer qu'au-delà d'un certain seuil (tel qu'un ratio crédit/PIB de 110 % que quasiment toutes les grandes économies de l'OCDE dépassent depuis plusieurs années), la finance n'a plus d'influence positive sur le développement économique. Au-delà de ce seuil, les effets parasites de la finance et l'instabilité qui l'accompagne l'emporteraient et nuiraient à la croissance.

Restructurations et licenciements boursiers

Gunther Capelle-Blancard, en collaboration avec Fabien Tripier (Université de Nantes) et Delia Tatu (EBS)

Plus de cinq ans après le début de la crise, sur le front de l'emploi la situation continue de se dégrader. De nombreuses entreprises, qu'elles soient européennes ou étrangères, continuent de se restructurer. Si certaines restructurations sont liées à la crise elle-même, il existe aussi en Europe un mouvement de fond visant à élever continuellement la productivité par des restructurations fréquentes, notamment dans le secteur manufacturier. L'agence EMCC (European Monitoring Centre on Change), financée par la Commission européenne, collecte quotidiennement des informations sur les restructurations dans les 27 pays membres de l'Union européenne et en Norvège, depuis 2002. Cette base harmonisée est construite à partir d'une analyse systématique de la presse économique. Cette base est exhaustive, dès lors qu'il s'agit de restructurations conduisant au licenciement d'au moins 100 salariés ou d'au moins 10 % des salariés pour les entreprises de plus de 250 salariés. Malgré sa grande qualité, cette base a été très peu exploitée.

L'objectif de ce travail est d'examiner la façon dont les investisseurs évaluent ces plans de restructurations, de mesurer l'impact de la conjoncture nationale et internationale, ainsi que les différences éventuellement liées à la législation du travail.

RÉFÉRENCE(S)

"Stock Market Reaction to Layoff Announcements: European Evidence (2002-2010)",
G. Capelle-Blancard,
F. Tripier & D. Tatu,
Document de travail CEPii,
à paraître.

RÉFÉRENCE(S)

"L'imposition des entreprises du secteur financier est-elle ajustée à leur capacité contributive ?", G. Capelle-Blancard & J. Couppey-Soubeyran, *La fiscalité des entreprises du secteur financier, Rapport particulier n° 3, Conseil des Prélèvements Obligatoires*.

"La taxation des activités bancaires sous l'angle de la régulation financière", G. Capelle-Blancard & J. Couppey-Soubeyran, *La fiscalité des entreprises du secteur financier, Rapport particulier n° 4, Conseil des Prélèvements Obligatoires*.

La réaction des marchés boursiers aux annonces de licenciements dépend fondamentalement de la perception des investisseurs quant au "signal" envoyé par l'entreprise. Dans l'ensemble, les entreprises européennes de notre échantillon ont connu une baisse de leur capitalisation boursière de l'ordre de -0,2 % (sur une fenêtre de trois jours autour de l'annonce). Cependant, étendre l'analyse aux caractéristiques spécifiques de licenciement et d'autres variables caractérisant l'environnement sectoriel et macroéconomique des pays de restructuration, montre que la réaction du marché boursier est fortement corrélée avec les raisons indiquées dans l'annonce, la fréquence d'apparition des mises à pied et le contexte macro-économique. En outre, certains indicateurs du marché du travail, comme la législation en matière de protection de l'emploi, le coût du travail ou le taux chômage jouent un rôle significatif sur la réaction des investisseurs.

La fiscalité des entreprises du secteur financier

Gunther Capelle-Blancard, en collaboration avec Jézabel Couppey-Soubeyran (Université Paris 1)

La crise financière a surpris la plupart des observateurs et mis en lumière de graves dysfonctionnements du système financier et du dispositif de supervision. Depuis 2007, la crise n'a cessé de s'approfondir, mobilisant l'aide des Etats, et les scandales impliquant les établissements financiers se sont multipliés (pertes de trading de la Société Générale en 2008, d'UBS en 2011, de JP Morgan en 2012, affaire Madoff, manipulation du LIBOR...). Dans ce contexte, les autorités se sont résolues à réformer la régulation de leur secteur bancaire et financier. Par ailleurs, la crise, par ses lourdes conséquences sur l'économie réelle ainsi que par les fonds publics mobilisés, a profondément détérioré la situation des finances publiques. Cette situation relance les réflexions autour d'une réforme fiscale du secteur financier.

Il s'agit d'un double rapport d'étude qui s'inscrit dans les réflexions du Conseil des Prélèvements Obligatoires sur la fiscalité des entreprises du secteur financier. La première question posée est de savoir si l'impôt payé par les entreprises financières est à la hauteur de leur capacité contributive. La seconde question abordée est celle l'articulation entre la fiscalité et la régulation.

Il ressort notamment du premier rapport que, quelle que soit la méthode retenue, le taux d'imposition implicite des banques a nettement baissé au cours des dernières décennies. En France, par exemple, entre 1996 et 2011, le montant des impôts sur le revenu et sur la production des banques a augmenté d'environ 50%, alors que dans le même temps, le produit net bancaire a doublé et, avant que la crise n'éclate, leurs profits ont été multipliés par dix. Le taux d'imposition implicite moyen des banques qui était de 35 % sur la période 1988-1994, a baissé à 26 % sur 1995-2001, puis à 13 % sur la période 2002-2009. La baisse est encore plus marquée pour les grandes banques commerciales qui, sur la période 2002-2009, affichent un taux moyen de 8 %. Ce faible taux n'est vraisemblablement pas sans lien avec l'internationalisation des grands groupes bancaires. Le nombre de filiales

à l'étranger se compte en effet, pour la plupart des groupes bancaires, par centaines, renforçant leur capacité à tirer avantage des différences réglementaires et fiscales. De plus, 10 à 20 % des filiales étrangères des grandes banques françaises sont localisées dans les centres financiers offshores. Par ailleurs, en raison du sauvetage que les pouvoirs publics leur assurent en cas de défaillance, les grandes banques bénéficient de substantiels avantages (rating plus élevé, coût de financement moindre) estimés à plusieurs dizaines de milliards d'euros dépassant de loin, le plus souvent, les montants d'impôts payés par les grands établissements de chaque pays. L'impôt payé par les établissements bancaires n'incorpore clairement pas le prix de cette protection.

Le second rapport défend l'idée selon laquelle une taxe additionnelle sur les activités bancaires pourrait constituer un instrument de régulation financière complémentaire de la réglementation. Les normes de fonds propres permettent de constituer un coussin de capital pour prévenir les faillites individuelles (coussin microprudentiel) alors que des taxes peuvent servir à alimenter un fonds permettant d'intervenir en cas de crise au niveau de l'ensemble du secteur (coussin macroprudentiel). En revanche, une taxe sur les transactions financières n'a pas les vertus pigouviennes qu'on lui prête habituellement. Les études empiriques montrent en effet qu'elle n'a pas d'effet négatif significatif sur la volatilité des marchés. Cependant, précisément parce qu'elle n'est pas "distorsive", une telle taxe peut constituer une manne de revenus non négligeables, compte tenu du volume élevé des transactions financières.

ENERGIE, MATIÈRES PREMIÈRES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Politique monétaire et prix des produits alimentaires

Benjamin Carton, Dramane Coulibaly, en collaboration avec Marc Pourroy (Université Paris 1)

Les pays les moins avancés sont caractérisés par une part importante des produits alimentaires dans la consommation des ménages et une part importante de produits alimentaires non échangeables. Dans ce contexte, la forte variabilité des prix des matières premières affecte ces pays de façon différente que les pays les plus avancés, ce qui peut modifier la façon dont la politique monétaire doit réagir à de tels chocs. Nous construisons un modèle d'équilibre général néo-keynésien calibré sur trois types de pays (pays les moins avancés, pays intermédiaires et pays développés) afin d'estimer dans chaque cas la politique monétaire optimale en présence de volatilité des prix agricoles.

A partir de ce modèle, nous montrons que face à la volatilité des prix agricoles, les pays développés doivent de façon optimale stabiliser l'inflation sous-jacente (hors produits agricole dans notre contexte) plutôt que l'inflation totale. Dans les pays les moins avancés, la présence de produits agricoles non échangeables mais dont le prix est affecté par les prix mondiaux est un argument pour stabiliser les prix à la consommation alimentation incluse plutôt que l'inflation sous-jacente.

RÉFÉRENCE(S)

"Food Prices and Inflation Targeting in Emerging Economies",
M. Pourroy, B. Carton &
D. Coulibaly,
Document de travail CEPII,
n° 2012-33, novembre.

RÉFÉRENCE(S)

"On the Links between Stock and Commodity Markets' Volatility",
A. Creti, M. Joëts & V. Mignon,
Document de travail CEPII,
n° 2012-20. A paraître dans
Energy Economics.

L'incidence de la réglementation financière sur la dynamique des prix sur les marchés énergétiques

Valérie Mignon, en collaboration avec Anna Creti (Université Paris Ouest), Marc Joëts (Université Paris Ouest)

Cet article contribue à la littérature récente portant sur les relations entre les marchés des matières premières et les marchés boursiers. Plus précisément, l'objectif est d'étudier si l'on assiste à une financiarisation des marchés de matières premières. A cette fin, la dynamique des corrélations entre les deux types de marchés est étudiée, pour analyser si celles-ci évoluent en fonction de la conjoncture – haussière ou baissière – des marchés. Une attention particulière est accordée à la récente crise financière de 2007-2008 en examinant si celle-ci a renforcé ou perturbé les liens entre les marchés boursiers et les marchés des matières premières.

Des modèles de volatilité avec corrélations conditionnelles dynamiques (approche DCC-GARCH) sont utilisés afin d'appréhender l'évolution des corrélations entre les deux types de marchés au cours du temps. L'échantillon est constitué de 25 matières premières couvrant différents secteurs sur la période allant du 3 janvier 2001 au 28 novembre 2011. Considérer un large panel de matières premières (énergie, métaux, produits agricoles, alimentaires...) permet d'étudier, d'une part, si celles-ci constituent une classe d'actifs homogène au regard de leurs liens avec les marchés boursiers, et, d'autre part, si la crise a engendré une financiarisation des marchés de matières premières.

Les résultats montrent que les corrélations entre les marchés des matières premières et des actions évoluent au cours du temps et sont fortement volatiles, en particulier depuis la crise financière de 2007-2008. Cette dernière a joué un rôle-clé, en renforçant les liens entre les deux types de marchés, mettant ainsi en évidence une financiarisation accrue des marchés de commodités. Au niveau individuel, le pétrole, le café et le cacao sont soumis à la spéculation, tandis que l'or joue le rôle de valeur refuge.



Annexes

Annexe



*Les publications
du CEPII*

INTERNATIONAL ECONOMICS

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

N° 129 – 1^{er} trimestre 2012

"Fiscal Asymmetries and the Survival of the Euro Zone", Paul R. Masson.

"Learning from International Activities? A Microeconomic Analysis of First-Time Innovators", Alexandre Gazaniol.

"Bilateral Trade, Colonial Heritage and Common Currency Arrangement: An Oceanian perspective", Laïsa Ro'i & Marc-Alexandre Sénégas.

"Energy Consumption and Economic Growth in Sub-Saharan Africa: An Asymmetric Cointegration Analysis", Olayeni Olaolu Richard.

"Crude Oil Market Efficiency: An Empirical Investigation via the Shannon Entropy", Walid Mensi, Chaker Alaoui & Khuong Nguyen.

N° 130 – 2^e trimestre 2012

"Europe and the World Economy at the Tipping Point", Michel Aglietta.

"Does Greater Economic Openness Grasp the Elements of Inflation 'Surprise'? New Evidence Using Panel Data Techniques", Sarfaraz Ali Shah Syed.

"Foreign Exchange Reserves in a Credit Constrained Economy", Kurmaş Akdoğan.

"Misalignment Under Different Exchange Rate Regimes: the Case of Turkey", Sengül Dağdeviren, Ayla Oğuş Binatlı & Niloufer Sohrabji.

"MAcMap-HS6 2007, an Exhaustive and Consistent Measure of Applied Protection in 2007", Houssein Guimbard, Sébastien Jean, Mondher Mimouni & Xavier Pichot.

N° 131 – 3^e trimestre 2012

"The Task Composition of Offshoring by U.S. Multinationals", Lindsay Oldenski.

"Macroeconomic Transmission of Eurozone Shocks to Emerging Economies", Bilge Erten.



Rédacteurs en chef:
V. Mignon & F. Toubal.

www.international-economics.eu

"Oil Price Shocks and Gold Returns", Thai-Ha Le & Youngho Chang.

"Assessing the Financial Integration of Central and Eastern European Countries with the Euro Area: Evidence from Panel Data Cointegration Tests", Salem Boubakri, Cécile Couharde & Cyriac Guillaumin.

"Regional Integration and Natural Resources: who Benefits? Evidence from MENA", Céline Carrère, Julien Gourdon & Marcelo Olarreaga.

N° 132 – 4^e trimestre 2012

"The Composition and Cyclical Behavior of Trade Flows in Emerging Economies", Reinout De Bock.

"The Impact of External Shocks in East Asia: Lessons from a Structural VAR Model with Block Exogeneity", Jean-Pierre Allegret, Cécile Couharde & Cyriac Guillaumin.

"Effects of Loan Loss Provisions on Growth in Bank Lending: Some International Comparisons", Vincent Bouvatier & Laetitia Lepetit.

"Foreign Ownership and Firm Survival: First Evidence for Enterprises in Germany" Joachim Wagner, John Philipp Weche Gelübcke.

"Tax Reform and Coordination in a Currency Union", Benjamin Carton

LA LETTRE DU CEPII

Ne laissons pas la crise de la zone euro s'étendre à l'Asie

A. Bénassy-Quéré, He Fan, M. Kawai, Tae Joon Kim, Yung-Chul Park, J. Pisani-Ferry, D. Vines & Yu Yongding, n° 318, janvier

Alors que la crise de la dette souveraine s'approfondit, les partenaires de l'Europe hésitent toujours à offrir leur aide à la zone euro. Ils considèrent que l'Union doit avant tout s'appuyer sur ses propres ressources et résoudre ses problèmes de gouvernance. Pourtant, cette crise constitue une nouvelle menace pour les autres pays, plus particulièrement en Asie. L'Europe ne représente pas seulement un grand marché dont il faut garantir la solvabilité, mais les pays asiatiques pourraient avoir un intérêt spécifique à la survie de l'euro qui, au cours la prochaine décennie, constituera encore la seule alternative crédible au dollar comme monnaie internationale. Une augmentation des ressources du Fonds Monétaire International semble être le meilleur moyen de fournir une aide financière, en contrepartie de nouvelles réformes de la gouvernance du Fonds. Les pays asiatiques peuvent également contribuer à la résolution de la crise en offrant des marchés dynamiques aux entreprises européennes à travers un rééquilibrage plus rapide de la croissance chinoise et une ouverture croissante des marchés. Cette Lettre du CEPII s'appuie sur la septième réunion du Forum économique Asie-Europe qui s'est tenue à Séoul le 9 décembre 2011.

Désajustements des taux de change effectifs réels dans la zone euro

B. Carton & K. Hervé, n° 319, avril

La résolution de la crise des dettes souveraines en zone euro repose entre autres sur un ajustement réussi des prix relatifs entre les États membres. Nous évaluons ici l'ampleur des ajustements requis à l'aide d'une méthode de calcul des taux de change effectifs réels de type FEER (taux de change d'équilibre fondamental). Puis nous proposons deux scénarios d'ajustement selon les niveaux d'inflation acceptés dans les pays excédentaires, ainsi que dans l'ensemble de la zone euro. Sans un relèvement provisoire de l'objectif d'inflation de la BCE, le Portugal et la Grèce ne pourront pas réduire significativement leur surévaluation avant la fin de la décennie.

Rééquilibrage du commerce extérieur chinois

F. Lemoine & D. Ünal, n° 320, mai 2012

La Chine a été un acteur majeur dans la montée des déséquilibres mondiaux au milieu des années 2000. Elle a réduit son excédent commercial global depuis 2007, mais conserve des excédents massifs sur les États-Unis et l'Europe. Sa demande d'importation s'est principalement adressée à ses voisins asiatiques et aux pays producteurs



Rédacteur en chef:
G. Capelle-Blancard.

La Lettre du CEPII
est disponible
sur www.cepii.fr

de matières premières. Elle a quand même profité à l'Europe qui a amélioré sa position sur le marché des biens de consommation. Le rééquilibrage de la demande intérieure vers la consommation apparaît plus que jamais nécessaire à la croissance chinoise, du fait du ralentissement de la demande internationale, et on peut espérer qu'il soit bénéfique à l'Europe.

La BCE au chevet de la liquidité bancaire

M. Aglietta, B. Carton & U. Szczerbowicz, n° 321, mai

Les tensions sur le marché de la dette souveraine, le processus de nettoyage du bilan des banques et les signes de récession apparus fin 2011 ont obligé la Banque centrale européenne à mettre en œuvre une série de mesures non-conventionnelles d'ampleur de plus en plus importante. Ces mesures ont permis une accalmie provisoire sur les marchés. Au-delà de cet épisode, la crise financière qui a débuté en août 2007 a souligné la nécessité, pour la BCE, de soutenir la stabilité financière et de répondre à l'hétérogénéité croissante des situations économiques au sein de la zone euro. Cette nouvelle donne exclut toute "normalisation" de l'action de la BCE et demande une redéfinition de ses objectifs et de ses instruments.

Crise de la zone euro : quelles conséquences pour les économies africaines ?

M. Le Goff, n° 322, juin

La zone euro joue un rôle clef dans l'intégration du continent africain à l'économie mondiale. Bien que les relations économiques avec les nouveaux émergents se développent rapidement, beaucoup de pays africains ont conservé des liens étroits avec les vieilles puissances européennes qui absorbent une part significative de leurs exportations de matières premières et leur fournissent des investissements directs étrangers et de l'aide publique au développement. C'est aussi de ces pays que sont envoyés la majorité des fonds issus des migrations à destination de l'Afrique. Nous examinons dans quelle mesure la crise de la zone euro est susceptible d'affecter les économies africaines. Les pays d'Afrique du Nord, fortement dépendants des importations de la zone euro sont parmi les plus exposés. C'est le cas aussi des petits pays insulaires qui, de surcroît, devraient pâtir d'un fléchissement du tourisme. Les pays d'Afrique sub-saharienne risquent, eux, d'être victimes d'une baisse de l'aide publique au développement. La crise met ainsi en lumière la fragilité, pour les pays d'Afrique, du partenariat européen et devrait les inciter à renforcer encore leurs liens avec les pays émergents et à développer les relations économiques intra-régionales.

La protection commerciale dans le monde

H. Guimbard, n° 323, juillet

Bien que le cycle de négociations multilatérales de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ouvert à Doha il y a dix ans n'aboutisse

toujours pas, les pays ne restent pas inactifs dans le domaine des politiques commerciales. Pour rendre compte de ces évolutions, le CEPII et le Centre du Commerce International (CCI, Genève) proposent, depuis 2001, une base de données harmonisée où les différents outils de protection tarifaire sont convertis en un unique équivalent ad valorem (i.e. exprimé en pourcentage de la valeur). Cette Lettre présente les résultats de la dernière version de cette base de données (MACMap-HS6). Celle-ci fournit les protections tarifaires appliquées par 170 pays importateurs à 220 pays exportateurs, pour plus de 5 000 produits en 2007, ce qui permet d'établir un panorama récent de la protection commerciale dans le monde. Il ressort que la libéralisation commerciale se poursuit au niveau mondial. L'agriculture, qui ne pèse toutefois qu'environ 10 % du commerce mondial, reste très protégée (avec un droit de douane moyen au niveau mondial de 15,9 %), loin devant le textile (9,2 %) et le reste de l'industrie manufacturière (3,4 %). Notons enfin que l'Europe est le continent le plus ouvert aux importations mondiales, notamment vis-à-vis des pays les plus pauvres, mais bénéficie en contrepartie d'un accès privilégié à leur marché.

Peut-on dévaluer sans dévaluer ?

Y.-E. Bara, S. Piton, n° 324, août

La crise actuelle a révélé la menace que font peser les déséquilibres courants sur l'existence même de la zone euro. En l'absence d'une réponse fédérale, des efforts nationaux de rééquilibrage seront nécessaires. Deux stratégies d'ajustement sont possibles : la dévaluation externe ou la dévaluation interne. Les expériences irlandaise et lettone montrent que la dévaluation interne est un processus lent qui ne permet qu'un ajustement limité au prix de coûts sociaux persistants. L'Argentine et l'Islande, qui ont laissé leur monnaie se déprécier, ont eux subi une thérapie radicale : un ajustement conséquent et immédiat qui a permis une reprise relativement rapide. Plus efficace, la dévaluation externe ne semble pourtant pas à portée des pays de la zone euro tant les coûts d'une sortie sont considérables. Les processus de dévaluation interne devront sûrement être facilités par un effort européen.

Les ressources naturelles : enjeu clef dans l'intégration régionale des pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient

C. Carrère, J. Gourdon & M. Olarreaga, n° 325, septembre

On attend une plus grande intégration commerciale dans la région de Moyen Orient et Afrique du Nord suite à l'achèvement de l'accord sur la Zone Arabe de Libre Échange (ZALE) en 1998. Cependant, ses études récentes suggèrent que la région comprend à la fois des pays riches et des pays pauvres en ressources naturelles, comme dans la ZALE, les pays riches en ressources risquent de subir un détournement de commerce. Notre recherche empirique montre qu'il y a eu détournement de commerce dans le seul cas de la ZALE et, qu'effectivement, la principale source de détournement de commerce a été, pour les pays riches en ressources, la substitution des importations en

provenance du reste du monde par des importations en provenance des pays partenaires pauvres en ressources. Ceci pourrait expliquer la réticence des pays riches en ressources à approfondir ce type d'accord.

Croissance économique turque : aux sources des "dix glorieuses"

Deniz Ünal, n° 326, novembre

74 millions d'habitants, une puissante industrie automobile, un PIB par tête qui la place en seconde position des grands émergents derrière la Russie : il y a loin, très loin, de la Turquie d'aujourd'hui, à celle, autarcique, des débuts de la République, qui n'abritait en 1923 que 14 millions d'habitants, dont trois quarts de paysans illettrés. La plongée aux sources de sa vitalité montre que le "modèle turc" résulte d'une lente et tâtonnante construction d'un régime démocratique et d'une économie de marché tout à fait spécifiques. Aussi du pragmatisme vertueux dont a su faire preuve, sur le plan économique, le parti islamiste au pouvoir depuis dix années qui s'avèrent "Dix glorieuses" mais débouchent sur des inquiétudes.

L'internationalisation de la grande distribution : un atout pour les exportateurs de produits agro-alimentaires?

C. Emlinger & K. Latouche, n° 327, décembre

La saturation des marchés domestiques ainsi que l'ouverture et la croissance des marchés émergents ont amené les enseignes de la grande distribution européenne et américaine à s'internationaliser. Ce phénomène, en pleine expansion, a un effet d'entraînement sur le commerce de produits agro-alimentaires des pays d'origine, à destination des pays hôtes. Compte tenu de la place de la France dans la grande distribution mondiale, cet effet constitue un avantage compétitif pour le secteur agro-alimentaire d'autant plus important que les distributeurs français sont plutôt implantés dans les pays émergents où la grande distribution n'est pas encore très développée.

La présence chinoise en Afrique

A. Chevallier, n° 328, décembre

Emblématique de la nouvelle géographie économique mondiale, la place que les produits, capitaux et travailleurs chinois occupent aujourd'hui en Afrique suscite de nombreuses réactions. Les réserves en devises considérables de la Chine font craindre, notamment chez les partenaires "traditionnels" de l'Afrique, sa mainmise sur les ressources du continent. Faute de données précises et cohérentes, des informations parcellaires alimentent les discours les plus alarmistes. De quels éléments dispose-t-on pour apprécier l'ampleur de la présence chinoise en Afrique et pour qualifier l'influence que cette présence a sur le développement africain ?

THE CEPII NEWSLETTER

N° 49, 1st Quarter 2012

Focus

"Which Trade Policy for European Competitiveness? The Case of Services"

On the Research Agenda

"Unconventional Monetary Policies in the Eurozone", M. Aglietta, B. Carton & U. Szczerbowicz

"How Frequently Do Firms Export? Evidence for France", G. Békés, L. Fontagné, B. Muraközy & V. Vicard

"Regional Integration and Natural Resources: Evidence from Middle East and North Africa", C. Carrère, J. Gourdon & M. Olarreaga

"Are Export Support Programs Effective? Evidence from Tunisia", O. Cadot, A. Fernandes, J. Gourdon & A. Mattoo

Databases

"MAcMap-HS6 2007", H. Guimbard

"Revising CEPII World Growth Projections to 2050: Focus on Education and Female Participation to the Labor Force", J. Fouré

N° 50, 2nd Quarter 2012

Focus

"China: the Long Way to a Balanced Economy"

On the Research Agenda

"The Effect of Non Tariff Measures on Trade", J. Gourdon & O. Cadot

"Product Standards and Margins of Trade: Firm Level Evidence", L. Fontagné, G. Orefice, R. Piermartini & N. Rocha

"Product Relatedness and Firm Exports in China", S. Poncet & F. Starosta de Waldemar

"Border Carbon Adjustment and Potential Trade Retaliation: an Evaluation with MIRAGE-e", J. Fouré, H. Guimbard & S. Monjon

"Assessing the Price-Raising Effect of Non-Tariff Measures in Africa", J. Gourdon

Databases

"Product-Level Relatedness", S. Poncet



Rédacteur en chef:
D. Pianelli.

The CEPII Newsletter
est disponible sur
www.cepii.fr.

N° 51, 4th Quarter 2012

Focus

"Unconventional Monetary Policies"

On the Research Agenda

"How House Prices Influence Unemployment: Cross-Country Evidence", F. Geerolf & T. Grjebine

"The BRICs", A. Goldstein & F. Lemoine

"Does Input-Liberalization Affect Firms' Choice of Technology?", M. Bas & A. Berthou

"Have the ECB Unconventional Monetary Policies Lowered Market Borrowing Costs for Banks and Governments?", U. Szczerbowicz

"Unconventional Monetary Policies in the United States (2007-2010) in the Light of the Japanese Experience (1999-2006)", U. Szczerbowicz

L'ÉCONOMIE MONDIALE 2013

"Introduction"

A. Bénassy-Quéré & A. Chevallier

"I. L'économie mondiale cinq ans après la crise financière"

A. Chevallier

"II. L'économie américaine à la veille de l'élection présidentielle et les enjeux de la campagne"

C. Destais

"III. Chine : horizon 2030"

M. Aglietta

"IV. Brésil : l'avenir est-il pour maintenant ?"

C. Terra

"V Quand la finance ne sert plus la croissance"

C. Boucher, G. Capelle-Blancard, J. Couppey-Soubeyran & O. Havrylchyk

"VI. La montée des échanges Sud-Sud dans le commerce mondial"

J.-R. Chaponnière & M. Lautier

"VII. Le commerce international des déchets"

S. Bernard, D. Dussaux, M. Fodha & M. Glachant

"Base de données sur l'économie mondiale"

C. Herzog



Sous la direction
d'A. Bénassy-Quéré
& A. Chevallier.
Collection Repères,
Éditions La Découverte.

LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU CEPII

**"Optimal Food Price Stabilization
in a Small Open Developing Country"**

C. Gouel & S. Jean

Cet article propose un modèle d'analyse des politiques de stabilisation des prix alimentaires dans un pays en développement ouvert au commerce international. Sans intervention publique, la dynamique des prix est dictée par les chocs productifs domestiques et par le prix mondial. Nous considérons des politiques de stockage et des politiques commerciales dont le fonctionnement est optimisé pour maximiser le bien-être social, sachant que les consommateurs sont averses au risque et les marchés incomplets. Une politique optimale de stockage nuit aux consommateurs dans la mesure où ses effets stabilisateurs se dissipent sur le marché mondial. En revanche, la combinaison optimale d'une politique commerciale et d'une politique de stockage constitue un puissant instrument de stabilisation des prix intérieurs. Cette politique inclut des taxes sur les exportations, dommageables pour les partenaires commerciaux du pays considéré. S'interdire de les utiliser est néanmoins coûteux et conduit à des transferts importants des consommateurs vers les producteurs.

**"The Discriminatory Effect of Domestic Regulations
on International Services Trade"**

M. Crozet, E. Milet & D. Mirza

Dans le domaine des services, les négociations commerciales, menées dans le cadre du GATS ou d'accords régionaux, portent essentiellement sur les réglementations qui ont un caractère discriminant vis-à-vis des producteurs étrangers. Ces réglementations sont en effet directement assimilables à des barrières non-tarifaires. Pour autant, et même si elles s'appliquent à tous les opérateurs sans discernement, les réglementations encadrant les activités de services peuvent affecter davantage les producteurs étrangers que les entreprises locales. Elles sont alors discriminantes de facto et réduisent les échanges commerciaux. C'est ce que montre notre étude, à partir de l'exploitation des données individuelles d'exportation des entreprises françaises de



Les Documents de travail
sont disponibles sur
www.cepii.fr

n° 2012-01, janvier

n° 2012-02, janvier

services professionnels vers les pays de l'OCDE. Les réglementations de marché, même lorsqu'elles ne visent pas à protéger les firmes domestiques, affectent relativement plus les producteurs étrangers, réduisant à la fois leur probabilité d'exporter et leur part de marché. Une hausse de 10 % de la pression réglementaire sur un marché de destination réduit les exportations de services de chaque firme française de 7 % environ, et sa probabilité d'exporter par rapport à celle de ne pas exporter de 2,8 %.

n° 2012-03, février

"The Great Shift: Macroeconomic Projections for the World Economy at the 2050 Horizon"

J. Fouré, A. Bénassy-Quéré & L. Fontagné

Nous présentons des projections de croissance à l'horizon 2050 réalisées pour 147 pays avec le modèle MaGE (Macroeconometrics of the Global Economy) à partir d'une fonction de production à trois facteurs – capital, travail et énergie. La prise en compte de la contrainte énergétique (avec une modélisation dynamique de la productivité énergétique), et de l'imparfaite mobilité des capitaux (grâce à une modélisation de type Feldstein-Horioka de la relation entre épargne et investissement) constituent nos principaux apports à la littérature.

Nos résultats suggèrent que, en tenant compte des évolutions de prix relatifs, la Chine pourrait représenter 33% de l'économie mondiale en 2050, soit autant que l'Union Européenne (12%), les Etats-Unis (9%), l'Inde (8%) et le Japon (5%) réunis. La Chine dépasserait les Etats-Unis vers 2020 (vers 2040 à prix relatifs constants). Cependant, en termes de niveaux de vie, la Chine serait encore 10% derrière les Etats-Unis à l'horizon 2050.

n° 2012-04, février

"Low-Wage Countries' Competition, Reallocation Across Firms and the Quality Content of Exports"

J. Martin & I. Méjean

Nous étudions l'effet de la concurrence des pays à bas salaires sur la qualité moyenne des exportations des pays riches. Pour ce faire, nous mesurons l'évolution de la qualité des exportations françaises, à partir des données des douanes. Sur la période 1995-2005, nous obtenons une augmentation de 11% de la qualité moyenne des exportations agrégées françaises. Cette augmentation de qualité s'explique par une réallocation de la demande en faveur de biens de meilleure qualité. Nous montrons que ce phénomène est significativement plus marqué dans les marchés où la pénétration des pays émergents s'est le plus accrue. Au contraire, la qualité moyenne des exportations a diminué dans les marchés où les entreprises françaises font face à une pression concurrentielle accrue des pays riches. Ces résultats peuvent s'expliquer dans un modèle de différenciation verticale avec spécialisation intra-industrielle. Ils suggèrent que, sur la période d'observation, la France s'est spécialisée dans la production de biens de meilleure qualité. Environ un cinquième de cette augmentation de qualité est attribuable à la concurrence accrue des pays à bas salaires.

**"Fiscal Sustainability in the Presence of Systemic Banks:
the Case of EU Countries"**

A. Bénassy-Quéré & G. Roussellet

n° 2012-05, mars

Nous proposons une première tentative pour prendre en compte les engagements hors-bilan de l'Etat liés à l'assurance implicite des banques systémiques dans une évaluation cohérente de la soutenabilité budgétaire, pour 27 pays de l'Union européenne. Nous calculons d'abord des écarts de fiscalité (tax gaps) à la Blanchard (1990) et Blanchard et al. (1990). Nous introduisons alors deux mesures alternatives des engagements implicites hors-bilan liés au risque de crise bancaire systémique. La première mesure repose sur des données microéconomiques au niveau des banques. La seconde mesure s'appuie sur des estimations macro-économétriques de la probabilité et du risque de crise bancaire systémique, à partir de données historiques. En effet, elle suppose qu'en cas de crise, toutes les institutions financières systémiques devraient être renflouées par l'Etat. De son côté, la seconde approche tend à minimiser le coût car il se fonde sur des données historiques impliquant des pays pour lesquels le secteur bancaire représente généralement une part limitée de l'économie. C'est pourquoi une combinaison des deux approches permet d'obtenir une fourchette des coûts.

"How Frequently Firms Export? Evidence from France"

G. Békés, L. Fontagné, B. Muraközy & V. Vicard

n° 2012-06, avril

Nous étudions la fréquence des exportations - une nouvelle marge du commerce international. Alors que les marges extensives destination et produit définissent l'envergure des exportations des firmes, la fréquence des expéditions dépend de l'optimisation de l'approvisionnement des clients étrangers et de la structure des coûts liée au transport. Nous définissons la fréquence des expéditions comme le nombre de mois où une firme donnée exporte un produit donné vers une destination particulière. Afin de mieux appréhender la structure des coûts du commerce et les méthodes d'approvisionnement des marchés étrangers, nous mobilisons des données mensuelles d'exportation par firme-produit-destination pour la France et estimons des modèles de gravité des échanges expliquant la fréquence des expéditions et les autres marges du commerce international. Les prédictions principales de notre modélisation sont validées. Nous observons également que la fréquence des livraisons est restée relativement stable pendant l'épisode récent d'effondrement du commerce international, ne répondant que très marginalement au choc négatif de demande mondiale et reportant sur le secteur du transport une partie de l'ajustement.

"On Currency Misalignments within the Euro Area"

V. Coudert, C. Couharde & V. Mignon

n° 2012-07, avril

Depuis le début de l'union monétaire, les parités nominales sont complètement fixes à l'intérieur de la zone euro, mais les taux de change effectifs réels ont continué d'évoluer du fait des disparités d'inflation entre les pays, conduisant notamment à une forte appréciation réelle dans les pays périphériques. Dans cet article, nous évaluons

les mésalignements de taux de change sur la période 1980-2010 en recourant à l'approche BEER (Behavioral Equilibrium Exchange Rate). Les résultats montrent que les pays périphériques de la zone euro souffrent d'un taux de change surévalué depuis le milieu des années 1980, leur appréciation réelle ne provenant pas d'une amélioration de leurs fondamentaux tels que la productivité ou la position extérieure nette. En moyenne au sein de la zone euro, les mésalignements de taux de change se sont accrus depuis la mise en place de l'union monétaire et sont devenus plus persistants. Plus fondamentalement, nos résultats montrent des trajectoires divergentes selon les pays membres, les mésalignements étant plus larges et plus persistants dans les pays périphériques que dans les pays du cœur de la zone euro.

n° 2012-08, avril

"A Foreign Direct Investment Database for Global CGE Models"

C. Gouel, H. Guimbard & D. Laborde

Nous décrivons ici la méthodologie utilisée pour construire une base de donnée mondiale d'investissements direct à l'étranger en trois dimensions (pays investisseur, pays hôte et secteur), pour l'année 2004. À partir des données Eurostat, nous estimons des investissements théoriques pour l'ensemble des pays du monde. Nous contrainsons ensuite nos estimations avec les données existantes de dimensions inférieures (1 ou 2) lors de l'équilibrage de la matrice, via une optimisation quadratique. Cette base de données est destinée à une utilisation pour des études quantitatives (modèles d'équilibre général).

n° 2012-09, mai

"Regional Integration and Natural Resources: who Benefits? Evidence from MENA"

C. Carrère, J. Gourdon & M. Olarreaga

Dans un article théorique récent, Venables (2011) montre que lorsqu'une intégration régionale est créée entre pays pauvres et riches en ressources naturelles, les gains de l'intégration sont inégalement répartis entre les deux catégories de pays. Nous testons cette théorie sur les accords régionaux de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, notamment sur l'accord Pan Arab Free Trade Area (PAFTA) qui regroupe des pays riches et pauvres en ressources naturelles. Nous constatons que l'intégration régionale produit une création de commerce pour les pays pauvres en ressources naturelles, sans détournement de commerce. En revanche, nous observons un détournement de commerce dans les pays riches en ressources, qu'ils disposent d'un facteur travail abondant ou rare. Ceci appuie l'idée que ce type d'accord régional pourrait permettre une redistribution entre pays inégalement pourvus en richesses naturelles.

n° 2012-10, mai

"MAcMap-HS6 2007, an Exhaustive and Consistent Measure of Applied Protection in 2007"

H. Guimbard, S. Jean, M. Mimouni & X. Pichot

La base de données MAcMap-HS6 résulte d'un travail mené conjointement par le CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations

Internationales, Paris) et le CCI (Centre de Commerce International, Genève) sur les données source de MAcMap du CCI. Elle propose une mesure exhaustive et cohérente de la protection tarifaire appliquée en 2007. La méthodologie, proche de celles utilisées dans les versions précédentes, s'appuie sur des groupes de pays de référence pour limiter le biais d'endogénéité, tant lors du calcul de l'équivalent ad-valorem des droits de douane que lors de leur agrégation sectorielle et/ou géographique. En 2007, le droit de douane moyen appliqué par l'ensemble des pays du monde est estimé à 4,4%, en baisse de 0,7 point de pourcentage par rapport à 2004. Les libéralisations unilatérales et l'entrée en vigueur de nouveaux accords commerciaux préférentiels sont à l'origine de ce mouvement d'ouverture. S'y ajoute la baisse des équivalents ad-valorem des droits de douanes spécifiques sur certains produits agricoles, consécutive à la hausse des prix mondiaux. À l'inverse, la part croissante des pays en développement – dont la protection aux frontières est plus élevée que celle des pays développés – augmente le niveau de protection mondiale.

**"The fiscal Impact of Immigration in France:
a Generational Accounting Approach"**

X. Chojnicki

n° 2012-11, juin

L'objectif de ce travail est de comparer les bénéfices que les immigrés retirent du fonctionnement du système social français avec la contribution qu'ils y apportent par les différents prélèvements dont ils s'acquittent. La principale conclusion est que l'impact, instantané ou dynamique, de l'immigration sur les finances publiques est faible. Les immigrés sont surreprésentés dans un certain nombre de branches de la protection sociale et leur contribution nette aux finances publiques aux différents âges apparaît au total inférieure à celle des autochtones. Cependant, la population immigrée étant relativement plus nombreuse que celle des natifs dans les classes d'âge actives et moins nombreuse aux âges bénéficiaires nets des transferts sociaux, l'impact global de l'immigration sur les finances publiques calculé sur une année (2005) apparaît légèrement positif. D'un point de vue dynamique, l'impact global de l'immigration est très légèrement positif dans le long terme du fait de l'apport perpétuel d'individus d'âge actif et de la prise en compte de la contribution nette des descendants des immigrés. Dans tous les cas de figure, cet impact reste très faible en comparaison de l'effort global à entreprendre pour réduire les déséquilibres budgétaires liés au vieillissement de la population française.

**"Macroeconomic Transmission of Eurozone Shocks
to Emerging Economies"**

B. Erten

n° 2012-12, juin

Cette étude analyse la robustesse de la croissance des économies émergentes à des chocs sur leur demande extérieure. Elle utilise un modèle vectoriel autorégressif bayésien (BVAR) incorporant des informations préalables sur l'état d'équilibre. À partir de données trimestrielles de 1993 à 2011 portant sur les conditions financières globales et sur les demandes extérieures, nous examinons, d'après nos simulations,

comment une récession sévère de la zone euro pourrait se transmettre à la Chine, à l'Asie émergente et à l'Amérique latine. On trouve que plus de la moitié de la variation de la croissance du PIB réel dans les économies d'Amérique latine est expliquée par les facteurs extérieurs, un peu moins de la moitié pour l'Asie émergente et la Chine. Les prévisions conditionnelles des différents scénarios montrent qu'une récession profonde en zone euro créerait des baisses de croissance sévères et persistantes dans les économies émergentes et que ces répercussions seraient modulées par la réaction de la croissance américaine au choc européen. Enfin ces simulations suggèrent qu'un ralentissement prononcé de la croissance chinoise aurait un impact négatif sensible sur la croissance des autres économies émergentes, les pays d'Amérique latine étant plus sérieusement atteints que les pays asiatiques.

n° 2012-13, juin

"Revisiting the Theory of Optimum Currency Areas: Is the CFA Franc Zone Sustainable?"

C. Couharde, I. Coulibaly, D. Guerreiro & V. Mignon

L'objet de cet article est d'expliquer pourquoi les pays de la zone franc CFA ont réussi à maintenir une union monétaire depuis plusieurs décennies alors qu'ils ne remplissent pas un grand nombre des critères d'une zone monétaire optimale (ZMO). Nous suggérons que la zone franc CFA, bien que non optimale, a été soutenable. Nous testons cette hypothèse de soutenabilité en recourant à l'approche comportementale du taux de change d'équilibre (BEER). En particulier, nous évaluons et comparons le processus de convergence des taux de change réels vers l'équilibre pour les pays de la zone franc CFA et pour un ensemble d'autres pays d'Afrique subsaharienne. Nos résultats montrent que les équilibres internes et externes ont été favorisés et les ajustements facilités dans la zone franc CFA dans son ensemble, comparativement aux autres pays d'Afrique subsaharienne, ainsi que pour chacun de ses pays membres.

n° 2012-14, juin

"Scanning the Ups and Downs of China's Trade Imbalances"

F. Lemoine & D. Ünal

Depuis 2007, la Chine a considérablement réduit son excédent commercial global, mais ses déséquilibres bilatéraux avec l'Union européenne et les Etats-Unis sont restés massifs. Sa demande d'importation a bénéficié surtout à ses voisins asiatiques et aux pays riches en ressources naturelles. La croissance rapide des importations chinoises de biens de consommation en provenance des pays développés, en particulier d'Europe, suggère que ceux-ci pourraient tirer parti d'une réorientation de la demande intérieure chinoise vers la consommation des ménages.

n° 2012-15, juillet

"International Migration and Trade Agreements: the New Role of PTAs"

G. Orefice

Ce travail vise à étudier la relation entre les accords commerciaux préférentiels (et leur contenu) et les entrées de migrants dans 29 pays

de destination de l'OCDE sur la période 1998-2008. En utilisant le modèle de gravité (Anderson 2011), il, examine l'effet des ACP sur le nombre de flux migratoires bilatéraux et sur leurs tailles. Nous trouvons un effet positif des accords commerciaux préférentiels sur les flux migratoires : partager un ACP stimule les flux migratoires entre pays membres de près de 17,5 %. Nous considérons également le contenu des ACP comme un déterminant de la migration, estimant que les dispositions sur les visas, le droit d'asile et l'accès au marché du travail (lorsqu'ils sont inclus dans les ACP) stimulent les flux migratoires bilatéraux. Enfin, en comparant les effets des ACP sur les flux migratoires et sur le commerce, nous montrons que les accords commerciaux préférentiels bilatéraux stimulent davantage les flux migratoires que le commerce de marchandises.

"Assessing the Price-Raising Effect of Non-Tariff Measures in Africa"

O. Cadot & J. Gourdon

n° 2012-16, août

En dépit de réductions tarifaires conséquentes, les barrières aux échanges intra-africains restent importantes. Le commerce régional est contraint par l'insuffisance des infrastructures de transport mais également par diverses mesures de protection non-tarifaire. Cette étude combine les données prix du International Comparison Project (ICP) de la Banque Mondiale avec la nouvelle base TRAINS sur les mesures non-tarifaires pour estimer leur effet (mesuré en équivalent ad valorem : EAV) sur les prix à la consommation d'un certain nombre de produits. Les résultats, sur la base d'une estimation en panel sur 1260 observations produit-pays, suggèrent, après avoir contrôlé pour les tarifs, des différences de coût de la vie entre pays et des effets produits inobservables, que les mesures SPS contribuent à augmenter le prix des biens alimentaires en Afrique de 13 %. Au niveau produit, le riz et autres céréales, certaines viandes (volaille) et les huiles de cuisine présentent de très fortes EAV. En combinant nos estimations avec des données sur les dépenses des ménages au Kenya, nous montrons que l'effet est régressif, augmentant de 9% le coût de la vie des ménages les plus pauvres.

"Native Language, Spoken Language, Translation and Trade"

J. Melitz & F. Toubal

n° 2012-17, juillet

Nous construisons de nouvelles séries de langues natales communes et de langues parlées communes pour 195 pays. Nous utilisons ces séries avec celles de langues officielles communes et de proximité linguistique entre langues natales afin d'aboutir à des conclusions sur : (1) l'influence des facteurs linguistiques sur les échanges bilatéraux ; (2) l'origine de cette influence : ethnicité, confiance, ou facilité de communication, et (3) en ce qui concerne la facilité de communication, le rôle des interprètes et de la traduction. Nous montrons tout d'abord que les facteurs linguistiques, pris dans leur ensemble, ont sur les échanges bilatéraux un effet double de celui estimé à partir de seule la mesure de langue commune utilisée habituellement qui repose sur le statut officiel des langues. Nous montrons ensuite que l'effet du langage sur le commerce bilatéral relève bien davantage de

la facilité de communication que de l'ethnicité ou de la confiance. Dans la mesure où c'est la communication qui compte, la traduction et les interprètes jouent un rôle majeur. Enfin, l'influence qu'auraient l'ethnicité ou la confiance sur le commerce bilatéral au travers des langues communes n'est pas claire. Cette influence disparaît lorsque nous contrôlons pour la migration.

n° 2012-18, août

"The Few Leading the Many: Foreign Affiliates and Business Cycle Comovement"

J. Kleinert, J. Martin & F. Toubal

Nous utilisons des données individuelles d'entreprises sur le bilan, le commerce, et la nationalité des entreprises localisées en France pour examiner l'effet des multinationales sur la co-fluctuation des cycles économiques. Nous montrons d'abord que les filiales de groupes étrangers, bien que ne représentant qu'une infime partie des entreprises localisées en France, contribuent très largement à l'emploi, la valeur ajoutée et le commerce, à la fois au niveau national et au niveau régional. Nous montrons ensuite que la répartition des filiales étrangères est très hétérogène entre régions. Enfin, nous montrons que la présence de filiales étrangères dans une région augmente le co-mouvement des cycles d'affaire entre la région et le pays d'origine de celles-ci. Ces résultats suggèrent qu'une part non négligeable des co-fluctuations internationales des cycles économiques est le fait d'une poignée de firmes multinationales; et que la propagation internationale des chocs est en partie due aux liens existant entre les filiales et leurs parents.

n° 2012-19, octobre

"European Export Performance"

A. Chepeta, L. Fontagné & S. Zignago

La compétitivité est au cœur des débats de politique économique au sein de l'Union européenne, en particulier s'agissant de la qualité des produits et des déséquilibres commerciaux entre Pays Membres. Mais la mesure correcte de la compétitivité dans les échanges, au-delà de la composante prix (ou coûts), reste une question difficile ; comment de surcroît expliquer la relative résistance des producteurs localisés dans l'UE à la concurrence des pays émergents ? Nous analysons la redistribution des parts de marché mondiales au niveau le plus fin, dans la mesure où les pays ne se spécialisent plus tant sur les secteurs, ou même les produits, que sur les variétés des produits, vendues à des prix différents. Notre méthodologie est économétrique et décompose les effets de performance pure des effets de composition en considérant l'UE comme un partenaire commercial unique. Cette approche apporte de nouveaux résultats. Il apparaît que l'UE-27 a mieux résisté à la concurrence des pays émergents que les États-Unis ou le Japon. Ses parts de marché dans le haut de gamme, en particulier, ont bénéficié d'effets de composition favorable et d'une bonne performance. Enfin, les pertes de parts de marché pour les produits technologiques sont évitées, à la différence des autres grands pays industrialisés, grâce à des effets de structure favorables.

"On the Links between Stock and Commodity Markets' Volatility"

A. Creti, M. Joëts & V. Mignon

n° 2012-20, octobre

Cet article étudie les liens entre les variations des prix de 25 matières premières et des cours des actions sur la période allant de janvier 2001 à novembre 2011, en accordant une attention particulière aux matières premières énergétiques. En recourant aux modèles de volatilité avec corrélations conditionnelles dynamiques (approche DCC-GARCH), nous montrons que les corrélations entre les marchés des matières premières et des actions évoluent au cours du temps et sont fortement volatiles, en particulier depuis la crise financière de 2007-2008. Cette dernière a joué un rôle clé, en renforçant les liens entre les deux types de marchés, mettant ainsi en évidence une financiarisation accrue des marchés de commodités. Au niveau individuel, le pétrole, le café et le cacao sont soumis à la spéculation, tandis que l'or joue le rôle de valeur refuge.

"Pegging Emerging Currencies in the Face of Dollar Swings"

V. Coudert, C. Couharde & V. Mignon

n° 2012-21, octobre

L'objet de cet article est d'étudier les ruptures d'ancrage des taux de change en se concentrant sur les fluctuations de la monnaie d'ancrage. Nous testons l'hypothèse selon laquelle les devises liées au dollar sont plus susceptibles de desserrer leur ancrage lorsque le dollar s'apprécie, tout en restant ancrées à la devise américaine en dehors de ses périodes d'appréciation. À cette fin, nous estimons des modèles de régression à transition lisse pour un échantillon de 28 monnaies de pays émergents sur la période 1994-2011. Nos résultats montrent que même si les taux de change effectifs réels de la plupart de ces pays évoluent de pair avec le dollar en période de dépréciation, cette relation est souvent inversée lorsque la devise américaine s'apprécie au-delà d'un certain seuil. Ces effets non linéaires sont particulièrement marqués en Asie, où la croissance est tirée par les exportations.

"The Unequal Effects of Financial Development on Firms' Growth in India"

M. Bas & A. Berthou

n° 2012-22, octobre

Ce papier adopte une approche microéconomique pour étudier l'impact du développement financier sur la croissance. Parce qu'il réduit les contraintes de financement des entreprises, le développement du crédit est supposé favoriser la croissance de leur activité. Nous analysons cette question en utilisant une base de données des entreprises manufacturières sur la période 1997-2006 caractérisée par une croissance économique rapide et d'importants changements structurels. Nous étudions comment le développement du crédit (rapporté au PIB) dans les différents états indiens a affecté la croissance de la production et des investissements en capital des entreprises. Nos estimations principales montrent que la croissance des entreprises indiennes a été accélérée et qu'elle l'a été d'une façon différente selon les caractéristiques des entreprises et des secteurs auxquelles elles appartiennent. L'expansion du crédit a un effet plus important sur les entreprises

initialement plus grandes, plus productives et plus rentables. On observe aussi que cette différenciation est moins marquée dans les secteurs faisant davantage appel aux ressources financières externes. Dans ces secteurs, les entreprises de taille moyenne et grande voient leur croissance davantage accélérée que les petites entreprises. Ces résultats sont robustes à différentes spécifications économétriques.

n° 2012-23, octobre

"Tax Reform and Coordination in a Currency Union"

B. Carton

Nous proposons un modèle DSGE à deux pays pour analyser l'impact à court et à long terme d'une modification de la TVA et des cotisations sociales dans un pays de l'union monétaire. Le modèle prend en compte le fait que les entreprises diffèrent dans leur comportement prix après une hausse de la TVA. En raison de la politique monétaire commune, les politiques fiscales nationales ont des externalités sur le reste de l'union monétaire. En particulier, les effets d'une dévaluation fiscale sont différents de ceux d'une dévaluation nominale.

n° 2012-24, octobre

"Foreign Ownership Wage Premium: Does Financial Health Matter?"

M. Bas

Plusieurs travaux micro-économétriques ont démontré que dans les pays en développement les filiales des entreprises multinationales paient un salaire moyen plus élevé que les entreprises domestiques. Cette étude vise à comprendre l'un des déterminants de cet écart. L'hypothèse est que, dans le cadre d'un marché financier imparfait, les filiales des entreprises étrangères peuvent avoir un accès plus facile à des ressources financières qui leur permettent de réaliser des investissements technologiques et de payer des salaires plus élevés. L'analyse empirique est basée sur des données portant sur les entreprises roumaines sur la période 1998-2006 au cours de laquelle la Roumanie a réformé son secteur financier. Des changements exogènes de l'indicateur de réforme financière du FMI, différencié selon le recours des différents secteurs manufacturiers aux financements, sont reliés à un indicateur de propriété de l'entreprise pour tester l'hypothèse. Les résultats suggèrent que la réforme financière a augmenté les salaires moyens de 7 % dans les entreprises domestiques et de 11,2 % dans les entreprises étrangères. Ces résultats sont principalement expliqués par les filiales roumaines des entreprises des pays développés qui peuvent bénéficier de connexions avec les filiales des banques étrangères. Ces résultats sont robustes aux différents tests de sensibilité portant sur l'indicateur de la réforme financière, des autres réformes et des trends sectoriels.

n° 2012-25, octobre

"Time to Ship during Financial Crises"

N. Berman, J. de Sousa, P. Martin & T. Mayer

Cet article montre que l'impact négatif de la crise financière sur le commerce est amplifié par le temps de trajet. Un modèle simple dans

lequel les exportateurs réagissent à une augmentation de la probabilité de défaut de paiement des importateurs en augmentant leur prix à l'exportation et en diminuant leurs volumes d'exportation vers les destinations en crise formalise cette constatation empirique. Lorsque le temps de transport est plus grand, les effets de la crise sont plus importants car la probabilité de défaut augmente avec le temps de trajet. Certains exportateurs décident également d'arrêter d'exporter vers la destination en crise, et ce d'autant plus que le temps de trajet est long. En utilisant des données agrégées de 1950 à 2009, nous constatons que l'effet d'amplification est robuste à différentes spécifications et échantillons, ainsi qu'à l'inclusion de variables de contrôles supplémentaires, y compris la distance bilatérale. Les prédictions au niveau de la firme sont globalement validées par les données d'exportation des entreprises françaises de 1995 à 2005.

"Export upgrading and growth: the prerequisite of domestic embeddedness"

S. Poncet & F. Starosta de Waldemar

n° 2012-26, octobre

Notre travail contribue à la littérature sur le lien entre structure de la production et développement économique en montrant que les gains de croissance résultant de la montée en gamme ne sont pas inconditionnels. Nous nous appuyons sur des données de panel sur des villes chinoises pour montrer que les compétences dont disposent les entreprises nationales opérant dans le commerce ordinaire sont un moteur important de la croissance économique. Cependant, les entreprises nationales ne tirent aucun gain de la complexité des produits fabriqués par les entreprises étrangères et dans le cadre d'activités d'assemblage. Ceci suggère que l'origine de l'amélioration des produits compte et que l'appropriation domestique est nécessaire pour que le renforcement des capacités et l'adoption de nouvelles technologies soutiennent la croissance.

"Product Relatedness and Firm Exports in China"

S. Poncet & F. Starosta de Waldemar

n° 2012-27, octobre

Nous proposons la première évaluation au niveau microéconomique des gains de croissance attendus de la cohérence des activités avec les avantages comparatifs locaux. Sur la base des données douanières chinoises portant sur les entreprises entre 2000 et 2006, nous étudions la relation entre leurs performances à l'exportation et la façon dont leurs produits se rapportent à l'avantage comparatif local. L'indicateur clé mesure la densité des liens entre un produit et l'espace-produit local. Nos résultats indiquent que les exportations croissent plus rapidement pour les produits qui ont des liens plus denses avec ceux qui sont déjà produits dans la localité de l'entreprise. Nous montrons cependant que cet effet positif est limité aux activités commerciales ordinaires et aux entreprises nationales. Il est également plus fort pour les entreprises les plus productives, ce qui suggère que la diffusion des externalités peut être entravée par une capacité d'absorption insuffisante.

n° 2012-28, octobre

"Invoicing Currency, Firm Size, and Hedging"

J. Martin & I. Méjean

Cet article étudie les liens entre monnaie de facturation des exportations, taille des entreprises et couverture contre le risque de change. L'analyse empirique porte sur des données issues d'une enquête auprès de 3013 entreprises dans 5 pays de l'UME. Dans cet échantillon représentatif du secteur manufacturier des pays de la zone euro, 90% des entreprises répondent facturer leurs exportations en euro. Les grandes entreprises ont plus tendance à utiliser une autre monnaie de facturation. Par conséquent, l'utilisation agrégée de l'euro dans les exportations de ces pays est 15 points de pourcentage plus faible qu'au niveau individuel. Cette hétérogénéité dans l'utilisation de l'euro reste valide lorsqu'on prend en compte d'autres déterminants de la monnaie de facturation mis en avant dans la littérature. En outre, les grandes entreprises et les entreprises facturant dans une autre monnaie de facturation que l'euro ont plus tendance à se couvrir contre le risque de change. Une estimation à partir de variables instrumentales permet d'étudier l'impact causal de l'accès à des services de couvertures sur le choix de la monnaie de facturation. Les (grandes) entreprises ayant un meilleur accès à des services de couverture sont plus enclines à facturer leurs exportations dans la monnaie du pays de destination.

n° 2012-29, octobre

"Les dessous de la dette publique japonais"

E. Dourille-Feer

Cette étude commence par analyser les mécanismes explicatifs de la montée inexorable de la dette publique en abordant la question du rôle respectif joué par les différentes administrations publiques et celle de ses causes structurelles. La seconde partie aborde les caractéristiques "atypiques" de la dette publique japonaise comparativement aux dettes européennes ou américaine. En conclusion, des leçons sont tirées de l'expérience japonaise.

n° 2012-30, novembre

"Are the Benefits of Export Support Durable? Evidence from Tunisia"

O. Cadot, A. M. Fernandes, J. Gourdon & A. Mattoo

Ce document évalue les effets du programme tunisien de promotion des exportations (le FAMEX), sur les performances des entreprises bénéficiaires. Tandis qu'une grande partie de la littérature évalue uniquement l'impact à court terme de ce type de programmes, nous nous intéressons également ici à son impact à plus long terme. Nos résultats suggèrent que, dans un premier temps, les entreprises bénéficiaires enregistrent une croissance plus rapide de leurs exportations ainsi qu'une diversification des produits exportés et des marchés destinataires. Cependant, trois ans plus tard, ni les taux de croissance ni les niveaux d'exportation des entreprises bénéficiaires ne sont sensiblement différents de ceux des non-bénéficiaires. De plus, si les exportations des bénéficiaires restent plus diversifiées, ceci ne diminue pas leur volatilité. Par ailleurs, il n'y a aucune évidence que le programme ait produit une externalité positive sur les non-bénéficiaires. Au total,

ces résultats suggèrent que ce programme de promotion des exportations peut conduire les firmes à diversifier leurs exportations, ils ne produit en revanche pas d'autres avantages durables.

"The Contribution of the Yen Appreciation since 2007 to the Japanese Economic Debacle"

W. Thorbecke

n° 2012-31, novembre

En 2012, le yen japonais est, en termes effectifs réels, encore 25 % au-dessus de son niveau de 2007. Après leur effondrement, la reprise des exportations, de la production industrielle et la remontée des cours boursiers n'ont pas permis de retrouver les valeurs d'avant-crise. Cet article examine la façon dont l'appréciation du yen a contribué à ce désastre économique. Nos estimations économétriques indiquent qu'une appréciation du yen de 25 % réduit à long terme les exportations de 8 % à 18 %. L'estimation d'un modèle dynamique DOLS sur données de panel révèle que l'impact de l'appréciation est particulièrement fort sur les exportations automobiles. L'appréciation du yen a fait chuter de 29 % les prix à l'exportation en yens dans le secteur de l'automobile et de 22 % dans les secteurs électrique et électronique. Enfin, les résultats de l'estimation de l'exposition au taux de change indiquent que l'appréciation du yen a réduit de manière significative les profits dans les secteurs automobile et électronique. Plutôt que de se battre sur le terrain de la compétitivité-prix sur des produits banalisés, les entreprises japonaises pourraient réagir en renforçant leurs capacités d'innovation.

"Fiscal Consolidations and Banking Stability"

J. Cimadomo, S. Hauptmeier & T. Zimmermann

n° 2012-32, novembre

Notre analyse empirique étudie les effets de la politique budgétaire sur les bilans des banques, en se concentrant sur les épisodes de consolidation budgétaire. A cette fin, nous utilisons une base de données des bilans des banques individuelles et identifions les épisodes de consolidation budgétaire à partir d'une nouvelle base construite par le FMI. Nous constatons que les indicateurs de stabilité du secteur bancaire généralement utilisés, tels que l'indicateur Tier-1, s'améliorent en période d'assainissement budgétaire. Nos résultats suggèrent que ceci provient d'une baisse de la valeur des actifs bancaires pondérés par les risques provenant d'un changement de composition des portefeuilles en faveur des titres souverains. En effet, si l'ajustement budgétaire est considéré comme devant améliorer la viabilité structurelle des finances publiques, et donc faire baisser le risque de crédit des titres souverains, la demande des banques pour ces titres augmente par rapport à celle d'autres actifs.

"Food Prices and Inflation Targeting in Emerging Economies"

M. Pourroy, B. Carton & D. Coulibaly

n° 2012-33, novembre

Les prix des biens alimentaires ont connu deux envolées en 2007 puis en 2011. Ces variations spectaculaires ont mis à l'épreuve les

stratégies de ciblage d'inflation que les pays en développement et émergents avaient largement adoptées au cours de la décennie précédente. Nous construisons un modèle d'équilibre général stochastique (DSGE) représentant une petite économie ouverte permettant de distinguer l'inflation sous-jacente (biens affectés de rigidités nominales), l'inflation hors biens alimentaires et l'inflation totale (tous les biens). Assimiler l'inflation sous-jacente et l'inflation hors alimentation risque de conduire à des politiques monétaires inadaptées dans les pays ayant des revenus faibles ou intermédiaires. En effet, plus un pays est pauvre, plus la part de biens alimentaires domestiques dans la consommation est grande, rendant nécessaire la prise en compte de leur évolution par la politique monétaire. Il est alors préférable que la banque centrale cible l'inflation totale plutôt que les prix nonalimentaires.

n° 2012-34, décembre

"Multinational Retailers and Home Country Exports"

A. Chepeta, C. Emlinger & K. Latouche

Ce papier étudie l'effet de l'internationalisation des enseignes de grande distribution sur le commerce des pays d'origine vers les pays hôtes. Nous mobilisons un modèle théorique dans lequel l'implantation et les ventes des enseignes de grande distribution dans un pays réduisent les coûts fixes et variables d'exportation vers ce pays. Nous testons ce modèle sur le commerce alimentaire bilatéral d'un large panel de pays et les ventes à l'étranger des cent plus grosses enseignes mondiales de grande distribution sur la période 2000-2010. Nos estimations montrent que les ventes réalisées dans un pays hôte par les enseignes d'un autre pays stimulent le commerce entre les deux pays. Ce résultat est loin d'être évident puisque les produits alimentaires vendus par la grande distribution sont essentiellement des produits locaux. Il signifie que l'implantation à l'étranger d'enseignes nationales améliore l'accès au marché des exportateurs du pays hôte au-delà des seuls fournisseurs de ces grands distributeurs. Nos résultats sont robustes à différentes spécifications, à l'utilisation des différentes variables instrumentales et approches économétriques.

n° 2012-35, décembre

"Exchange Rate Volatility, Financial Constraints and Trade: Empirical Evidence from Chinese Firms"

J. Héricourt & S. Poncet

Cet article analyse l'impact de la volatilité du taux de change réel sur la performance à l'exportation des entreprises et évalue dans quelle mesure cet effet est sensible à l'existence de contraintes financières. L'analyse empirique s'appuie sur des données portant sur plus de 100 000 entreprises exportatrices chinoises sur la période 2000-2006. Nos résultats confirment un impact négatif de la volatilité du taux de change réel sur leurs exportations. Les entreprises exportent moins, en valeur comme en nombre de produits exportés, vers les destinations caractérisées par une volatilité du taux de change plus élevée. L'ampleur de cet effet est liée au niveau de vulnérabilité financière des entreprises. Logiquement, le développement financier atténue cet impact, particulièrement sur la marge intensive de commerce.

"The ECB Unconventional Monetary Policies: Have They Lowered Market Borrowing Costs for Banks and Governments?"

U. Szczerbowicz

n° 2012-36, décembre

Cet article évalue l'impact des politiques monétaires non conventionnelles mises en oeuvre par la BCE entre 2007 et 2012 sur les coûts d'emprunt des banques et des États. Nous mesurons l'effet de chaque politique par des régressions basées sur les événements. Les conditions d'emprunt pour les banques sont représentées par les spreads du marché monétaire et les spreads des obligations sécurisées tandis que les spreads des obligations souveraines reflètent les coûts d'emprunt des États. Les programmes d'achat d'obligations souveraines (SMP, OMT) apparaissent avoir été les plus efficaces pour abaisser les coûts d'emprunt à long terme des banques et des États. Cet impact étant particulièrement prononcé dans la périphérie de la zone euro, ceci suggère que l'intervention de la banque centrale sur le marché souverain est particulièrement efficace lorsque le risque souverain est important. En outre, les deux programmes d'achat d'obligations sécurisées ainsi que les prêts à 3 ans accordés aux banques ont réduit les coûts de refinancement des banques.

"The Impact of Market Regulations on Intra European Real Exchange Rates"

A. Bénassy-Quéré & D. Coulibaly

n° 2012-37, décembre

Nous examinons la contribution de la réglementation des marchés de biens et du travail dans la dynamique des taux de change réels au sein de l'Union européenne. A partir d'une extension théorique du modèle de Balassa-Samuelson proposé par De Gregorio et al. (1994a), nous montrons que les réglementations anti-concurrentielles dans les secteurs de biens non échangeables, ainsi que la protection de l'emploi, poussent le taux de change réel à la hausse. Nous testons cette prédiction sur 12 pays européens entre 1985 et 2006. Les résultats économétriques, ainsi qu'une analyse contre-factuelle, suggèrent que l'évolution relative de la réglementation sur les marchés de biens non échangeables et de la protection de l'emploi affecte fortement les taux de change réels au sein de l'Union européenne et en particulier dans la zone euro.

"Does Migration Foster Exports? An African Perspective"

H. Ehrhart, M. Le Goff, E. Rocher, R. Jan Singh

n° 2012-38, décembre

Cet article s'intéresse à l'effet des migrations sur les exportations. Plus précisément, il étudie l'effet des migrations de travailleurs africains sur les exportations africaines ainsi que les conditions permettant de favoriser le lien entre migration et commerce au sein de l'Afrique. A partir d'une base de données bilatérales sur les stocks internationaux de migrants récemment mise à jour par la Banque mondiale, nous estimons un modèle de gravité qui corrige les problèmes d'hétéroscédasticité, les biais de sélection et surtout d'endogénéité des analyses antérieures. Nos résultats révèlent tout d'abord un effet positif et significatif des migrants africains sur les exportations africaines.

Nous montrons que ce résultat peut s'expliquer par le fait que, dans l'échange bilatéral, les migrants pallient la faiblesse des institutions de leur pays d'origine. De plus, il apparaît que l'effet favorable des migrations sur le commerce intra-africain est d'autant plus important que les migrants sont installés dans un pays non frontalier de leur pays d'origine. Enfin, nos résultats indiquent que les migrants africains permettent de compenser l'effet négatif des disparités ethniques sur les flux commerciaux intra-africains.

LES RAPPORTS D'ÉTUDE DU CEPII



Les Rapports d'études du CEPII
sont disponibles sur
www.cepii.fr

"Ensuring Stability and Efficiency of the Hungarian Financial Sector"

O. Havrylchyk

(Rapport pour l'OCDE)

n° 2012-01, mars

Loan creation has not recovered after the crisis owing to a combination of demand and supply factors. Although the banking sector is sufficiently capitalised in the short term, banks are deleveraging by cutting down their dependence on cross-border financing. The ability of the financial sector to supply credit has been further stifled by a high financial levy, a de facto ban on foreign currency lending for mortgages, future uncertainties about parent banks' funding and undermined creditors' rights. Up to recently, new measures to restructure household loans did not help borrowers with real repayment difficulties while weakening banks' solvency. The mid-December 2011 agreement between the government and the banking sector was a welcome step towards fair burden sharing. Bank recapitalisation, if necessary, should be done by raising the level of capital so as not to downsize loan portfolios. In the long term, the demand for credit is hampered by large price-cost margins, which call for stiffer competition. The development of the financial markets has also been adversely affected by the de facto nationalisation of mandatory pension fund. An effective cooperation between micro and macro-prudential regulation should be ensured in practice and the financial independence of the financial supervisor strengthened. Co-operation between host and home regulatory authorities should be enhanced in a manner that accounts for systemic risks in Hungary. Finally, an effective independence of the central bank has to be guaranteed.

"Vieillesse de la population marocaine : Effets sur la situation financière du système de retraite et sur l'évolution macroéconomique"

R. Magnani, A. Khellaf & A. Nihou

(Rapport pour le Haut Commissariat au Plan du Maroc)

n° 2012-02, décembre

Dans le but d'évaluer l'impact du vieillissement démographique non seulement sur la viabilité financière du système de retraite marocain,

mais aussi sur la situation macroéconomique du pays, le Haut-commissariat au Plan (HCP), sur la base d'une convention signée avec le CEPII, a développé, à partir du modèle OLGAMAP (Château et al. 2009 et Chojnicki et Magnani, 2008), un modèle d'équilibre général à générations imbriquées (OLG). Les modèles OLG, introduits par Auerbach et Kotlikof (1987), représentent l'extension du modèle théorique à deux générations de Samuelson-Diamond (1965) et sont basés sur la théorie du cycle de vie selon laquelle les individus décident du niveau de leur consommation en fonction des flux de revenu perçus tout au long de leur vie. Les modèles OLG, qui prennent en considération l'interaction entre la sphère économique et les régimes de retraite, fournissent un cadre cohérent permettant d'analyser les effets du vieillissement sur la situation financière du système de retraite et sur l'évolution macroéconomique, en différenciant les comportements des générations en termes de participation au marché du travail et en termes de consommation et d'épargne.

Annexe



*Le site Internet
du CEPII*

LE SITE INTERNET DU CEPII

www.cepii.fr

LA FRÉQUENTATION

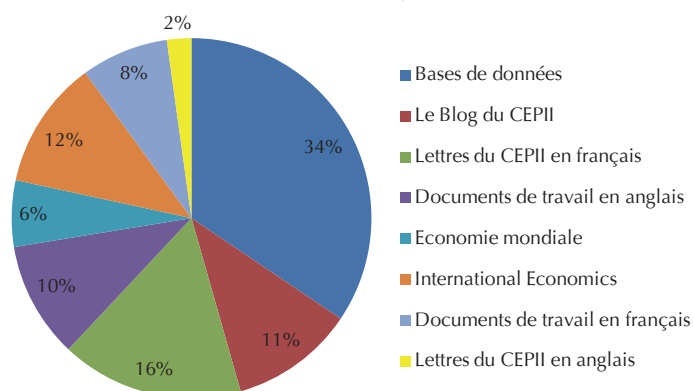
La fréquentation du site en 2012 est estimée à plus de 3 millions de pages vues et près de 500 000 visites (source Awstats de notre hébergeur. Extrapolation sur l'année d'observations entre le 1^{er} janvier et le 17 mai, date d'un nouveau changement de serveur).

LE CONTENU DU SITE

Comme chaque année, le fonds du site s'est enrichi de nouveaux événements et publications : 38 Documents de travail, 11 numéros de La Lettre du CEPII, trois Newsletters, trois numéros d'International Economics/Economie Internationale, 34 réunions. Les références relatives à la présentation des travaux du CEPII dans les médias, revues scientifiques, colloques hors CEPII ont été ajoutées : 83 articles ou interviews dans les médias, 30 articles dans les revues scientifiques. Au total plus de 800 nouvelles références.

Si l'on se concentre sur la production *stricto sensu* du CEPII, la fréquentation du site se porte pour 64 % sur les bases de données et les travaux de recherche et 36 % sur les textes de vulgarisation, de politique économique et d'information (graphique 1).

Graphique 1 – Répartition des principaux "produits" selon l'audience globale



LA DISSÉMINATION DES TRAVAUX

Les nouveaux événements et publications mis en ligne sont signalés aux personnes qui l'ont souhaité par le biais d'une Lettre d'information.

560 visiteurs extérieurs s'y sont abonnés en 2012 portant le total à 3 866. Six Lettres d'information ont été diffusées en 2012.

En 2012, plus de 2 500 internautes se sont inscrits sur le site pour avoir accès aux bases de données.

Par ailleurs, la base de la Direction du Trésor hébergée par le CEPPI, Profils Institutionnels, a reçu près de 3 500 visiteurs (plus de 8 000 pages vues, hors téléchargements). À noter que cette base est référencée sur le site de la Banque mondiale "Actionable Governance Indicators" (AGI).

Tableau 1 – Classement REPEC des Think tanks (top 20 en avril 2013)

Rang	Institution
1	National Bureau of Economic Research (NBER), Cambridge, Massachusetts (USA)
2	Institute for the Study of Labor (IZA), Bonn, Germany
3	Centre for Economic Policy Research (CEPR), London, United Kingdom
4	Brookings Institution, Washington, District of Columbia (USA)
5	ifo Institut für Wirtschaftsforschung e.V., München, Germany
6	DIW Berlin (Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung), Berlin, Germany
7	Peter G. Peterson Institute for International Economics (PIIE), Washington, District of Columbia (USA)
8	Resources for the Future (RFF), Washington, District of Columbia (USA)
9	Institutet för Näringslivsforskning (IFN), Stockholm, Sweden
10	Geary Institute, University College Dublin, Dublin, Ireland
11	Rimini Centre for Economic Analysis (RCEA), Rimini, Italy
12	Economic and Social Research Institute (ESRI), Dublin, Ireland
13	Research Institute of Economy, Trade and Industry (RIETI), Tokyo, Japan
14	Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), Paris, France
15	American Enterprise Institute, Washington, District of Columbia (USA)
16	W.E. Upjohn Institute for Employment Research, Kalamazoo, Michigan (USA)
17	Institut pour le marché du travail et de recherche sur l'emploi (IAB)Nürnberg, Germany
18	Bruegel, Bruxelles/Brussel, Belgium
19	Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung (RWI), Essen, Germany
20	Public Policy Institute of California (PPIC), San Francisco, California (USA)

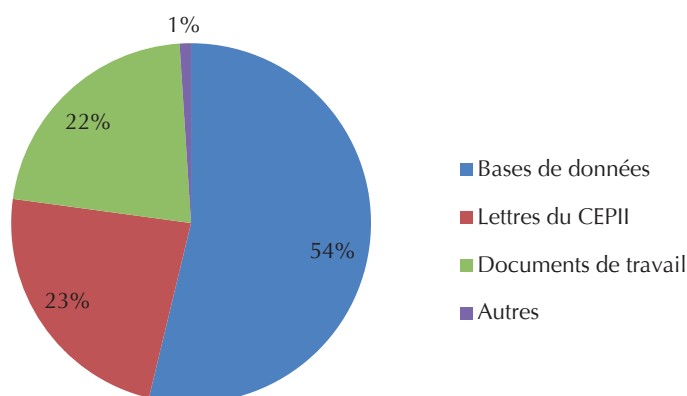
Le CEPII et ses travaux sont répertoriés par le principal collectif international de diffusion de la recherche en économie (REPEC) qui collabore entre autres à la base de données EconLit de l'American Economic Association. Le CEPII y est placé au 14^e rang mondial des Think tanks, 9^e européen et 1^{er} français.

Les économistes du réseau Repec ont directement connaissance des nouvelles publications. Les statistiques de consultation sont réunies dans le tableau 2.

Tableau 2 – Consultation des publications par le biais de REPEC en 2012

	Résumés consultés	Documents téléchargés
Working papers	10599	3893
International Economic	4865	1206
La Lettre du CEPII	2062	617
<i>Total REPEC</i>	<i>17526</i>	<i>5716</i>

Graphique 2 – Téléchargements à partir du site du CEPII en 2012



L'internationalisation de l'audience internaute se confirme en 2012 ainsi que le recentrage sur l'Europe observé en 2011 (graphique 3 et tableau 3) et une légère progression des pays émergents. Le public nord-américain continue d'être à plus de 75 % en provenance des États-Unis et est réparti sur l'ensemble du territoire, cinq villes concentrant 25 % des visiteurs : Washington (10 %), New York (6 %), Redmond, Cambridge et Chicago.

En Asie, le public de Chine reste très présent à 25 %, l'Inde et le Japon conservent leur part (respectivement 11 et 10 %). Le public coréen progresse de près de 12 % et compte en 2012 pour 6 % des visiteurs asiatiques. Au sein des pays européens, le paysage ne change guère d'une année sur l'autre : public à 74 % en France, suivi de Royaume-Uni (5 %) et de l'Allemagne (3 %).

Graphique 3 – Répartition géographique de l'audience directe en 2012 et variation par rapport à 2011

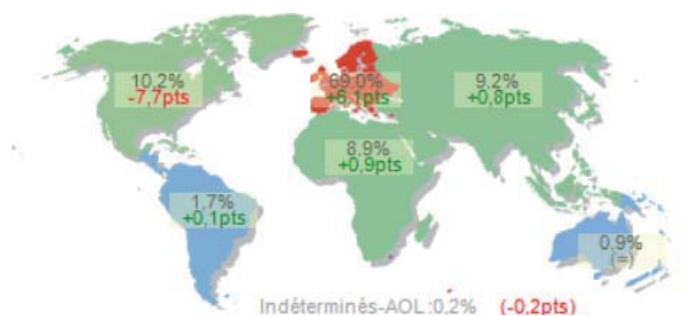


Tableau 3 – Évolution de la part des principaux pays de l'audience directe (en %)

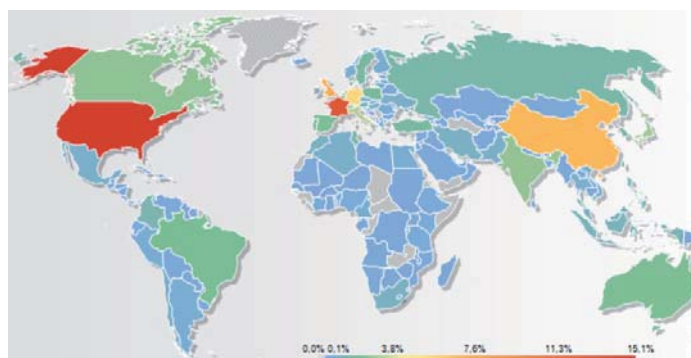
	2008	2009	2010	2011	2012
France	49,0	43,0	44,0	47,0	51,0
Etats-Unis	13,0	22,0	23,0	14,2	7,8
Royaume-Uni	2,8	2,8	2,3	2,8	3,3
Maroc	3,3	2,6	2,9	2,7	2,5
Allemagne	2,2	1,9	1,9	2,2	2,4
Chine	1,0	1,2	1,4	2,1	2,3
Belgique	2,2	1,8	2,0	2,2	2,1
Tunisie	2,2	2,2	1,9	1,5	2,0
Canada	2,4	1,8	2,1	2,5	1,9
Suisse	1,3	1,2	1,2	1,3	1,6
Italie	1,2	1,2	1,1	1,3	1,6
Inde	0,7	0,7	0,7	1,1	1,0
Algérie	1,2	1,0	1,1	1,0	1,0
Espagne	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0
Japon	0,5	0,6	0,6	0,8	0,9
Pays-Bas	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8

Le public français est naturellement dominant pour les publications du CEPII en langue française – La Lettre du CEPII et L'économie mondiale (tableau 4).

Tableau 4 – Consultation géographique des publications (en %)

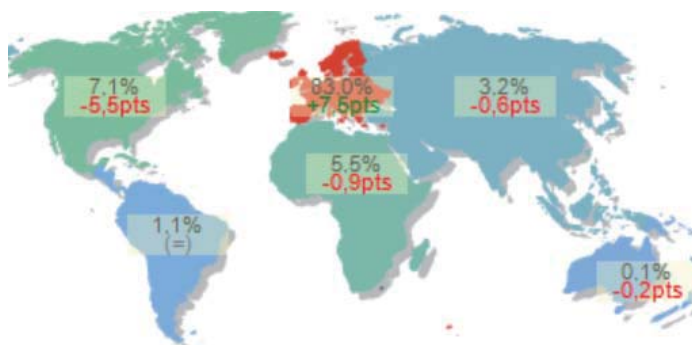
	Europe	dont France	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie	Afrique	Océanie
Documents de travail	57	33	14	2	17	8	1
International Economics	60	45	9	1	9	19	2
La Lettre du CEPII	85	76	5	1	2	8	0
L'Economie mondiale	59	51	15	1	2	23	0
The CEPII Newsletter	60	35	20	2	12	4	2
La Lettre du CEPII en anglais	64	38	14	3	14	3	2

Graphique 4 – Consultation géographique des bases de données en 2012 (en %)



[WWW.LECLUBDUCEPII.FR](http://www.LECLUBDUCEPII.FR)

En 2012, le site du Club du CEPII, dont l'accès est presque exclusivement réservé aux membres, a eu plus de 9 000 pages vues (hors téléchargements).



Annexe



Publications
hors CEPII

PUBLICATIONS HORS CEPII

En gras : revues à comité de lecture

- AGLIETTA Michel, "Zone euro éclatement ou fédération", Michalon, janvier.
- AGLIETTA Michel, **"Europe and the World Economy at the Tipping Point"**, International Economics, n° 130, p. 5-31, Q2.
- AGLIETTA Michel, "L'austérité est-elle une solution à la crise ?", Regards croisés sur l'économie, n° 11, La Découverte, p. 78-84, juin.
- AGLIETTA Michel, "La voie chinoise. Capitalisme et Empire", avec Guo Bai, Odile Jacob, septembre.
- BAS Maria, **"The Decision to Import Capital Goods in India: Firms' Financial Factors Matter"**, avec Antoine Berthou, World Bank Economic Review, 26(3).
- BAS Maria, **"Input-Trade Liberalization and firm Export Decisions: Evidence from Argentina"**, Journal of Development Economics, 97(2), p. 481-493, mars.
- BAS Maria, **"Technology Adoption, Export Status and Skill Upgrading: Theory and Evidence"**, Review of International Economics, 20(2), p. 315-331, mai.
- BÉNASSY-QUÉRÉ Agnès, "Le système monétaire est-il réformable ?", Alternatives Internationales, n° 10, p. 40-41, janvier.
- BÉNASSY-QUÉRÉ Agnès, **"Changing Patterns of Domestic and Cross-Border Fiscal Policy Multipliers in Europe and the US"**, avec J. Cimadomo, Journal of Macroeconomics, n° 34, pp. 845-873.
- BÉNASSY-QUÉRÉ Agnès, "Les grandes monnaies à l'épreuve de la mondialisation Quel système monétaire pour nos enfants ? Le casse-tête du système monétaire international", De Vive Voix, Paris, 29 mai.
- BÉNASSY-QUÉRÉ Agnès, "Politique Économique", avec B. Coeuré, P. Jacquet et J. Pisani-Ferry, 3^e édition, de Boeck, 2012 (795 p.).
- BERTHOU Antoine, **"The Decision to Import Capital Goods in India: Firms' Financial Factors Matter"**, avec Maria Bas, World Bank Economic Review, 26(3).
- BOILLLOT Jean-Joseph, "L'émergence du triangle Chine - Inde - Afrique", Cahiers Demeter, n° 12, p. 135-144, février.
- CAPELLE-BLANCARD Gunther, **"Trends in the Literature on Socially Responsible Investment: Looking for the Keys Under the Lamppost"**, avec Stéphanie Monjon, Business Ethics: a European review, 21(3), p. 239-250.

- CAPELLE-BLANCARD Gunther, "**The Impact of the Screening Process on the Performance of Socially Responsible Funds**", avec Stéphanie Monjon, European Financial Management, juin.
- CARTON Benjamin, "Monetary-Policy Tradeoff in Overlapping Generations DSGE Models", DEM Working Paper.
- CARTON Benjamin, "**Tax Reform and Coordination in a Currency Union**", International Economics, n° 132, p. 141-158, Q4.
- CARTON Benjamin, "L'euro, une monnaie internationale ?", Regards croisés sur l'économie, n° 11, La Découverte, p. 160-167, juin.
- CARTON Benjamin, "**Estimation of Consistent Multi-Country FEERs**", avec Karine Hervé, Economic Modelling, 29(4), p. 1205-1214, juillet.
- CHOJNICKI Xavier, "La population prend un coup de vieux", avec Lionel Ragot, Alternatives Economiques, n° HS 95.
- CHOJNICKI Xavier, "Idées reçues sur l'immigration : une lecture économique", Revue humanitaire.
- CHOJNICKI Xavier, "L'immigration coûte cher à la France, qu'en pensent les économistes ?", avec Lionel Ragot, Eyrolles-Les Echos, p. 128, avril.
- CROZET Matthieu, "**Quality Sorting and Trade: Firm-Level Evidence for French Wine**", avec Keith Head, Review of Economic Studies, 79(2), p. 609-644, avril.
- CROZET Matthieu, "Les défis de l'hétérogénéité de l'Union européenne", Regards croisés sur l'économie, n° 11, La Découverte, p. 33-39, juin.
- DOURILLE-FEER Evelyne, "Le Japon des années 1990, laboratoire des crises", Problèmes économiques, n° 2 , La Documentation Française, novembre.
- DUFRENOT Gilles, "**Testing Catching-up between Developing Countries: Growth Resistance and Sometimes Growth Tragedy**", avec Valérie Mignon, Bulletin of Economic Research, 64(4), p. 470-508.
- FONTAGNÉ Lionel, "**Firms and the Global Crisis: French Exports in the Turmoil**", avec Jean-Charles Bricongne, Guillaume Gaulier, Daria Taglioni & Vincent Vicard, Journal of International Economics, 87(1), p. 134-146, mai.
- FONTAGNÉ Lionel, "**Assessing Barriers to Trade in the Distribution and Telecom Sectors in Emerging Countries**", avec Cristina Mitaritonna, World Trade Review, n° accepté, Cambridge, p. 1-22, décembre.
- GAULIER Guillaume, "**The Rise of Emerging Economies in the EU15 Trade**", avec Françoise Lemoine, European Journal of Comparative Economics, 9(1), p.133-175, avril.

- GAULIER Guillaume, **"Firms and the Global Crisis: French Exports in the Turmoil"**, avec Jean-Charles Bricongne, Lionel Fontagné, Daria Taglioni & Vincent Vicard, *Journal of International Economics*, 87(1), p. 134-146, mai.
- GOUEL Christophe, **"Agricultural Price Instability: A Survey of Competing Explanations and Remedies"**, *Journal of Economic Surveys*, 26(1), p. 129-156, février.
- GOURDON Julien, **"Import Bans in Nigeria Create Poverty"**, avec Olivier Cadot, Mombert Hoppe & Volker Treichel, *Africa Trade Policy Notes*, The World Bank, N° 28, World Bank, mars.
- GOURDON Julien, **"Openness, Inequality and Poverty: Endowments Matter"**, avec Nicolas Maystre, *The Globalization of the World Economy Series: Globalization and Inequality*, Branko Milanovic, Edward Elgar Publishers, mars.
- GOURDON Julien, **"South Asia's Economic Prospects from Global Rebalancing and Integration"**, avec Dipak Dasgupta et Nihal Pitigala, *Economic Reform Processes in South Asia: Toward Policy Efficiency*, Philippa Dee, Routledge, Abingdon Oxon and New York, juillet.
- GOURDON Julien, **"NTMs: Interpreting the New Data"**, avec Alessandro Nicita, *Non-Tariff Measures: A fresh Look at Trade Policy's New Frontier*, O. Cadot et M. Malouche, World Bank & CEPR, juillet.
- GOURDON Julien, **"Natural Resource Heterogeneity and the Incentives and Impact of Regional Integration"**, avec Céline Carrère, *Natural Resources Abundance, Growth and Diversification in MENA*, Ndiame Diop, Daniela Marotta and Jaime de Melo, *Directions in Development series*, The World Bank, septembre.
- GOURDON Julien, **"Non-tariff Measures in the MNA Region: Improving Governance for Competitiveness"**, avec Patricia Augier, Olivier Cadot et Mariem Malouche, *MENA Working Paper Series*, The World Bank, n° 55, septembre.
- GOURDON Julien, **"Paths to Success: Benchmarking Cross-Country Sustainable Tourism Potential"**, avec Lucian Cernat, *Tourism Management*, 33(5), p. 1044-1056, octobre.
- GOURDON Julien, **"Regional Integration and Natural Resources: who benefits? Evidence from MENA"**, avec Céline Carrère, *International Economics*, Q3 (131), p. 23-42, octobre.
- GOURDON Julien, **"Natural Resources and Regional Integration of the Middle East and North Africa Region"**, avec Céline Carrère, *GREAT Insights ECDPM*, n° 9, novembre.
- GUIMBARD Houssein, **"MAcMap-HS6 2007, an Exhaustive and Consistent Measure of Applied Protection in 2007"**, avec Sébastien Jean, Mondher Mimouni et Xavier Pichot, *GTAP 8 Data Base Documentation*, Badri Narayanan, Terrie Walmsley, p. Chapter 10D.

- GUIMBARD Houssein, "**MAcMap-HS6 2007, an Exhaustive and Consistent Measure of Applied Protection in 2007**", avec Sébastien Jean, Mondher Mimouni & Xavier Pichot, *International Economics*, n° 30, p. 99-122, Q2.
- HAVRYLCHYK Olena, "Ensuring Stability and Efficiency of the Hungarian Financial Sector", *OECD Economics Department Working Papers*, n° 959.
- HAVRYLCHYK Olena, "**The Effect of Foreign Bank Presence on Firm Entry and Exit in Transition Economies**", *Journal of Banking and Finance*, 36(6), p. 1710-1721, juin.
- HAVRYLCHYK Olena, "**Foreign Bank Entry and Credit Allocation in Emerging Markets**", avec Hans Degryse, Emilia Jurzyk et Sylwester Kozak, *Journal of Banking and Finance*, 36(11), p. 2949-2959.
- HÉRICOURT Jérôme, "**Le crédit commercial : un substitut au crédit bancaire... quand le développement financier est faible. Une analyse empirique sur données de firmes de la région MENA**", avec Jézabel Couppey-Soubeyran, *Revue Economique*, 63(6), p. 1113-1144.
- HERZOG Colette, "Industrie ou services: un dilemme européen?", avec Deniz Ünal, *Problèmes économiques*, n° 3040, p. 25-30, mars.
- JEAN Sébastien, *MAcMap-HS6 2007, an Exhaustive and Consistent Measure of Applied Protection in 2007*, avec Houssein Guimbard, Mondher Mimouni et Xavier Pichot, *GTAP 8 Data Base Documentation*, Badri Narayanan, Terrie Walmsley, p. Chapter 10D.
- JEAN Sébastien, "**MAcMap-HS6 2007, an Exhaustive and Consistent Measure of Applied Protection in 2007**", avec Houssein Guimbard, Mondher Mimouni et Xavier Pichot, *International Economics*, n° 130, p. 99-122, Q2.
- LEMOINE Françoise, "**The Rise of Emerging Economies in the EU15 Trade**", avec Guillaume Gaulier, *European Journal of Comparative Economics*, 9(1), p. 133-175, avril.
- LEMOINE Françoise, "Quel nouveau modèle de croissance ?", *Connexions (Revue de la Chambre de Commerce Française en Chine)*, n° 64, octobre.
- LEMOINE Françoise, *China's Integration into the World Economy: Successes and New Challenges, Toward a New Development Paradigm in the Twenty-First Century China*, Routledge, p. 11-27, décembre.
- LEMOINE Françoise, "La Chine en route vers la prospérité", *L'Economie politique*, n° 56, décembre.
- MAYER Thierry, "**How do Different Exporters React to Exchange Rate Changes? Theory, Empirics and Aggregate Implications**", avec Nicolas Berman et Philippe Martin, *Quarterly Journal of Economics*, 127(1), p. 437-492, février.

- MAYER Thierry, **"Quality Sorting and Trade: Firm-Level Evidence for French Wine"**, avec Matthieu Crozet et Keith Head, *Review of Economic Studies*, 79(2), p. 609-644, avril.
- MAYER Thierry, **"The Geography of Conflicts and Regional Trade Agreements"**, avec Philippe Martin, *American Economic Journal*, 4(4), p. 1-35, octobre.
- MIGNON Valérie, **"Is Price Dynamics Homogeneous across Eurozone Countries?"**, avec David Guerreiro et Marc Joëts, *Journal of Economic Integration*, 27(4), p. 609-632.
- MIGNON Valérie, **"Testing Catching-Up between Developing Countries: Growth Resistance and Sometimes Growth Tragedy"**, avec Gilles Dufrénot, *Bulletin of Economic Research*, 64(4), p. 70-508.
- MIGNON Valérie, **"Les déterminants des prix du carbone : une comparaison entre les phases I et II"**, avec Anna Creti et Pierre-André Jouvét, *Revue Économique*, 63(3), p.601-610.
- MIGNON Valérie, **"Carbon Price Drivers: Phase I versus Phase II Equilibrium?"**, avec Anna Creti et Pierre-André Jouvét, *Energy Economics*, 34(1), p. 327-334, janvier.
- MIGNON Valérie, **"Does OPEC Still Exist as a Cartel? An Empirical Investigation"**, avec Vincent Brémond et Emmanuel Hache, *Energy Economics*, 34(1), p. 125-131, janvier.
- MIGNON Valérie, **"Does the Banking Sector Structure Matter for Credit Procyclicality?"**, avec Vincent Bouvatier et Antonia Lopez-Villavicencio, *Economic Modelling*, 29(4), p. 1035-1044, juillet.
- MIGNON Valérie, **"Currency Misalignments and Growth: A New Look using Nonlinear Panel Data Methods"**, avec Sophie Béreau, et Antonia Lopez-Villavicencio, *Applied Economics*, 44(17), p. 3503-3511, septembre.
- MITARITONNA Cristina, **"Assessing Barriers to Trade in the Distribution and Telecom Sectors in Emerging Countries"**, avec Lionel Fontagné, *World Trade Review*, n° accepté, Cambridge, p. 1-22, décembre.
- MONJON Stéphanie, **"Limiting Greenhouse Gas Emissions: is the Cancun Agreement Enough?"**, *Atoms for Peace: an International Journal*, p. 197-205.
- MONJON Stéphanie, **"Trends in the Literature on Socially Responsible Investment: Looking for the Keys Under the Lamppost"**, avec Gunther Capelle-Blancard, *Business Ethics: a European review*, 21(3), p. 239-250.
- MONJON Stéphanie, **"Time to Act Now? Assessing the Costs of Delaying Climate Measures and Benefits of Early Action"**, avec Michael Jakob, Gunnar Luderer, Jan Steckel et Massimo Tavoni, *Climatic Change*, 114(1), p. 79-99.

- MONJON Stéphanie, "Quel mix énergétique pour la France ?", Cahiers Français, n° 366, janvier.
- MONJON Stéphanie, **"The Impact of the Screening Process on the Performance of Socially Responsible Funds"**, avec Gunther Capelle-Blancard, European Financial Management, juin.
- NAYMAN Laurence, **"L'importance des investissements incorporels en France : Définitions, problèmes de mesure et contribution à la croissance"**, avec Vincent Delbecque, Sylvie Le Laidier et Jacques Mairesse, Économie et Statistique, INSEE, p. 3-27, novembre.
- NAYMAN Laurence, "L'importance des investissements incorporels en France : Définitions, problèmes de mesure et contribution à la croissance", avec Vincent Delbecque, Sylvie Le Laidier et Jacques Mairesse, Document de travail du CREST, décembre.
- OREFICE Gianluca, "Heterogeneous Migration and Offshoring Costs: Evidence on Spillover Effects", avec Cosimo Beverelli, Policy Priorities for Trade and Jobs, Douglas Lippoldt, p. 249-258.
- PONCET Sandra, **"Export Sophistication and Economic Performance: Evidence from Chinese Provinces"**, avec Joachim Jarreau, Journal of Development Economics, n° 97, p. 281-292.
- PONCET Sandra, "Heterogeneous Export Spillovers to Chinese Domestic Firms: the Role of the Difficulty to Enter the Destination Market", avec Florian Mayneris, Firms in the International Economy, n° accepté, Beugelsdijk and Brakman.
- RAGOT Lionel, "La population prend un coup de vieux", avec Xavier Chojnicki, Alternatives Economiques, n° HS 95.
- RAGOT Lionel, "L'immigration coûte cher à la France, qu'en pensent les économistes ?", Xavier Chojnicki, Eyrolles-Les Échos, p. 128, avril.
- TRIPPIER Fabien, **"La modélisation en équilibre général dynamique et stochastique des cycles économiques en Afrique Sub-Saharienne : une revue de la littérature"**, avec Claude Francis Naoussi, Revue d'Economie Politique, 122(5), p. 667-683.
- ÜNAL Deniz, **"The Rise of Emerging Economies in the EU15 Trade"**, avec Guillaume Gaulier et Françoise Lemoine, European Journal of Comparative Economics, 9(1), p. 133-175, avril.
- ÜNAL Deniz, "Industrie ou services : un dilemme européen?", avec Colette Herzog, Problèmes Economiques, n° 3040, p. 25-30, mars.
- ÜNAL Deniz, "Aux sources du dynamisme économique turc", Confluences Méditerranée, L'Harmattan, p. 99-116, décembre.

Annexe



Le CEPII dans les médias

LE CEPII DANS LES MÉDIAS

En 2012, les économistes du CEPII ont réalisé 153 interviews et publié 65 articles de presse. Le CEPII a été cité 906 fois dans les médias (presse écrite ou sur internet, sur les blogs ou dans les médias audiovisuels) pour un total de 1 124 mentions dans les médias en 2012. L'essentiel des interventions a porté sur les questions monétaires et financières ainsi que sur l'Europe et l'Euro.

1. Aspects méthodologiques

Comme en 2011, le CEPII recense les coupures de presse dans sa propre base pour ce qui est de la presse écrite nationale. Ces coupures ont été fournies par l'Argus de la Presse puis Kantarmedia (la transition de l'Argus à Kantarmedia a entraîné une coupure de plus d'un mois dans les alertes, qui ne sont donc pas comptabilisées dans la base du CEPII). Meltwater et Google permettent de recenser les citations du CEPII sur les sites internet internationaux. Les économistes notifient eux-mêmes leurs interventions dans les médias audiovisuels et dans la presse écrite internationale (ces données ne sont pas exhaustives). Les reprises d'articles déjà parues dans des médias différents ne sont pas toutes renseignées, ces chiffres sous-estiment donc le nombre de mentions du CEPII dans les médias.

Les interventions du CEPII dans les médias peuvent prendre diverses formes :

- interviews exclusives,
- articles signés ou chroniques audiovisuelles faites par les économistes,
- citations d'économistes, de publications ou de conférences du CEPII.

Les médias sont référencés selon deux critères :

- la nature de leur support : presse écrite, site internet, agence de presse, média audiovisuel, blog et autres (dont les portails d'actualité).
- leur couverture géographique : française (nationale, régionale, spécialisée) ou lorsqu'elle est présente sur internet, la presse internationale. Les médias ayant une couverture internationale sont soit étrangers, soit français mais également diffusés à l'étranger dans une langue étrangère.

2. Cartographie de la présence du CEPII dans les médias

Le Tableau 1 recense la part de chaque support dans les mentions du CEPII en 2012. Les comparaisons aux années précédentes sont à interpréter avec précaution puisque les méthodes de référencement des médias ainsi que les méthodes et sources de recensement des articles sont différentes. Cependant, on observe une nette augmentation de la part des sites internet, surtout la part des blogs et portails d'actualité, dans les citations CEPII, augmentation propre aux transformations actuelles de la presse.

Tableau 1 - Répartition indicative des mentions du CEPII par types de supports, 2011-2012 (hors reprises)

	2012	2011
Presse sur internet	29 %	39 %
Presse écrite	31 %	35 %
Médias audiovisuels	20 %	14 %
Blogs et autres (dont portails)	16 %	9 %
Agences de presse	4 %	3 %

Source : Argus de la presse, Meltwater, Google. Référencement des médias par le CEPII.

Note : articles signés et chroniques, interviews et citations.

La presse écrite comptabilise 31 % du total des mentions du CEPII. Selon le Tableau 2, un peu moins de 70 % des mentions ont été publiés dans la presse spécialisée ou la presse nationale. Un quart des mentions du CEPII le sont dans les journaux internationaux. Aucun titre ne ressort particulièrement et les mentions dans les journaux étrangers se répartissent de façon assez équivalente dans 24 supports différents (*Oman Tribune*, *Aujourd'hui au Maroc*, *China Times*, *The Business Times*...). Dans l'ensemble, pour la presse écrite, *La Croix* comptabilise le plus de mentions (15), suivie par *Le Monde* (10), *Les Echos* (10) puis *Challenges* (8).

Tableau 2 - Répartition des mentions dans la presse écrite selon la couverture des médias (en comptant les reprises)

Couverture	Part (en %)
Presse Nationale	44 %
Presse Internationale	27 %
Presse Spécialisée	25 %
Presse Régionale	4 %

Source : Argus de la presse, Meltwater, Google. Référencement des médias par le CEPII.

Note : articles signés et chroniques, interviews et citations.

Tableau 3 – Les principaux titres de la presse écrite selon leur couverture (en comptant les reprises)

Couverture Nationale	Part (en %)
La Croix	25 %
Le Monde	17 %
Libération	15 %
Le Figaro	10 %
<i>Parts cumulées</i>	<i>67 %*</i>
Couverture Régionale	Part (en %)
Nord Eclair	38 %
Ouest France	15 %
20 minutes	8 %
Dernières Nouvelles d'Alsace	7 %
<i>Parts cumulées</i>	<i>68 %</i>
Couverture Spécialisée	Part (en %)
La Tribune	17 %
Les Echos	11 %
Alternatives économiques	10 %
Le Nouvel Economiste	8 %
L'Expansion	7 %
<i>Parts cumulées</i>	<i>53 %</i>

* Les quatre premiers titres comptabilisent 68 % des citations.

Les sites internet comptabilisent plus de 500 mentions du CEPII, soit 45 % du total. On distingue deux catégories de sites : la presse sur internet ou les blogs et portails d'actualité. Au total, ils représentent plus d'un milliard de vues potentielles (Meltwater).

Les blogs et portails d'actualité comptabilisent 36 % des mentions sur internet. Les principaux portails d'actualité sont Yahoo (news.yahoo.com), Free (actualité.portail.free.fr) et La Poste (www.laposte.net). Les principaux blogs sont VoxEu, Neopodia et Telos.

La presse sur internet comptabilise 64 % de l'ensemble des mentions sur les sites internet. Les dix premiers sites, qui ne comptabilisent que 31 % des mentions, sont : *Le Monde.fr* ; *Sing Tao Daily* ; *France Culture* ; *Alternatives Economiques* ; *La-Croix.com* ; *L'Express* ; *France 24* ; *Mediapart* ; *Les Echos* ; *Alternatives Internationales* (données de Meltwater).

Concernant les médias audiovisuels, les économistes du CEPII sont beaucoup intervenus sur *France Culture* qui domine largement l'ensemble avec 50 % des interventions. Viennent ensuite *France Info*, *LCI* et *BFM*. Les médias internationaux représentent un tiers des interventions. Les premiers sont *Radio Vatican*, *RFI*, *France 24* et la *BBC*.

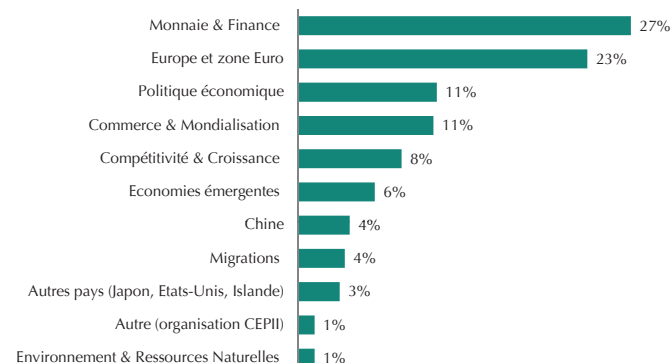
2. Nature des interventions du CEPII dans les médias

- Les principaux thèmes traités

La finance et les questions monétaires (politique monétaire, taux de change), notamment autour de la zone Euro et l'avenir de l'Europe, ont encore été l'objet principal des interventions du CEPII en 2012. Le dynamisme du commerce mondial, l'évolution des spécialisations et les négociations en matière commerciale ont aussi fait l'objet de nombreux articles et interviews. Les journalistes ont beaucoup interrogé les économistes du CEPII sur les questions de compétitivité et d'emploi. Enfin, la Chine a focalisé beaucoup d'intérêt.

Comme les années passées, tout au long de l'année, le CEPII a été interrogé sur les perspectives de croissance de l'économie mondiale et régionales ainsi que sur l'évolution des rapports de forces économiques.

Graphique 1 – Principaux thèmes traités en 2012
(part en % de l'ensemble des mentions)



Source : Argus de la presse, Meltwater, Google. Référencement des mots clés par le CEPII.

- Les types d'interventions : interviews, articles d'économistes et chroniques, citations

Sur les 65 articles signés ou chroniques animées par les économistes du CEPII, cinq médias regroupent la moitié des interventions. En première place, *France Culture* (20 %) suivi d'*Atlantico* (www.atlantico.fr) puis *Eurointelligence*, *Les Echos* et enfin, *Problèmes économiques*.

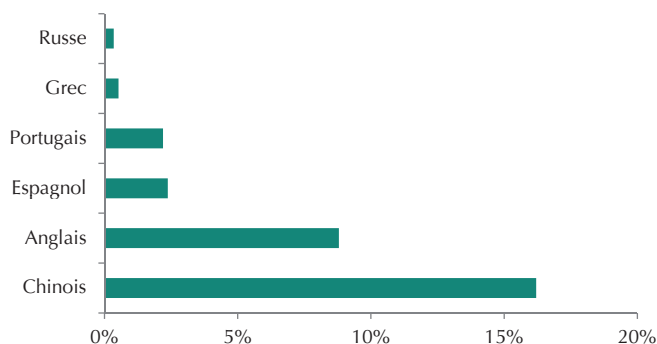
Les interviews sont recensées sur 70 supports différents (presse écrite, internet ou chroniques audiovisuelles) en 2012. Les dix premiers médias qui ont interviewés les économistes du CEPII comptabilisent plus de 50 % de l'ensemble, et sont : *RFI* ; *France 24* ; *Radio Vatican* ; *La Croix* ; *Atlantico* (www.atlantico.fr) ; *Easybourse* (www.easybourse.com) ; *l'AFP* ; *France Info* ; *L'Expansion*.

Le nombre de citations est en augmentation en 2012. Cela provient principalement d'une multiplication des supports citant le CEPII, notamment des blogs. Ainsi, 50 % des citations étaient réparties 21 supports en 2011 alors qu'en 2012 elles le sont sur 48 supports différents. Sur internet, le CEPII a été mentionné sur 420 sites différents (Meltwater).

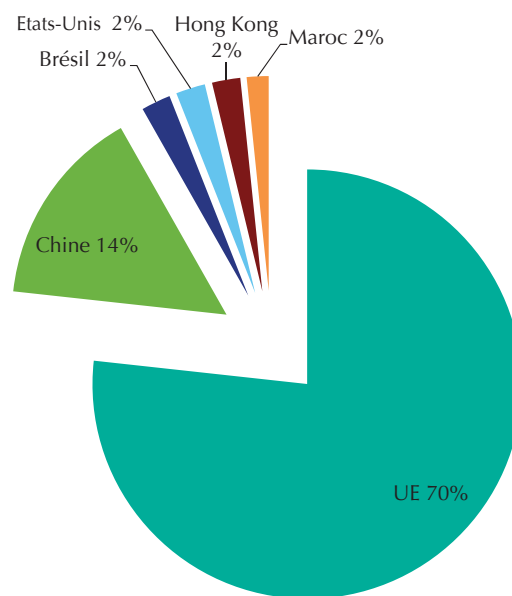
- La présence à l'international

La base Meltwater recense les mentions du CEPII sur les sites internet du monde entier. Elle permet notamment d'obtenir des statistiques concernant l'origine géographique des sites. En 2012, 51 pays différents citent le CEPII, et ce en 14 langues différentes. Le français domine toutes les autres langues, avec 70 % des mentions. Le chinois a une place importante (16 % des mentions, voir graphique 1). Les six premiers pays comptabilisent plus de 90 % des mentions (graphique 2). L'UE comptabilise 70 % des mentions, et dans l'UE la France est largement en tête (35 %), puis le Royaume-Uni, la Belgique et l'Espagne.

Graphique 2 – Répartition des six premières langues des mentions du CEPII en 2012, hors français



Graphique 3 – Répartition géographique des mentions du CEPII en 2012



*Interventions,
rapports et travaux
pour des institutions
publiques et des fondations*

INTERVENTIONS, RAPPORTS ET TRAVAUX POUR DES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET DES FONDATIONS

Michel Aglietta

"Pour une politique de compétitivité à l'échelle européenne. Politiques de compétitivité : quels choix pour la France", Terra Nova, 19 décembre 2012.

"La voie chinoise. Capitalisme et singularités chinoises", Université d'Angers, 4 décembre 2012.

"Are there Trade-offs between Pro-competitiveness Policies, Social Inclusiveness Policies in favor of Greener Growth? Transforming Economies: Laying the National and International Groundwork for Growth, Competitiveness, Jobs, and Green Growth", OECD Global Strategy Group, 28 novembre 2012.

"Quelle croissance pour l'Europe ?", les 4èmes rencontres Jean Monnet, Fondation pour la Civilisation Européenne et Caisse des Dépôts et Consignations, 16 novembre 2012.

"La grande dérive financière du capitalisme américain et sa crise", Institut des Amériques, 15 novembre 2012.

"Quelle union politique pour l'Europe. Quelle sortie de crise ?", AJEF, 14 novembre 2012.

"Chine horizon 2030, la troisième phase de la réforme", Journées de l'Economie de Lyon, JECO, 9 novembre 2012.

"Europe's Institutional Maze and Failure to Cure Euro's Woes. The European Sovereign Debt Crisis - Lessons Learned", Cercle des Economistes et Friedrich Ebert, 5 novembre 2012.

"Europe and the World Economy, Governing Globalisation in a World Economy in Transition", Madariaga - Collège de l'Europe, 27 juin 2012.

"Gouvernance économique de la zone euro : règles budgétaires et politiques de croissance", AFG-CIES, 20 mars 2012

"Une politique de croissance en Europe, propositions pour le financement d'une croissance durable et soutenable", Ars Industrialis, 20 mars 2012.

"Décryptage macroéconomique de la crise du système bancaire", Fédération des villes moyennes, 15 mars 2012.

"Modèle de développement en France et en Europe", CFDT, 10 mars 2012.

"La crise structurelle de la zone euro", Madariaga - Collège de l'Europe, 28 février 2012.

"Enseignements du rapport sur les dettes publiques", Séminaire de finances publiques, Cour des Comptes, 23 février 2012.

"Quelle régulation financière pour restaurer l'utilité sociale des marchés ?", Sénat, 18 janvier 2012.

Agnès Bénassy-Quéré

- "Point sur la crise de la zone euro", GLG, 9 janvier 2012.
- "A French Perspective on the Eurozone Crisis", The euro: (Greek) tragedy or Europe's destiny? Economic, historical and legal perspectives on the common currency, Bayreuth, 11-12 January 2012.
- "Quo vadis euro?", Panel discussion, Bayreuth, 11-12 January 2012.
- "Quel système monétaire international pour demain ? Quelle coopération internationale face aux risques globaux", 24 janvier 2012.
- "Fiscal Sustainability in the Presence of Systemic Banks", avec Guillaume Roussellet, Séminaire INSEE, Paris, 25 janvier 2012.
- "Réforme des traités pour quoi faire ?", Maison de l'Europe, Paris, 2 février 2012.
- "China: a rising monetary power?", Science Po, PSIA Executive Program, 10 February 2012.
- "La sous-évaluation du yuan est-elle un problème pour l'Europe ? La question du protectionnisme", Science Po, Paris, 8 mars 2012.
- "L'euro en crise", Les Economiques de Turgot, 13 mars 2012.
- "L'économie mondiale à l'horizon 2050, avec Lionel Fontagné et Jean Fouré, MAEE, Paris, 19 mars 2012.
- "L'euro en crise", Rendez-Vous d'Europe, Rennes, 20 mars 2012.
- "Fiscal Sustainability in the Presence of Systemic Banks" avec Guillaume Roussellet CESifo, München, 23 March 2012.
- "Crise de la dette souveraine en Europe", Soirée-débat, Ambassade d'Allemagne, Paris, 27 mars 2012.
- "A Picture of the World Economy at the 2050 Horizon", Conference Flying in 2050, Air and Space Academy, Toulouse, 30-31 mai 2012.
- "L'économie mondiale à l'horizon 2050", avec Lionel Fontagné et Jean Fouré, CAE, Paris, 26 juin 2012.
- "Euro Area Crisis Panel discussion", Ministère des affaires étrangères, 2 juillet 2012.
- "Euro area crisis Colloque Ressources publiques et construction étatique en Europe", Université Paris 1- Ministères économique et financier, 2-3 juillet 2012.
- "China and the Euro-Dollar Exchange Rate", avec Yeganeh Forouhesh, CESifo-CEPII-GPE conference on China, Munich, 6-7 septembre 2012.
- "Quelle gouvernance pour quelle croissance en Europe ?", Colloque de rentrée du Centre d'Analyse Stratégique, Paris, 24 septembre 2012.

Gunther Capelle-Blancard

"La fiscalité des entreprises du secteur financier", avec J. Couppey-Soubeyran, Rapports particuliers n°3 et 4, Conseil des Prélèvements Obligatoires, 2012.

Matthieu Crozet

"Efficacité des Dispositifs de soutien à l'exportation des firmes françaises", étude pour le Ministère de l'Économie, des Finances et du Commerce extérieur, DG Trésor, septembre 2012.

"Compétitivité et du dispositif français de soutien aux exportations", Ministère du Commerce Extérieur, audition le 31 août.

"Compétitivité de la France", Ambassade du Royaume Uni en France, audition le 12 avril.

Sébastien Jean

"Le juste échange", Assemblée nationale, audition le 25 octobre 2012 par mesdames les députées M.L. Fort et S. Dagoma, avec J.C. Bureau.

"Trade Liberalization in the Bio-Economy: Coping with a New Landscape", co-écrit avec et présenté par J.C. Bureau, présentation en séance plénière, 28th Triennial Conference, International Association of Agricultural Economists.

*Rencontres organisées
par le CEPII
et le Club du CEPII*

RENCONTRES ORGANISÉES (OU CO-ORGANISÉES) PAR LE CEPII

A – COLLOQUES, SÉMINAIRES ET RÉUNIONS

Fiscal Rules in Europe: Anchor or Straitjacket?

The crisis of the Eurozone is not a simple consequence of the global financial crisis and the resulting increase in national debt. It finds its root in the Treaty itself, which prohibits the bailing out of a Member State by its partners and the monetization of the debt by the Central Bank, without considering the logical consequence of these two prohibitions: the default of a member state. This danger was supposed to be reduced by fiscal rules as laid down in the Stability and Growth Pact. This approach neglected powerful factors, the combination of which resulted in the current crisis: (i) the capacity of the governments to dissimulate the real situation of their public finances, (ii) the huge off-balance sheet risk that resulted from too-big-to-fail banking groups, and (iii) the impact of the accumulation of external liabilities which resulted from negative real interest rates in the most inflationary countries of the Eurozone given the absence of an exchange rate risk and of discrimination in European Central Bank's collateral policy.

The answers to the current crisis had to be found in urgency and without an explicit long-term perspective. The European Council of December 9th 2011 marked a turning point, with a frank discussion on the political organization of the zone, the role of the European institutions and the need to endow them with new competencies. The Fiscal Pact based on an intergovernmental treaty is a step towards the new governance structures of the Euro area. But further steps both in crisis management and in governance reform will have to be taken.

Different conceptions in particular between Germany and France are likely to surface in this course of action. While the December 9th summit brought an important agreement on fiscal discipline, other disagreements remain, in particular on growth policies in Europe, banking regulation, debt pooling not to mention political integration.

XIth Doctoral Meetings in International Trade and International Finance

Session I - Trade, quality and diversification
Session II - Empirical Finance
Session III - Trade, Regulations and Institutions
Session IV - Open Macro, Crisis and Trade imbalances
Session V - Trade and RTA
Session VI - Trade externalities and imperfect competition
Session VII - Trade, Migration and Labour Markets
Session VIII - Finance, Reforms and Growth

SÉMINAIRE

21 mars

Paris

Séminaire franco-allemand
sur la zone euro
co-organisé avec SWP, Club
du CEPII, CAS & EADS.

SÉMINAIRE

12-14 avril

Université de Bocconi, Milan

Organisé par le Réseau RIEF
(Research in International
economics and Finance).

CEPII : partenaire du réseau.

SÉMINAIRE

14 juin

Berlin

Séminaire franco-allemand sur la zone euro co-organisé avec SWP, Club du CEPII, CAS & EADS.

COLLOQUE

13 septembre

Paris

A l'occasion de la parution de l'ouvrage L'économie mondiale 2013, Coll. Repères, La Découverte.

CONFÉRENCE-DÉBAT

28 septembre

Paris

A l'occasion de la publication chez Odile Jacob de l'ouvrage de Michel Aglietta et Guo Bai.

CONFÉRENCE

18-19 octobre

Moscou

En partenariat avec Bruegel, New Economic School, Moscow, Higher School of Economics, Moscow et avec le soutien de BP, Banque de France, BNP Paribas, Club du CEPII, RIAC

Changing the Rules of the Game

This second workshop focused on longer term issues related to the growth prospect (session 1) and the governance (session 2) of the Eurozone.

L'économie mondiale 2013

Session 1. L'économie mondiale de crise en crise :

- Europe, Etats-Unis : où en est-on ?
- Quels modèles de croissance pour les économies émergentes et la Chine ?

Session 2. Désendettement et financement de l'économie

La voie chinoise. Capitalisme et Empire

En économie politique la Chine surprend les observateurs occidentaux parce qu'ils manquent de modèle référent pour évaluer ses transformations. D'où l'oscillation entre optimistes pessimistes, ni l'une ni l'autre attitude ne définissant une démarche scientifique. S'agit-il d'une économie capitaliste ? Mais alors d'autres questions surgissent : comment une telle économie peut-elle être performante sans être insérée dans un Etat de Droit, c'est-à-dire une sans séparation des pouvoirs au sens occidental ? Comment peut-il exister un capitalisme sans capitalistes, c'est-à-dire sans acteurs privés capables d'exercer une influence politique prépondérante ? On ne peut répondre à ces questions sans changement de perspective, c'est-à-dire sans se placer du point de vue de la philosophie politique chinoise. Notre livre est un essai de répondre à ces questions en mariant les concepts de la philosophie chinoise, les enseignements de l'histoire et la théorie du développement économique.

International Cooperation in Times of Global Crisis: Views from G20 countries

Session 1. A lost decade?

Session 2. How many international lenders of last resort?

Session 3. From debt to equity - The changing patterns of international financing

Session 4. Energy and natural resources in a globalised economy

Session 5. Can the G-20 escape diminishing returns?

Session 6. Closing panel - A global level playing field?

Xth Annual Conference of the EURO-LATIN Study Network on Integration and Trade (ELSNIT) – Trade and Climate Change

The conference has discussed the papers selected through a call for papers launched in March 2012 in Europe and in Latin America, on the basis of a decision by the Steering Committee. The papers examine the links between trade and climate change, along the macroeconomic, microeconomic, institutional and legal dimensions.

CONFÉRENCE

25 octobre

Université de Bocconi, Milan

Organisé par le réseau
ELSNIT

CEPII : partenaire du réseau

Remettre la finance au service de la croissance de long terme

Comme l'expérience le montre, la résolution d'une crise financière de grande ampleur est un processus lent. Le désendettement du secteur privé, le renforcement de la régulation bancaire et l'impatience des gouvernements à retrouver l'équilibre des finances publiques se conjuguent et créent un environnement macroéconomique particulièrement défavorable à la croissance.

Même dans les pays scandinaves, qui ont pourtant été, au début des années 1990, les plus efficaces pour résoudre ce type de crise (restructuration financière drastique, soutien de la demande par dévaluation et politiques d'investissements en R&D et requalification de la main d'œuvre pour ouvrir un nouveau sentier de croissance), l'ajustement a été long. La dette privée n'a commencé à baisser en pourcentage du PIB que 3 ans après l'éclatement de la crise financière et la dette publique seulement après 5 ans. La croissance a décéléré pendant 5 ans et n'a retrouvé son rythme potentiel antérieur à la crise qu'au bout de 10 ans.

La zone euro se trouve dans une situation bien plus défavorable à cause de la polarisation industrielle entre le Nord et le Sud, de la faiblesse des institutions communautaires et du contexte mondial peu favorable. Les systèmes bancaires sont sous-capitalisés eu égard aux créances douteuses qu'ils portent, le fléchissement de la croissance n'a pas permis au secteur privé d'amorcer son désendettement et la menace sur la solvabilité de certains États a conduit à des politiques de consolidation budgétaire qui pourraient s'avérer prématurées.

L'édition 2012 du colloque CEPII-Groupama Asset Management vise à faire le point sur les dynamiques interdépendantes en cours, tant au plan microéconomique, en se focalisant sur l'adaptation du secteur bancaire aux nouvelles régulations prudentielles, qu'au plan macroéconomique, en estimant l'ampleur du désendettement à accomplir dans le secteur privé, en soulignant les pièges de l'austérité et en engageant une réflexion sur les axes des futures politiques de croissance.

COLLOQUE

25 octobre

Paris

Co-organisée avec le CIREM
et Groupama AM

CONFÉRENCE-DÉBAT

26 novembre

Paris

Co-organisée avec la BCE
et le Club du CEPII.

CONFÉRENCE

13 décembre

Paris

Séance de présentation de
la publication commune du
CEPII, de PSE et G-MonD.

The International Role of the Euro through the Crisis and beyond

In 2011, particularly during the second half of the year, the euro area's financial system was strongly affected by the intensification of the sovereign debt crisis. However, a recent ECB report¹ shows that the international role of the euro remained relatively resilient, as mirrored in the euro's relatively stable exchange rates against the other major currencies until the end of 2011. The report reviews developments in the international role of the euro in 2011, tracking a comprehensive set of indicators covering a number of different market segments. It focuses on the euro's relevance in financial markets, such as the use of the euro in foreign exchange reserves or in debt securities markets.

After a short presentation of this report, ECB co-authors will discuss the latest findings of this 2012 edition. It will open the floor to a debate about the implications of the current euro area crisis on the international role of the European money and for the future of the international monetary system.

Pas à pas, renforcer la zone euro

Les Européens n'ont agi jusqu'à présent que dans l'urgence pour résoudre la crise économique et monétaire à laquelle ils sont confrontés. Pas à pas, ils ont fourni des réponses inégales aux quatre volets de la crise : la dette souveraine, les banques, la compétitivité et la gouvernance. Ces tâtonnements ont été l'objet de nombreuses critiques et jugés insuffisants pour fournir une réponse globale. Mais l'union monétaire européenne est une expérience inédite.

Les auteurs montrent dans ce Policy Paper G-MonD co-édité par le CEPII et PSE que ces avancées partielles et successives ont permis d'ébaucher certains éléments d'une réponse globale à la crise de la zone euro.

Cette séance sera l'occasion de faire le point sur ces avancées. Seront discutés les défis qu'il reste à affronter : se désendetter de manière coordonnée et pragmatique ; mener des réformes structurelles plus ambitieuses ; repenser la surveillance macroéconomique et budgétaire ; superviser les banques et restructurer certaines d'entre-elles ; entreprendre une initiative budgétaire au niveau européen.

B – ATELIER THÉMATIQUE

GROUPE D'ANALYSE DE LA MONDIALISATION

(Co-organisé par le Centre d'analyse stratégique, en partenariat avec le CERI-Sciences Po)

La désoccidentalisation du monde

Les études se multiplient pour attester d'un rééquilibrage de la puissance économique des grandes nations industrielles vers de nouveaux acteurs. Ce phénomène s'observe non seulement sur le plan économique et financier mais également géopolitique et culturel. L'influence croissante de la Chine, notamment, fascine autant qu'elle inquiète les "anciennes" puissances. Après une période d'euphorie où l'occidentalisation du monde a paru aller de soi, les pays occidentaux sont aujourd'hui dans une position moins favorable, notamment sous l'effet de la crise financière et de l'endettement public. Les Etats-Unis ne paraissent plus en "surplomb du monde" comme ils l'étaient par le passé en assurant la sécurité par le biais de leur force militaire, en consolidant le système économique grâce au dollar, devenu monnaie de réserve, en mobilisant les leviers du progrès scientifique et technique.

L'Union européenne cherche à maintenir sa capacité d'action et d'influence sur la scène internationale mais la crise de la zone euro l'a fragilisée. Après l'affirmation des "BRIC" (Brésil, Russie, Inde et Chine, acronyme inventé en 2001 par un économiste de Goldman Sachs), faut-il suivre de plus près l'évolution des CIVETS (Colombie, Indonésie, Vietnam, Egypte, Turquie, Afrique du Sud), celle des "Next 11" (Indonésie, Vietnam, Egypte, Bangladesh, Iran, Mexique, Nigeria, Pakistan, Philippines, Turquie, Corée du Sud) ou celles des "TIMBI" (Turquie, Inde, Mexique, Brésil et Indonésie), ensemble défini en décembre 2011 par le sociologue américain Jack A Goldstone ? La question de la stratégie à mettre en œuvre par l'Occident pour gérer une transition entre statut incontesté et pouvoir concerté reste entière.

7 mars,

Paris.

Publication : *Les Dossiers de la mondialisation*, n° 25.

Banques et stabilité financière dans la mondialisation

La crise financière mondiale, qui a débuté aux Etats-Unis en 2007 a révélé des failles dans les systèmes bancaires américains et européens. Dans un premier temps les Etats sont intervenus pour contenir la crise, puis des réformes structurelles se sont progressivement imposées, notamment sous l'égide du G20. Pour que cessent les turbulences ayant perduré en 2011, comme en 2012 sur fond de crise de la zone euro, la solidité des établissements bancaires passe notamment par un renforcement de leurs fonds propres. Les vives discussions de ce printemps 2012, entre banquiers et régulateurs, entre Européens et Américains, et entre Européens eux mêmes autour du périmètre des nouvelles règles prudentielles dites de "Bâle III" ont montré la difficulté, sans compter la très haute technicité, de l'exercice. Une plus

27 juin

Paris.

Publication : *Les Dossiers de la mondialisation*, n° 26.

3 octobre

Paris.

Publication : *Les Dossiers de la mondialisation*, n° 27.

grande stabilité financière est attendue, avec l'amélioration de ces fonds auxquels doivent s'ajouter des ratios de liquidité et un plafonnement de l'effet de levier. Au-delà, c'est la question même du modèle le plus adéquat qui est en question.

L'émergence de l'Afrique dans la mondialisation

Les exercices de prospective à l'horizon 2030-2050 réalisés pour l'Afrique il y a plus de dix ans annonçaient déjà un doublement de la population du continent. L'apparition d'un milliard supplémentaire d'êtres humains rendait plus difficile pour la majorité des analyses d'alors, la faisabilité des schémas économiques, sociaux, sanitaires, urbains.

Aujourd'hui dans une période où les économies européennes sont fragiles, où la reprise américaine semble plus poussive qu'annoncé, où les croissances chinoises et indiennes notamment donnent des signes d'essoufflement, l'Afrique apparaît sur une note plus positive. L'Afrique subsaharienne a renoué avec la croissance économique à partir de 1995. Cette dernière est montée en puissance pour atteindre un rythme annuel supérieur à 6% jusqu'à la crise 2008-2009.

La transformation que connaît cette région depuis quinze ans est notable : elle est ainsi venue à bout des difficultés causées par un ajustement financier permanent. Son économie reste cependant caractérisée par des productions tirées du sol et du sous-sol et par la modestie de son tissu industriel. À long terme, les paramètres de la transition démographique, de l'urbanisation, de l'essor de la classe moyenne occupent une place centrale, avec la question de l'État et de la "gouvernementalité".

L'Afrique subsaharienne a modifié grandement ses partenariats, bénéficiant d'investissements directs étrangers plus importants en volume et diversifiés dans leur provenance. Le modèle actuel d'aide publique au développement étant "fini", l'élément déterminant pour l'avenir reste la stratégie que choisira l'Afrique subsaharienne en matière de développement durable et sa capacité à s'écarter du modèle carboné qui a prévalu jusqu'à récemment dans les pays industrialisés.

La cybermondialisation : opportunités et risques

Déclarer qu'Internet est présent aujourd'hui dans toutes les dimensions, de la sphère économique à la sphère culturelle, est devenu une évidence. Il n'en reste pas moins que la "cybermondialisation" reste relativement difficile à appréhender en raison de l'imbrication toujours plus grande entre réel et virtuel qui la caractérise. Elle peut se concevoir comme une globalisation qui s'accélère encore sous l'effet conjugué d'une mise en réseau exponentielle, reposant sur une plus grande capacité de traitement des ordinateurs, sur un débit de connexion plus important, amenant à utiliser en temps réel des informations partagées.

Plus que d'autres l'entreprise est l'organisation qui aurait déjà été

12 décembre,

Paris.

Publication : *Les Dossiers de la mondialisation*, n° 28.

largement transformée par l'informatisation. Cette évolution (voire cette révolution) technologique modifie en profondeur les systèmes productifs et les relations entre individus.

C – SÉMINAIRES "ACTUALITÉ" DU CEPII

"Point sur la crise en zone euro", par A. Bénassy-Quéré et B. Carton.	6 janvier
"Le Royaume-Uni devrait-il sortir de l'Union européenne ?", par G. Capelle-Blancard et C. Emlinger.	10 février
"Pourquoi les négociations internationales échouent-elles presque toujours ?", par B. Carton.	9 mars
"De la démondialisation à la promotion du label 'made in France' : le point sur les discours protectionnistes", par M. Crozet et H. Guimbard.	11 avril
"On entend dire que l'immigration coûte cher à la France", par X. Chojnicki et L. Ragot.	16 mai
"La Grèce va-t-elle sortir de la zone euro ?", par A. Bénassy-Quéré.	7 juin
"Fragilité bancaire et credit crunch", par G. Capelle-Blancard et O. Havrylchuk.	27 juin
"Tobin or not Tobin?", par G. Capelle-Blancard et O. Havrylchuk.	12 septembre
"Économie américaine : les défis de la nouvelle présidence", par C. Destais.	4 octobre
"Désindustrialisation : état des lieux", par M. Crozet	15 novembre
"Le problème des fuites de carbone, mythe ou réalité", par S. Monjon et J. Fouré.	20 décembre

D – SÉMINAIRES INTERNES

"Industrie ou service : le dilemme de la spécialisation européenne", par D. Ünal & C. Herzog.	5 janvier
"Quelle part du fardeau fiscal les banques répercutent-elles sur leurs clients", par G. Capelle-Blancard & O. Havrylchuk	16 février
"Food Prices and Monetary Policy in Emerging Economies", par M. Pourroy & B. Carton.	1 ^{er} mars

15 mars	"Trade Costs and Trade Globalization 1720-2010", par M. Fouquin & J. Hugot.
5 avril	"Policy enough to Lure Brains? The Tale of Two Small Economies against the United States Magnet Effect", par D. Gross.
19 avril	"Allocation of Special Drawing Rights for Development Purposes", par B. Erten.
3 mai	"Product Relatedness and firm Exports in China", par S. Poncet & F. Starosta de Waldemar.
10 mai	"Manufacturers and Retailers in the Global Economy", par N. Schmitt.
31 mai	"Langues parlées, langues maternelles, traduction et commerce international", par F. Toubal & J. Mélitz.
7 juin	"RMB Internationalization: a Chinese Puzzle ?", par C. Destais.
21 juin	"Firm Level Effect of Immigration: New Empirical Evidence on France", par G. Orefice & C. Mitaritonna/P. Giovanni.
5 juillet	"Tariff Liberalization and Trade Integration of Emerging Countries", par L. Fontagné & A.-C. Didier.
13 septembre	"Balassa-Samuelson Effect and Market Regulations: an Investigation for European Countries", par A. Bénassy-Quéré & D. Coulibaly.
27 septembre	"Does Input-Liberalization Affect Firm's Decision to Import Capital Goods", par M. Bas & A. Berthou.
11 octobre	"If Foreign in Investment is not Foreign", par S. Ledyeva.
18 octobre	"Manufacturing Price and Productivity Levels of Eight European Countries Compared to Germany", par L. Nayman & D. Ünal.
8 novembre	"Trade Liberalization and Export Prices: the Case of China", par M. Bas & V. Strauss-Khan.
22 novembre	"Does Migration Foster Exports? An African Perspective", par M. Le Goff & H. Ehrhart.
6 décembre	"Why so Little Arm's Length Services Trades?", par D. Mirza.
20 décembre	"Multinational Retailers and Home Country Export's", par C. Emlinger, A. Cheptea & K. Latouche.

E – SÉMINAIRES EXTERNES

- "Imbalances and Fiscal Policy in a Monetary Union", par I. Hjortsoe 26 janvier
- A Global Database and Model of Foreign Affiliate Activity, par C. Lakatos & T. Fukui (U.S. International Trade Commission – Washington) 26 juin

F – SÉMINAIRES "FORMATION CONTINUE EN ÉCONOMIE"

- "Macroéconomie internationale et firmes hétérogènes : théorie et empirique", par P. Martin (Sciences Po, Paris). 17 janvier
- "Méthodes économétriques pour données individuelles à deux dimensions d'hétérogénéité (employeur-employé, banque-entreprise, étudiant-université, patient-hôpital, etc.)", par F. Kramarz (Ecole Polytechnique et Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique). 6 février
- "Microéconomie bancaire et crise financière", par D. Thesmar (HEC School of Management). 15 mai
- "Panels dynamiques", par C. Hurlin (Université d'Orléans). 22 mai
- "International Negotiations", par S. Evenett (Swiss Institute for International Economics and Applied Economic Research, St. Gallen, Suisse). 23 novembre

RENCONTRES ORGANISÉES PAR LE CLUB DU CEPII

Politique industrielle et compétitivité

La Commission européenne, DG Entreprise et Industrie, a adopté récemment sa nouvelle communication sur "La politique industrielle : renforcement de la compétitivité", avec la dernière édition du Rapport sur la compétitivité européenne et le rapport qui l'accompagne sur la compétitivité et la performance des États membres.

CONFÉRENCE

19 janvier

Paris

En partenariat avec
European Commission
Enterprise and Industry

Zone euro : éclatement ou fédération

Rencontre avec Michel Aglietta à l'occasion de la sortie de son ouvrage.

"Partant d'une analyse sans concession des erreurs qui ont abouti à la panique actuelle, Michel Aglietta ouvre le débat : s'il n'est pas possible de consolider les dettes sans se créer un avenir commun, comment sortir de cette spirale descendante ? La voie de la croissance reste ouverte. Mais elle exige des choix forts.

L'accord européen du 9 décembre 2011 introduit un début de gouvernance commune mais reste prisonnier d'un carcan de règles sans véritable action collective. Cet accord ne trace pas la voie d'une sortie de la crise par la croissance. Car la dérive des finances publiques traduit une crise beaucoup plus profonde, qui trouve son origine dans les choix opérés lors de la création de la monnaie unique. Incapable de contrer la polarisation des économies entre un centre industriel toujours plus compétitif et une périphérie dopée au crédit, la zone euro reste minée par les divergences politiques sur la finalité de la construction européenne. L'avenir de l'euro demeure incertain".

CONFÉRENCE

26 janvier

Paris

En partenariat avec
le CEPII

How Economics Shapes Science

Rencontre avec Paula Stephan à l'occasion de la sortie de son ouvrage.

The beauty of science may be pure and eternal, but the practice of science costs money...

At a time when science is seen as an engine of economic growth, Paula Stephan brings a keen understanding of the ongoing cost-benefit calculations made by individuals and institutions as they compete for resources and reputation. With funding tight, investigators pursue safe projects rather than less fundable ones with uncertain but potentially path-breaking outcomes. Career prospects in science are increasingly dismal for the young because of ever-lengthening apprenticeships, scarcity of permanent academic positions, and the difficulty of getting funded.

CONFÉRENCE

14 février

Paris

En partenariat avec
le CEPII

RÉUNION
16 février
Paris

Vivid, thorough, and bold, *How Economics Shapes Science* highlights the growing gap between the haves and have-nots—especially the vast imbalance between the biomedical sciences and physics/engineering—and offers a persuasive vision of a more productive, more creative research system that would lead and benefit the world.

Royaume-Uni : le coût de la non-Europe

Lors du sommet européen des 8 et 9 décembre 2011, le Royaume-Uni s'est opposé à l'idée d'un nouveau traité visant à renforcer l'intégration et la discipline budgétaire en Europe. Un mois plus tard, le premier ministre britannique, David Cameron, se montrait hostile à une taxe européenne sur les transactions financières.

Depuis le début de la crise, le fossé semble ainsi se creuser toujours un peu plus entre le Royaume-Uni et le reste de l'Europe.

Quelles sont les conséquences de ce refus d'aller vers plus d'intégration économique, financière et budgétaire ? Quels avantages le Royaume-Uni retire-t-il de sa participation au marché commun ? A-t-il intérêt à faire cavalier seul ? Les britanniques sont-ils prêts à tout pour sauvegarder les intérêts de la City ?

RÉUNION
16 mars
Paris

Amérique latine : impact de la crise économique

Conférence, en anglais, avec José Antonio Ocampo, Professor, School of International and public Affairs, Columbia University, New York ; Former Minister of finance and Public Credit and Minister of Agriculture of Colombia, and Under-Secretary-General for Economic and Social Affairs to the United Nations.

Les atouts de l'Amérique latine dans la mondialisation sont nombreux en raison notamment d'importantes ressources naturelles et d'une structure démographique favorable.

En outre, si les disparités d'un pays à l'autre sont nombreuses, l'Amérique latine affiche depuis quelques années une plus grande stabilité économique et financière, grâce à un renforcement de son cadre macroéconomique et à une diminution de la pauvreté et des inégalités sociales. Les atouts de l'Amérique latine dans la mondialisation sont nombreux de par d'importantes ressources naturelles qui devraient croître de manière significative dans les années à venir et d'un dividende démographique favorable.

Toutefois, face au ralentissement des grandes économies avancées lié à des programmes d'austérité et de consolidation fiscale, les pays d'Amérique latine se trouvent confrontés à des risques importants. Les exportateurs nets de matières premières subissent des pressions en faveur de l'appréciation de leur monnaie liée aux problèmes de liquidité mondiale ce qui réduit le pouvoir d'achat et la rentabilité de leurs exportations et nuit à leur compétitivité dans l'économie mondiale.

Les liens qui vont se tisser entre l'Amérique latine et les économies émergentes d'Asie seront un facteur essentiel pour contrebalancer ces risques croissants liés à une récession qui s'installe dans les pays avancés. Les économies émergentes d'Amérique latine seront-elles en mesure de créer un nouveau moteur de croissance pour l'économie mondiale ?

La Russie au lendemain des élections présidentielles

Prosperité, crise, modernisation, *Etapes et premier bilan de la période Poutine.*

Développements récents et perspectives macroéconomique à moyen terme, *Dépendance à l'égard des revenus pétroliers, gestion des réserves, politiques d'innovation ; estimations du PIB russe.*

Le monde des affaires : quelles opportunités ?, *Diversification industrielle, IDE, flux commerciaux.*

Politique étrangère : les grandes options, *Espaces russo-européen et euro-asiatique.*

Mondialisation et croissance soutenable, Politique industrielle, Politique de la concurrence et soutien à l'innovation, Humanisme et économie

Invitée : Diane Coyle, Harvard PhD Economist, head of the consultancy firm "Enlightenment Economics", member of the UK Competition Commission, Vice Chairman of the BBC Trust.

Investissements Sud-Sud

La combinaison des difficultés économiques et financières des économies avancées et de l'émergence rapide de multinationales des pays en développement modifie le cadre concurrentiel global des entreprises. Dans ce cadre global, un aspect particulier de cette "nouvelle concurrence" tient à la hausse des investissements directs des pays en développement vers d'autres pays en développement, pour y capter des nouveaux marchés comme pour sécuriser l'accès aux ressources et aux intrants industriels, voire technologiques.

La présentation s'appuie, d'une part, sur une étude du CEPII sur le choix de localisation des investisseurs issus des pays émergents ("Sud") et, d'autre part, sur une série d'analyses menées par TAC, notamment dans le cadre de travaux pour la Commission Européenne, à partir d'une base de données originale permettant de suivre ces flux d'IDE tant par pays que par secteurs.

L'observation et l'analyse des tendances révélées sont complétées par une approche plus qualitative des stratégies menées par ces

CONFÉRENCE

29 mars

Paris

En partenariat avec
le CEPII

DÎNER-DÉBAT

2 avril

Paris

En partenariat avec
le CEPII

RÉUNION

4 avril

Paris

RÉUNION

10 avril

Paris

multinationales, en s'appuyant en particulier sur l'observation des grandes entreprises indiennes, chinoises et africaines.

Credit Rating Agency Regulation: Implications for Issuers and Investors

In light of the European Commission's Proposal of 15 November 2011 to amend the existing EU Regulation on Credit Rating Agencies, this roundtable has been set up to consider the implications of this proposed regulation on debt capital markets in Europe. In particular, the roundtable will focus on the costs and benefits to issuers and investors, both European and non-European, and the potential impact on cross-border capital flows. The timing of the event is intended to be able to inform policymakers in advance of the adoption of final legislation. The objective is to identify points of agreement between issuers, investors and other users of ratings on the subject, as well as constructive suggestions for workable solutions to the issues raised.

The roundtable is intended to be participative and interactive. In each session speakers will introduce the topic and open it up for discussion : competition among credit rating agencies, use of credit ratings, reliance on credit ratings, civil liability regime, market liquidity and cost of capital, regulation.

PETIT-DÉJEUNER

31 mai

Paris

Rééquilibrage de l'économie chinoise : que disent les statistiques du commerce extérieur ?

La Chine, qui a été un acteur majeur dans la montée des déséquilibres mondiaux au milieu des années 2000, a réduit son excédent commercial global depuis 2007, mais conserve des excédents massifs sur les Etats-Unis et l'Europe.

Sa demande d'importation s'est en effet adressée principalement à ses voisins asiatiques et aux producteurs de matières premières.

Les performances de l'Europe sur ce marché ont été portées par le pouvoir d'achat croissant des ménages chinois et devraient bénéficier de la réorientation de la demande intérieure vers la consommation ; celle-ci apparaît plus que jamais nécessaire à la croissance chinoise, affectée par le ralentissement de la demande internationale

CONFÉRENCE

21 juin

Paris

Avec le soutien de l'Institut
CDC pour la Recherche.

Les économies d'Afrique du Nord face à un futur incertain

Session 1 – The financial and macroeconomic situation / La situation macroéconomique et financière

Session 2 – The growth potential and how to reach it / Comment atteindre le potentiel de croissance

Session 3 – The trade integration process / le processus d'intégration commerciale

Ajustements internes & croissance en zone euro

L'Europe traverse une crise profonde et l'avenir de l'euro demeure incertain face à la dérive des finances publiques, à la fragilité des systèmes bancaires, aux risques de défaut des pays les plus fragiles, aux problèmes d'ajustements de prix relatifs, aux divergences politiques et à la faiblesse de la croissance.

Cette crise met en lumière la difficulté de l'Union européenne à s'organiser en puissance souveraine et organiser ses ajustements internes. Le moment est désormais venu de décisions radicales qui pourraient conduire à un déplacement substantiel des responsabilités entre le niveau national et le niveau européen.

Cette séance brain storming, qui s'est tenue après la réunion de l'Euro-groupe du 20 juin, a été l'occasion de débattre des évolutions récentes et des perspectives en matière d'ajustement, en particulier pour ce qui concerne les prix relatifs. On a évoqué les mécanismes par lesquels la Grèce pourrait être contrainte de sortir de la zone euro et les conséquences d'un tel scénario pour ce pays et pour les partenaires de la zone.

BRAIN STORMING

25 juin

Paris

Accords commerciaux préférentiels : perspectives japonaises et européennes

Alors que, sous l'égide de l'OMC, le processus de Doha concernant la libéralisation multilatérale des échanges s'enlise, la multiplication des accords préférentiels redessine la carte du commerce mondial.

Donnant priorité aux négociations multilatérales, le Japon et l'Union européenne sont longtemps restés à l'écart de cet élan régionaliste. Ce n'est plus le cas depuis quelques années déjà et tous deux multiplient les accords signés, en négociation ou en discussion. Avec des projets comme par exemple l'accord trilatéral entre la Chine, le Japon et la Corée du Sud, ou l'accord bilatéral entre l'UE et le Mercosur, les enjeux sont potentiellement immenses.

C'est dans ce contexte qu'est discutée l'opportunité d'ouvrir des négociations commerciales bilatérales entre l'UE et le Japon. Cette séance a été l'occasion d'apporter un éclairage sur les expériences de l'Union européenne et du Japon en matière d'accords préférentiels et de discuter les perspectives afférentes.

RÉUNION

11 juillet

Paris

A New Economic Policy Agenda for China

Launch a joint publication titled "A New Economic Growth Engine for China: Avoiding the Middle-Income Trap by Not Doing More of the Same"

The book is a product of close collaboration between the School of Economics at Fudan University and the Earth Institute at Columbia University. From various aspects of the domestic and foreign situation,

CONFÉRENCE

4 septembre

Paris

En partenariat avec Asia Centre, School of Economics Fudan University, The Earth Institute, Columbia University.

DÎNER-DÉBAT

25 septembre

Paris

CONFÉRENCE

9 octobre

Paris

*En partenariat avec
l'Ambassade de Suède.*

PETIT-DÉJEUNER

13 novembre

Paris

China has now reached a critical juncture in its economic development. Unless China is able to overcome the difficulties in undertaking further reforms in the next ten years, China would be caught in the middle income trap and be unable to become a modern country. The future course of China's economic development is also of great concern to the rest of the world because the socio-political-economic conditions in China will have significant impact on global economic prosperity and on global political harmony. This book presents a new paradigm for growth, short-term demand management, institutional reforms for middle-term growth, and strengthening the fundamentals for long-term growth.

La France dans l'Union européenne

Rencontre avec Pierre Sellal, diplomate français, Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et européennes, après avoir été représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne, élève de l'Ecole nationale d'administration et directeur de cabinet d'Hubert Védrine,

Gouvernance budgétaire en Europe

La crise sévère que traverse la zone euro a mis en lumière les défauts de la gouvernance économique actuelle tant pour prévenir l'apparition d'une crise majeure que pour mettre en œuvre une réponse rapide et adaptée. La question se pose donc de la nature des institutions qui favorisent la mise en œuvre de politique macro-économiques soutenables.

Dans le domaine monétaire, le choix a été fait de rendre les banques centrales indépendantes. Ce choix n'est pas remis en cause aujourd'hui mais la crise a ébranlé l'idée qui le fondait selon laquelle les décisions monétaires et budgétaires peuvent être prises indépendamment.

Dans le domaine budgétaire, qui constitue pourtant le cœur de la souveraineté nationale, l'idée fait son chemin de mettre en place des institutions indépendantes soit au niveau de chaque pays, soit au niveau de la zone monétaire.

Où en est le développement du secteur privé dans les pays méditerranéens ?

Rencontre avec Najy Benhassine, ingénieur et économiste, actuellement manager au Département du Climat de l'Investissement au Groupe de la Banque mondiale, après avoir été économiste principal dans le Département du développement du secteur privé et du secteur financier dans la région Moyen-Orient Afrique du Nord, sur le thème :

Depuis une quinzaine d'années, les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient s'efforcent de soutenir le développement d'un secteur privé à capitaux locaux au travers de la formation des cadres, le développement d'un climat des affaires plus favorable à l'investissement et à l'entrepreneuriat, un secteur financier plus efficace et une meilleure offre de services par les entreprises. Ces politiques se sont toutefois heurtées à des obstacles en terme de demande, d'accès aux financements et de réglementation excessive. Leur poursuite est naturellement affectée par les bouleversements politiques que connaissent ces pays depuis deux ans.

La Banque centrale européenne et la crise de l'Euro

Rencontre avec Peter Praet, Membre du Directoire de la Banque Centrale Européenne (BCE).

DÎNER-DÉBAT
17 décembre

Paris

*Participation
à des groupes de travail,
comités de lecture
et comités d'experts*

PARTICIPATION À DES GROUPES DE TRAVAIL, COMITÉS DE LECTURE ET COMITÉS D'EXPERTS

Michel Aglietta

Participation au groupe informel de réflexion sur la Chine, China in Transition, OCDE, novembre 2012.

Agnès Bénassy-Quéré

Membre de la Commission Economique de la Nation.

Membre du Conseil d'analyse économique.

Cité des sciences et de l'industrie : membre du comité scientifique "économie" - Universcience.

World Economic Forum : membre du groupe de travail sur le système monétaire international.

Medef : participation au Comité "Monnaies et système monétaire international".

Membre du comité scientifique du réseau RIEF (Research in International Economics and Finance).

Membre du comité scientifique du CREST.

Membre du Conseil de perfectionnement de l'ESPCE.

Gunther Capelle-Blancard

Président de la commission du CNIS "Système financier et financement de l'économie".

Membre du jury du Social Impact Finance Forum, organisé par le SCIEF, Madrid, octobre 2012.

Responsable du comité local d'organisation du workshop MISTRA, Sustainable Investment Research Platform, de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, avril 2012.

Membre du comité de programme du congrès annuel de l'AFSE.

Benjamin Carton

Participation aux Doctoriales de Nanterre (Université Paris X, 14 mars 2012).

Participation au Workshop franco-allemand (CEPII, 21 mars 2012).

Evelyne Dourille-Feer

Conseiller scientifique du GAM (CAS/CEPII/CERI-Sciences-Po).

Membre du Groupe d'experts macro-finance sur l'économie japonaise, présidé par le délégué général de la Banque du Japon, janvier 2012.

Charlotte Emlinger

Membre du groupe de travail sur l'agriculture durable de la CFDT.

Lionel Fontagné

Président de la Commission "Entreprises et Stratégies de Marché" du CNIS

Membre du Conseil d'analyse économique

Research Fellow au CESifo

Membre élu du Conseil National des Universités

Julien Gourdon

Membre du projet de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) "Commerce et Développement : Nouveaux Enjeux", coordonnée par Anne Célia Disdier (INRA/PSE).

Sébastien Jean

Membre du groupe d'experts E-15 sur le thème "Agricultural trade, food security and sustainable development", conjointement organisé par l'International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) et l'International Food and Agricultural Trade Policy Council (IPC).

Membre du comité de rédaction de l'OECD Journal : Revue économique de l'OCDE.

Membre du comité d'orientation du Consortium GTAP (Global Trade Analysis Project, Purdue University, USA).

Membre du comité stratégique, GEP, University of Nottingham, UK.

Valérie Mignon

Membre nommée au bureau de la section 37 du Comité National du CNRS.

Membre du comité de rédaction de la revue Economie et Prévision.

Présidente du jury du prix Edmond Malinvaud 2012 de l'AFSE récompensant le meilleur article d'un économiste de moins de 40 ans travaillant dans une institution française.

Membre du jury du prix de thèse de l'AFSE.

Membre du jury du prix AFSE du meilleur ouvrage d'économie.

Membre des comités de sélection des Universités de Paris Ouest – Nanterre La Défense, Nantes et Aix-Marseille.

Membre du comité d'expertise d'attribution de la Prime d'Excellence Scientifique 2012.

Cristina Mitaritonna

Membre du Comité d'experts pour le projet Agrodep.

Sandra Poncet

Membre du Jury national de la Prime d'excellence scientifique des enseignants du supérieur en économie en 2012.

Annexe



*Relations internationales
du CEPII*

RELATIONS INTERNATIONALES DU CEPII

Consortium EFIGE

(European Firms In Global Economy)

Le consortium EFIGE a pour objectif d'apporter une analyse économique des politiques interne et externe en matière de compétitivité, et d'examiner les stratégies d'internationalisation des firmes européennes. EFIGE fait suite au projet EFIM (*European Firms and International Markets*). Il a reçu le soutien de la DG Recherche de la Commission européenne à travers son programme FP7. Le consortium a été monté pour un travail de septembre 2008 à septembre 2012.

La globalisation a accru la pression concurrentielle sur les entreprises européennes, aussi bien sur les marchés internationaux que sur le marché intérieur. Cette pression creuse le fossé entre gagnants et perdants à la mondialisation, entre les secteurs comme au sein de chaque industrie. Comprendre l'interaction entre la mondialisation et l'économie européenne nécessite une analyse approfondie de la façon dont les entreprises font face à cet environnement difficile. En particulier, il nous faut comprendre comment elles sont amenées à réorganiser leurs activités internationales, sur le marché intérieur et hors d'Europe. C'est à cela que les partenaires d'EFIGE travaillent.

Les instituts membres :

Banca d'Italia (Italie), Banco de España (Espagne), Banque de France (France), Bruegel (Belgique), CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), CEPR (the Centre for Economic Policy Research, Royaume-Uni), Deutsche Bundesbank (Allemagne), IAW (Institut für Angewandte Wirtschaftsforschung, Allemagne), IEHAS (Institute of Economics of Hungarian Academy of Sciences, Hongrie), KIETI (Research Centre for Economic and Regional Studies of the Hungarian Academy of Sciences, Hongrie), Ld'A (Centro Studi Luca d'Agliano, Italie), National Bank of Belgium (Belgique), OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques, France), ONB (Oesterreichische Nationalbibliothek, Autriche), Unicredit Group (Italie) & Universidad Carlos III de Madrid (Espagne).

Réseau ELSNIT

(Euro-Latin Study Network on Integration and Trade)

Le réseau ELSNIT a été créé par la Banque Interaméricaine de Développement, par son bureau européen, par le département des programmes Intégration et régionalisation et INTAL (Institut pour

l'Intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes). Le but du réseau est de stimuler la recherche, les études et les débats sur l'intégration et le commerce, de se servir de la riche expérience européenne pour éclairer le cas de l'Amérique latine et des Caraïbes, et d'accroître les interactions entre chercheurs européens et latino-américains.

Les instituts membres :

CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), **CREI** (Centre de Recerca en Economia Internacional, Espagne), **IADB** (Inter-American Development Bank, Etats-Unis), **IFW** (Institut für Weltwirtschaft, Allemagne) & **IUE** (Institut Universitaire Européen, Italie).

Consortium GTAP

(Global Trade Analysis Project)

Le CEPII est membre du consortium GTAP. La base de données GTAP est aujourd'hui utilisée par tous les chercheurs dans le monde pour étudier les politiques commerciales en équilibre général. Le CEPII contribue activement au consortium par ses travaux réalisés à l'aide du modèle MIRAGE et par la construction de la base de données MAcMap. Cette participation au réseau GTAP a été rendue possible grâce au soutien de l'INRA et de la DGTPE.

Les instituts membres :

AERI (Agricultural Economics Research Institute, Pays-Bas), **ADB** (Asian Development Bank, Mandaluyong City, Philippines), **ABARE** (The Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics, Australie), **CEPII** (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), **ESRI** (Economic and Social Research Institute, Japan), **ERS/USDA** (Economic Research Service of the United States Department of Agriculture, Etats-Unis), **EPRI** (Electric Power Research Institute, Etats-Unis), **EU** (European Commission, Belgique), **FAO** (Food and Agriculture Organization of the United Nations, Italie), **FOI** (Institute of Food and Resource Economics, Danemark), **IADB** (Inter-American Development Bank, Etats-Unis), **IFPRI** (International Food Policy Research Institute, Etats-Unis), **ITC** (International Trade Centre, Suisse), **Johann Heinrich von Thünen Institute** (Allemagne), **KPMG Australia** (Australie), **MIT** (Joint Program on the Science and Policy of Global Change, Etats-Unis), **Nathan Associates Inc.** (Etats-Unis), **OCDE** (Organisation de coopération et de développement économiques, France), **Productivity Commission** (Australie), **RIETI** (Research Institute of Economy, Trade and Industry, Japon), **The World Bank** (Etats-Unis), **UNCTAD** (United Nations Conference on Trade and Development, Suisse), **UNECA** (United Nations Economic Commission for Africa, Ethiopie), **University of Hohenheim** (Allemagne), **US Department of Energy** (Etats-Unis), **US-EPA** (US Environmental Protection Agency, Economy and Environment Division, Etats-Unis), **USITC** (US International Trade Commission, Etats-Unis) & **WTO** (World Trade Organization, Suisse).

Réseau RIEF

(Research in International Economy and Finance)

Le réseau RIEF s'est constitué au cours de l'année 2004 afin de renforcer la coordination et les contacts scientifiques entre les centres européens travaillant sur l'économie internationale (commerce international, macroéconomie internationale, finances internationales). Le réseau organise notamment les Doctoriales qui réunissent des doctorants et de jeunes post-doctorants pendant deux jours consécutifs pour exposer des articles ou des travaux d'étape, devant leurs collègues et des enseignants-chercheurs plus confirmés. Un colloque est aussi organisé tous les deux ans.

Les instituts membres :

ADRES (Association pour le Développement de la Recherche en Economie et en Statistique, France), **CEPII** (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), **ENPC** (Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, France), **GREQAM** (Groupement de Recherche en Economie Quantitative d'Aix Marseille, France), **IFPRI** (International Food Policy Research Institute, Etats-Unis), **PSE** (Paris-Jourdan Sciences Economiques, France), **THEMA** (Théorie Economique, Modélisation et Applications, France), **ULB** (Université Libre de Bruxelles, Belgique) & **Université de Paris I** (France).

SERVICEGAP

Le projet SERVICEGAP étudie les questions soulevées, dans le domaine de la recherche académique comme dans celui des décisions publiques, par l'essor du secteur des services dans l'économie mondiale. Il le fait notamment à travers l'examen de l'évolution de la productivité dans les secteurs de services, des liens entre les services et les autres secteurs, ou encore des changements technologiques dans les moyens de fourniture de services.

L'objectif global de ces recherches est de réaliser une vaste étude de l'impact du marché des services sur la croissance économique globale de l'Union européenne, au regard des performances des régions concurrentes, et en particulier les Etats-Unis.

Le projet est divisé en trois grands thèmes de recherche : la mesure de la productivité dans les services, les changements technologiques et l'internationalisation. C'est sur dernier thème que porte l'essentiel des contributions du CEPII.

Les partenaires :

The University of Birmingham (Royaume-Uni), **ESRI** (Economic and Social Research Institute, Irlande), **ZEW** (Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung, Allemagne), **NIESR** (National Institute of Economic and Social Research, Royaume-Uni), **CASE** (Center for Social and Economic Research, Pologne), **IfW** (Kiel Institute for the World Economy, Allemagne), **IHS** (Institute for Advanced Studies, Autriche),

ETLA (The Research Institute of the Finnish Economy, Finlande), **IER** (Institute for Economic Research, Slovénie), **CEPS** (Centre for European Policy Studies, Belgique), **CEPII** (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), **CIREM** (Club d'Information et de Réflexion sur l'Economie Mondiale, France) & **WIFO** (Austrian Institute of Economic Research, Autriche).

Consortium TAXUD

(Taxation and Customs Union)

Le consortium TAXUD a pour objectif de réaliser des études sur l'impact des projets de réformes fiscales en Europe. Il a reçu le soutien de la DG TAXUD (fiscalité et union douanière) de la Commission européenne.

Les partenaires :

CPB (Netherlands Bureau for Economic Policy Analysis, Pays-Bas), **UNIMORE** (University of Modena and Reggio Emilia, Department of Economics, Italie), **CAPP** (Centre for the Analysis of Public Policies, Italie), **CASE** (Center for Social and Economic Research, Pologne), **CEPII** (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), **ETLA** (The Research Institute of the Finnish Economy, Finlande), **IFO** (Institute for Economic Research, Allemagne), **IFS** (The Institute for Fiscal Studies, Royaume-Uni), **IHS** (Institute for Advanced Studies, Autriche).

Annexe



Prix et distinctions

PRIX ET DISTINCTIONS

Agnès Bénassy-Quéré

Chevalier de la Légion d'honneur, juillet 2012.

Matthieu Crozet

Nommé membre junior de l'Institut Universitaire de France, octobre 2012.

Valérie Mignon

Nommée Chevalier dans l'Ordre des Palmes académiques, 2012.

Rapport d'activité 2012



CONCEPTION GRAPHIQUE, RÉALISATION PAO

Sophie de Salée

CONCEPTION GRAPHIQUE ET RÉALISATION PAO DE LA COUVERTURE

Matteo Gagliardi

IMPRESSION

Centre d'analyse stratégique

CEPII

*113, rue de Grenelle - 75700 Paris SP 07
www.cepii.fr*

Imprimé en mai 2013